



*Real Academia
de Ciencias Económicas y Financieras*

DESAFÍO PLANETARIO: DESARROLLO SOSTENIBLE Y
NUEVAS RESPONSABILIDADES

• SOLEMNE SESIÓN ACADÉMICA EN BRUSELAS •

La realización de esta publicación ha sido posible gracias
a la colaboración de las siguientes entidades



**DESAFÍO PLANETARIO:
DESARROLLO SOSTENIBLE Y
NUEVAS RESPONSABILIDADES**

Publicaciones de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

**Desafío planetario : desarrollo sostenible y nuevas responsabilidades :
solemne sesión académica en Bruselas.**

Bibliografía

ISBN-13 978-84-614-2040-7

I. Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

II. Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

1. Desarrollo sostenible 2. Ética empresarial 3. Economía ambiental –
Unión Europea 4. Discursos académicos

HC79.E5

La Academia no se hace responsable de las opiniones expuestas en sus propias
publicaciones.

(Art. 41 del Reglamento)

Editora: © Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona, 2010

ISBN-13: 978-84-614-2040-7

Depósito legal: B-xxxx-2010

Nº registro: 10/62425

Esta publicación no puede ser reproducida, ni total ni parcialmente, sin permiso
previo, por escrito de la editora. Reservados todos los derechos.

Imprime: Ediciones Gráficas Rey, S.L.—c/Albert Einstein, 54 C/B, Nave 12-14-15
Cornellà de Llobregat—Barcelona

ÍNDICE

DESAFÍO PLANETARIO: DESARROLLO SOSTENIBLE Y NUEVAS RESPONSABILIDADES

SESIÓN ACADÉMICA EN BRUSELAS

BIENVENIDA

Excmo. Sr. Dr. D. Hervé Hasquin	11
Secretario Perpetuo de l' Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts	
Excmo. Sr. D. Carlos Gómez-Música Sanz	19
Embajador de España ante S.M. el Rey de los Belgas	

PRESENTACIÓN

Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja	25
Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras	

SESIÓN ACADÉMICA

Barón Philippe de Woot	33
Académico de l' Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts y Co Director de las Clases de Tecnología y Sociedad <i>Nuevos retos, nuevas tecnologías</i>	
Excmo. Sr. Dr. D. Francisco Granell Trias	47
Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras y Director General Honorario de la Comisión Europea <i>La Union Europea y sus responsabilidades planetarias</i>	

SESIÓN ACADÉMICA

M. Barón Philippe de Schoutheete de Tervarent.	67
Académico de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts (Clase de Letras y de Ciencias Morales y Políticas) <i>Papel de la Unión Europea</i>	
Excmo. Sr. Dr. D. Dídac Ramírez Sarrió	75
Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras y Rector de la Universidad de Barcelona <i>La Universidad ante el desafío de la economía sostenible</i>	
Excmo. Sr. Dr. D. Marcel Crochet	95
Académico de la l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts (Clases de Tecnología y Sociedad) y Rector Honorario de la Universidad Católica de Louvain <i>Los desafíos de la nueva financiación</i>	
Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Díez Hochleitner	103
Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras y Presidente de Honor del Club de Roma <i>Humanismo y Economía</i>	

COLOQUIO

Excmo. Sr. Dr. D. Joan-Francesc Pont Clemente	115
Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras	

CLAUSURA

Excmo. Sr. Dr. D. Marc Richelle	125
Presidente de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts	
Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja	131
Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras	

PUBLICACIONES

Relación de las publicaciones de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras	137
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

BIENVENIDA

HERVÉ HASQUIN

Secretario Perpetuo de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts



HERVÉ HASQUIN

Secretario Perpetuo de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts

L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE: LE PARI DE LA MODERNISATION ET DE LA CITOYENNETÉ

Monsieur l'Ambassadeur,
Monsieur le Représentant du Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur le Président de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras,
Monsieur le Président,
Chers Confrères,

Il m'est particulièrement agréable de vous accueillir dans cet auditorium entièrement neuf et qui symbolise, en quelque sorte, le renouveau de l'Académie royale de Belgique.

Je commencerai par une citation :

« Les desseins qui ont besoin de beaucoup de temps pour être exécutés ne réussissent presque jamais, l'inconstance de la fortune, la mobilité des esprits, la variété des passions, le changement continuel des circonstances, la différence des causes, font naître mille obstacles » (*Montesquieu, 1734*)

Quand j'ai été élu le 17 novembre 2007 en qualité de Secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, la Compagnie s'interrogeait à juste titre sur son avenir. Délaissée par les pouvoirs publics, elle avait aussi fait le choix au nom d'une discrétion d'un autre temps, de s'arc-bouter à l'intérieur des murs d'un Palais des Académies, certes prestigieux, mais tombé dans

l'anonymat au point que nul ne savait même plus ce qu'abritait ce bâtiment imposant situé à une encablure du Palais royal. Surmonter les difficultés liées à l'indifférence de l'environnement politique, économique et universitaire, à l'absence de visibilité, au défaut d'insertion dans la société, à la stagnation tragique des moyens financiers, tels étaient les défis à relever. En d'autres termes, comment effacer l'image, vraie ou supposée, de « ringardise » attachée aux basques de la noble Compagnie ? Comment en faire une Académie citoyenne qui s'implique davantage dans le réel, qui soit davantage en prise avec les nouvelles générations de scientifiques, qui tienne compte également des transformations sociologiques et politiques du pays ?

Convaincu que le temps joue contre les réformes car au fil des mois, les difficultés peuvent s'amonceler et rapidement les volontés se déliter, je savais que l'Académie devait presser le pas. En fait, elle disposait d'un an pour mener à bien les mutations indispensables et convaincre.

Ce délai était la suite logique d'un simple compte à rebours : les élections du 7 juin 2009, précédées d'une inévitable période de latence en matière de décision politique, impliquaient que le dossier soit bouclé avant les vacances de Pâques. C'est d'ailleurs chose faite : le *Moniteur* du 2 avril 2009 a publié les nouveaux Statuts organiques et le nouveau Règlement général de l'Académie.

Statuts

On peut ramener à six les principales modifications intervenues :

1. La Classe des Beaux-Arts est transformée en Classe des Arts ; ce changement d'appellation traduit un élargissement des disciplines qui en relèvent.
2. Le président de l'Académie est élu désormais pour deux ans ; le directeur et le vice-directeur des Classes sont élus pour un an renouvelable une fois. C'est la volonté de donner une plus grande stabilité à ces fonctions.
3. Réorganisation et meilleure osmose entre plusieurs commissions de l'Académie en étendant le principe de l'élection à leurs membres.
4. Les publications de l'Académie pourront désormais se faire par voie électronique.

5. Sur ma proposition, diverses modifications ont été apportées au Statut du Secrétaire perpétuel. À l'avenir son mandat est de cinq ans, renouvelable ; il est mis hors cadre pour la durée de son mandat et sa place dans sa Classe d'origine est déclarée vacante. Il doit résider en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne.
6. Enfin et c'est le signal le plus important : création d'une Quatrième Classe « Technologie et Société » comprenant les diverses ingénieries qui dérivent des sciences, en s'intéressant à leur impact sur la société. Il n'y avait plus eu de création de nouvelle Classe depuis 1845.

Technologie et Société

L'Académie a souhaité mettre en œuvre une politique générale d'évaluation des innovations technologiques et des incidences de ces dernières sur la Société. Les trois Classes actuelles ont décidé de se doter d'un instrument spécifique susceptible de l'aider dans cette tâche.

En plus de l'examen des aspects purement techniques des innovations technologiques, l'approche adoptée inclura l'étude des impacts sociaux, économiques, environnementaux, culturels de celles-ci ainsi que les implications éthiques associées à ces technologies. Il s'agit donc d'anticiper et de comprendre les interactions entre technologie et société et de maîtriser toute la chaîne d'innovation technologique afin de réduire les incertitudes, de contribuer à mieux gérer le risque, et ainsi d'éclairer pour mieux fonder les choix politiques. Cette Classe rassemblera donc des spécialistes venus d'horizons extrêmement différents car les problèmes abordés seront nécessairement de nature interdisciplinaire.

D'autres initiatives ne nécessitaient pas de modification statutaire. C'est notamment le cas des Collèges Belgique et des Alumni.

Le Collège Belgique

Il a démarré en janvier 2009 avec le parrainage prestigieux du Collège de France. Son lancement traduit des objectifs multiples : s'adresser à un large public, œuvrer en harmonie avec les universités, les hautes écoles, les écoles doctorales, les établissements scientifiques, culturels et artistiques, compléter leurs enseignements sans s'y superposer, privilégier la décentralisation puisque les leçons sont dispensées au Palais des Académies (Bruxelles) et au Palais provincial de Namur.

Chaque cours est assuré par un ou plusieurs titulaires, belges et étrangers, sous la responsabilité d'un membre de l'une des trois Académies représentées au sein du Bureau : c'est une première, l'Académie royale de Belgique a associé à ses travaux l'Académie royale de Médecine et l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises. Le cycle de 2010 se compose de 118 leçons de deux heures : l'exposé magistral est suivi de discussions et d'échanges. Les zones floues du savoir, celles qui sont à la marge, les questions en débat, sont privilégiées.

Le Collège des Alumni

Inauguré en décembre 2008, ce Collège poursuit essentiellement un but : rapprocher les talents naissants de ceux d'hier et d'aujourd'hui. Il était important d'abaisser les barrières qui séparaient les aînés des jeunes générations, en associant davantage ces dernières aux travaux et manifestations scientifiques de la Compagnie.

La visibilité

S'il est évident que les initiatives évoquées participent d'un meilleur ancrage dans la vie scientifique et culturelle, et donc contribuent à donner à l'Académie une surface sociale et médiatique plus importante, d'autres interventions s'imposaient pour soutenir la sortie du ghetto.

L'adaptation aux nouvelles technologies de la communication était inéluctable. C'était un prérequis.

Dès septembre 2008, un nouveau site de l'Académie (www.academieroyale.be) a pris place sur Internet. Sa finalisation prendra encore quelques mois. Mais dès à présent, l'archaïsme a fait place à la modernité : actualités et activités de la Compagnie mises à jour quotidiennement, historique, statuts, biographies détaillées des membres, en ce compris leurs publications, interviews-vidéos, inventaires d'archives et de fonds considérables de la Bibliothèque, résumés et audios de leçons dispensées au sein du Collège Belgique, consultation en ligne de la Biographie Nationale, et sous peu d'autres publications de l'Académie, *Lettre d'information* bimensuelle, etc. Bien d'autres développements sont encore prévus dans les prochains mois.

Rompre avec la politique d'une « Académie-bunker » impliquait aussi une multiplication d'activités organisées par l'Académie (colloques, conférences, foires du livre scientifiques) mais aussi un accroissement des capacités d'accueil.

Les conséquences s'imposaient d'elles-mêmes : il convenait d'ouvrir de nouvelles salles et d'équiper les anciennes comme les plus récentes, du matériel le plus performant (écran, micros, PC, enregistreur, etc.) ; le Wifi est désormais accessible dans tous les espaces occupés par l'Académie.

Le concept de service au public des enseignants et chercheurs est complété par le quadruplement des superficies réservées à la salle de lecture (salle de Duve) de la bibliothèque.

Bref, atteindre un public de plus en plus jeune, ouvrir davantage les portes du Palais des Académies, développer ses contacts internationaux au travers de l'Union Académique Internationale dont elle assume le Secrétariat général, utiliser au mieux la chance exceptionnelle qui lui est offerte d'occuper un bâtiment remarquable dans un quartier prestigieux de la capitale de l'Union européenne, telles sont les ambitions, partagées par les Compagnies sœurs, de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Et puis, n'est-ce pas réconfortant ? La volonté de changement affichée et les messages forts envoyés aux pouvoirs publics – tous niveaux confondus Fédéral, Communauté française, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale – ont été entendus. Sans leur soutien, la mutation eût été plus lente ; par exemple, les travaux lourds relatifs au réaménagement des auditoriums – dont celui, récemment achevé dans lequel nous nous rencontrons – situés au sous-sol du Palais et à l'arrêt depuis dix ans, n'auraient pas repris à la mimars 2009.

Est-il encore besoin d'insister ? Sans avoir recours à la chirurgie esthétique, cette vieille dame respectable, fondée en 1772, a plus d'un tour dans son sac. Elle est prête à affronter l'avenir sans gémir sur le passé. Elle a même osé emprunter le TGV !

Par le passé, l'Espagne et la Belgique ont eu, du fait que le territoire de celle-ci fut en grande partie espagnol, une histoire commune. Aujourd'hui, nos deux pays connaissent des évolutions institutionnelles comparables, notamment par leur aspect fédéral et les compétences accrues données aux régions dans l'espace de l'Union européenne. Nos deux Académies ont des perspectives, des objectifs semblables, tournés vers la modernité, ancrés dans la société, ouverts sur le monde. On se réjouit dès lors de pouvoir nouer des contacts entre nous. Puisse cette rencontre être le point de départ d'une collaboration durable, approfondie et fructueuse.

CARLOS GÓMEZ-MÚGICA SANZ

Embajador de España ante S. M. el Rey de los Belgas



CARLOS GÓMEZ-MÚGICA SANZ

Embajador de España ante S. M. el Rey de los Belgas

Señor Secretario Perpetuo de la Real Academia de Ciencias, Letras y Bellas Artes de Bélgica,
Señor Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España,
Señoras y Señores Académicos,
Señoras y Señores,

El año 2010 constituirá en la historia de las relaciones bilaterales de España y Bélgica un año muy especial porque no sólo compartimos de forma consecutiva la Presidencia rotativa de la UE sino que además Bélgica y España integran junto a Hungría el denominado “Trío de Presidencia en equipo” fortalecido por el Tratado de Lisboa como elemento de cohesión y continuidad de la acción de la UE.

La elaboración de un programa conjunto para 18 meses hace que su efectividad sea mayor y obliga a los países integrantes del Trío a una coordinación intensa y permanente que sin duda beneficia la calidad de las relaciones bilaterales.

Subrayo este hecho porque no podría haber otro marco mejor para hacerlo que este Acto académico solemne conjunto entre la Real Academia de Ciencias, Letras y Bellas Artes de Bélgica y la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España.

Quisiera subrayar además la oportunidad de los temas a los que dedicarán sus ponencias y debates en un momento en el que la Unión Europea, con la entrada en vigor del Tratado de Lisboa, asume unas responsabilidades mayores reforzando su proyección internacional con las nuevas figuras que encabezan su arquitectura institucional.

España y Bélgica no sólo han asumido la responsabilidad de poner en marcha los mecanismos para el desarrollo de esta nueva estructura sino que además tienen como responsabilidad el impulsar la acción para hacer frente a la mayor crisis económica mundial de los últimos ochenta años.

Señor Secretario Perpetuo de la Real Academia de Ciencias, Letras y Bellas Artes de Bélgica,
Señor Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España,
Señoras y Señores Académicos,
Señoras y Señores,

Quiero felicitarles por la iniciativa de celebrar este encuentro, que cuenta con el alto patronazgo de SS.MM. el Rey de Bélgica Alberto II y el Rey de España Juan Carlos I, y desearles el mayor éxito en estos encuentros que sin duda contribuirán a fortalecer nuestras relaciones y afrontar de manera conjunta los grandes retos de este siglo que se inicia.

Estoy seguro de que nuestros Académicos comprobarán durante su estancia en Bruselas y en Bélgica la gran hospitalidad de este pueblo que tanto comparte con nosotros.

Quisiera finalmente reiterarles mi agradecimiento por su amable invitación a participar a este acto y desearles el éxito que merecen en este encuentro.

Muchas Gracias.

PRESENTACIÓN

JAIME GIL ALUJA

Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras



JAIME GIL ALUJA

Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

M. le Président,
M. l'Ambassadeur,
M. le Secrétaire Perpétuel,

La Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España, cuyos antecedentes más remotos se sitúan en el año 1758, ha puesto de manifiesto en todos los tiempos la voluntad de activa presencia en los momentos más especiales por los que han atravesado los sistemas económicos. Una vez más, nuestra Real Corporación une sus esfuerzos con l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux Arts de Bélgica para intentar, desde su posición de independencia, aportar un juicio sereno sobre el actual desafío planetario, en lo que comporta de “desarrollo sostenible y de nuevas responsabilidades”. En el contexto de depresión profunda, que caracteriza la situación actual, deseáramos infundir un halo de esperanza con el que, restablecida la confianza, sentar las bases de la deseada recuperación.

Somos conscientes que reconquistar esta confianza exige y va a exigir aún durante nuestro tiempo un duro esfuerzo de todas las partes implicadas. Es necesario el diálogo pero no será suficiente, por cuanto lo que está en juego es el diseño de un nuevo “modelo de convivencia social, política y económica”, que incluya **desde** los nuevos valores capaces de sustituir a los hoy caducos **hasta** los sistemas de vigilancia y control de los posibles “excesos” amparados en una mal entendida libertad econó-

mica. Será importante fijar la **amplitud del marco** en donde ejercer las libertades pero también **la fortaleza** en la defensa de este marco.

Como miembros de la comunidad académica, la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras ha asumido siempre la responsabilidad de participar, con sus ideas, en un proceso capaz de reconstruir -esto es construir de nuevo- este “modelo de convivencia”, uno de cuyos soportes debe ser una estructura eficaz que permita la convivencia internacional.

Durante varios lustros las relaciones económicas y financieras se han asentado en un modelo que ha posibilitado un progreso en libertad y una prosperidad casi sin precedentes. Pero al tensar en exceso las estructuras de este modelo, haciendo un uso inadecuado de las amplias posibilidades que ofrecía, se ha producido un estallido que le ha dejado inservible. Se nos presenta, ahora, un desafío sin precedentes en la historia moderna. A las fuerzas que han movido tradicionalmente la actividad planetaria, procedentes primero de los EE.UU. y luego Europa, se les han añadido recientemente países emergentes como Brasil, China, India y México.

La tupida red de relaciones financieras internacionales que en los últimos años ha permitido una rápida e intensa actividad constituye, también, un conjunto de **canales de contagio**. Los problemas subsiguientes, localizados inicialmente en su espacio, se extienden con mayor o menor rapidez a todos los demás sistemas, afectándolos en grados distintos según los dispositivos de defensa existentes en cada lugar. El problema se convierte, entonces en **planetario** y su eventual solución debe ser enfocada también a este nivel. Parece, pues, llegado el momento de establecer unos **dispositivos de defensa**, que se adapten a las nuevas condiciones de las relaciones internacionales futuras.

Los desequilibrios estructurales que se han puesto en evidencia van a condicionar o en el mejor de los casos ralentizar el mantenimiento de un desarrollo sostenible. El déficit en la innovación es una de las principales causas. Los esfuerzos realizados hasta ahora para impulsar la investigación en las distintas áreas del conocimiento están dando sus frutos en algunos sectores de la actividad económica. La **investigación, desarrollo e innovación debe ser un compromiso** no sólo de los gobiernos sino también de la propia **sociedad civil** y de los agentes económicos y sociales. Todos deben asumir un firme compromiso en esta tarea común, que es indispensable para un futuro mejor. Es en este sentido que resulta necesaria la asunción de unas **nuevas responsabilidades**.

Consideramos muy positivas las **prioridades de los ejecutivos de los distintos países** en aras a conseguir un marco económico y social que facilite la innovación en el ámbito de las empresas e instituciones. Aplaudirnos el empeño a fomentar la I+D+i en sectores sensibles. Innovar con eficiencia es, a nuestro entender, garantía de un **desarrollo sostenible**.

En este contexto, es conveniente señalar que la necesaria preocupación por las áreas de conocimiento tradicionalmente consideradas como genuinamente científicas, no debe restar interés por el **ámbito de las ciencias sociales** y en especial por el área **económica y financiera** que es propia a la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España. Un marco eficiente en el que desenvolver la libertad económica y financiera depende de ello. Como también depende de adecuadas investigaciones la posterior puesta en marcha de políticas, estrategias y decisiones susceptibles de dar respuesta al **desafío planetario**.

La Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España se halla comprometida en este empeño. Una clara información de lo que se posee y de las carencias detectadas es el mejor camino para canalizar los esfuerzos en la elaboración de conceptos, métodos y técnicas destinados a reconducir las realidades hacia el objetivo común de un mundo mejor.

Y aquí estamos, Excmos. Sres. Académicos, para intentar, desde un rincón de la ciencia, abrir las conciencias a unas nuevas ideas que sirvan para propiciar el necesario cambio hacia los nuevos rumbos que exigen las complejas realidades actuales.

Gracias por su acogida.

SESIÓN ACADÉMICA

PHILIPPE DE WOOT

Académico de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts

Co-Director de las Clases de Tecnología y Sociedad



PHILIPPE DE WOOT

Académico de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts
Co-Director de las Clases de Tecnología y Sociedad

NOUVEAUX DÉFIS ET NOUVELLES RESPONSABILITÉS

1. Une crise systémique

La mondialisation révèle les limites de notre modèle de développement économique.

Celui-ci semble déraiper et commence à être perçu comme « insoutenable ».

Nous sommes confrontés à une crise systémique. Il ne s'agit pas seulement d'une crise économique et financière mais aussi d'une crise du sens et des valeurs.

L'économie concurrentielle de marché, a montré une aptitude permanente à être créative alors que son lien direct avec le Bien commun global s'est progressivement affaibli, ainsi que notre capacité à le réguler. Sans une adaptation profonde, ce modèle performant court le risque de ne pouvoir être durable, et de perdre sa légitimité morale et politique.

La cause profonde est à rechercher dans le fait d' **avoir déconnecté l'action économique de la politique et de l'éthique.**

La globalisation, l'accélération des techno sciences, le manque de régulation mondiale confèrent au système économique **un pouvoir d'action** sans précédent. Il l'exerce selon les critères qui sont les siens : rentabilité, compétitivité, course aux

parts de marché. En l'absence de régulation globale, cette logique tend à devenir dominante et à nous imposer un modèle de développement qui n'a d'autre finalité que son efficacité et son dynamisme. Conduit par sa seule logique instrumentale, ce modèle devient de plus en plus ambigu et paradoxal : jamais notre capacité de créer de la richesse n'a été aussi grande et jamais le nombre de pauvres n'a été aussi élevé ; jamais nos connaissances scientifiques et techniques n'ont été aussi étendues et jamais la planète n'a été aussi menacée ; jamais le besoin d'une gouvernance économique n'a été aussi impérieux et jamais les Etats Nations n'ont été aussi désarmés. L'action économique s'exerce dans un vide moral et politique grandissant.

La mondialisation économique avance beaucoup plus vite que la gouvernance mondiale. Elle échappe aux Etats-nations et impose progressivement sa logique à l'ensemble de la planète. Ce retard du politique sur l'économique mène à une sorte d'impuissance publique à conduire de véritable stratégie de développement et à débattre démocratiquement des enjeux sociétaux de la mondialisation. Tout se passe comme si celle-ci s'imposait aux Etats, ne leur laissant même plus la liberté de choisir le type d'économie de marché qui convient à leur pays. C'est ainsi que le modèle anglo-saxon, plus financier et moins social, tend à gagner du terrain sur un modèle plus humain, comme l'économie sociale de marché ou modèle rhénan.¹

Notre modèle économique fonctionne selon une logique de moyens et non de fins : il s'agit de maximiser l'utilisation des ressources rares et des bénéfiques qui en résulteront. Ce système est a-moral. Il ne comporte, *en lui-même*, aucune indication autre que celle des marchés solvables. Sans encadrement éthique ni politique au niveau mondial, il n'est guidé que par sa logique instrumentale. Sous les habits respectables du dynamisme et de l'efficacité d'un monde ouvert aux échanges, la globalisation libérale cache aussi une idéologie radicale. Il s'agit, en simplifiant, d'une croyance trop absolue dans l'efficacité des marchés et d'une méfiance quasi-viscérale à l'égard de l'intervention publique et d'une régulation internationale des jeux économiques. Quelle erreur de penser que l'économie de marché est un processus autorégulé qui contribue *automatiquement* au Bien commun ! Il s'agit aussi d'une conception tronquée du rôle de l'entreprise dont, selon Milton Friedman, *la seule responsabilité sociale serait l'enrichissement de l'actionnaire*.

Celle-ci, on le voit tous les jours, conduit les acteurs du système à des comportements déraisonnables alors que la théorie économique les présente comme des êtres rationnels.

¹ Albert, M., *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1991.

Quelle folie de croire que la globalisation pourra diffuser harmonieusement cette logique de marché à l'ensemble de la planète, sans tenir suffisamment compte des différences politiques, culturelles et institutionnelles, un peu à la manière d'un rouleau compresseur !

Tout en assurant une croissance économique sans précédent dans l'histoire humaine, notre modèle s'emballe, pollue, exclut, engendre des phénomènes de domination, d'injustice sociale et de déstructuration.

Notre modèle de développement commence à devenir insoutenable. La destruction de la planète, des inégalités croissantes, l'extravagance de certains comportements, les situations d'injustice, d'exclusion et d'aliénation, n'annoncent-elles pas les spectres qui hantent de temps à autres l'histoire humaine et la font dévier des voies de la civilisation ?

On peut donc se poser la question de savoir si le modèle actuel est encore politiquement et moralement acceptable sans une évolution profonde.

2. Une transformation culturelle

Si l'on veut rendre à l'action économique sa dimension éthique et politique, il faut aller au delà de quelques « bonnes pratiques » plus responsables et de leur mise en commun par les entreprises les plus éclairées. Si l'on veut transformer notre modèle de développement, c'est la culture même de l'acteur économique, et des écoles qui le forment, qu'il faut changer.

Nous avons besoin d'une transformation radicale.

On peut s'inspirer du concept de **métamorphose**, utilisé par Edgard Morin, par référence à la transformation de la chenille en papillon.

La métamorphose est aussi radicale que la révolution (devenir papillon n'est pas une transformation banale ni une simple bonne pratique) mais, à la différence de la révolution, elle conserve ce qu'il y avait de bon dans l'ancien système (la vie, son dynamisme et toutes ses potentialités).

Dans le cas de la chenille, il est intéressant de signaler que, sans sa métamorphose, elle serait incapable de se reproduire, donc de s'inscrire dans la durée.

Un vrai **changement culturel** pourrait résulter de trois grandes transformations :

- rendre à l'entreprise sa finalité de progrès
- remettre l'éthique au centre des stratégies et des comportements
- hausser la concertation au niveau du Bien commun de la planète

Entrepreneurship et progrès

Sous l'aiguillon de la concurrence et de l'évolution technique, l'entreprise performante ne se contente pas de produire et de distribuer des biens et des services. Elle les renouvelle constamment, elle les fait évoluer, elle crée du neuf.

Si l'on observe les entreprises performantes sur une période de cinq ou dix années, il n'en est pas une qui ne se soit adaptée, transformée, renouvelée. Toutes ont évolué, toutes ont innové, soit dans leurs produits, soit dans leurs marchés, soit dans leurs procédés ou leur organisation. Cette réalité marque leur action d'une note dynamique et créatrice.

L'initiative et **la créativité** constituent le pivot de l'acte d'entreprendre. C'est ce qui justifie sa liberté et donne à son action a dimension historique.

Dans cette perspective, la fonction spécifique de l'entreprise est donc bien d'assurer un type de progrès humain : **le progrès économique et technique**.

L'entrepreneur individuel ou collectif est donc fondamentalement **créateur**.

Toutes les civilisations se sont émerveillées de cette capacité quasi-divine de créer : les héros forgerons en Afrique, les maîtres du bronze en Chine, les voyageurs découvreurs de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

Parmi les mythes fondateurs de notre culture, les dieux et les héros créateurs de progrès matériel occupent une place importante

Le mythe de Prométhée est celui de l'entrepreneur. Il en a toutes les caractéristiques : il *voit* le progrès qu'apporterait le feu aux mortels ; il prend le *risque* d'aller le voler aux dieux ; il a l'énergie de le faire et de *convaincre* les hommes de l'utiliser.² C'est un titan.

2 Ce sont les qualités rares que Schumpeter attribue à l'entrepreneur moderne.

Il en va de même pour Héphaïstos (Vulcain), le père des arts du feu. Il fabrique des outils, des armes et des bijoux. C'est un dieu.

Ulysse est un héros. Son odyssee représente l'implantation des Grecs en Méditerranée. Il est le bonhomme marketing de l'antiquité : astucieux, audacieux, entreprenant... Ulysse « aux mille ruses ».

Jason poursuit la richesse, la toison d'or. Le mythe ne pourrait pas être plus clair. Avec ses Argonautes, il entreprend de découvrir la mer noire et les sources de ce métal précieux.

Hercule, c'est le mythe du développement. Il est moins brillant que Prométhée mais il deviendra dieu.

Enfin, Icare nous fait revenir en plein progrès technique. Il accomplit le vieux rêve humain de voler comme un oiseau.

Marx lui-même fut émerveillé par cette capacité : *Au cours d'une domination de classe à peine séculaire, la bourgeoisie capitaliste a créé de toutes autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs de Rome ou les cathédrales gothiques ...*³. Il ajoutait : *elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions ou les croisades*

Chargés de cette mission magnifique, comment pouvons-nous aujourd'hui laisser la finance et la spéculation dominer l'économie réelle qui est le vrai lieu de la création du progrès matériel et la source de sa légitimité sociétale ?

Comment les dirigeants d'entreprise ont-ils si peu réfléchi à la finalité de leur action au point de la laisser réduire à sa seule mesure financière, le profit ? Et souvent à court terme : the quartely result, le sacro-saint quaterly result !

Cela relève pour moi de ce que les Grecs appelaient la faiblesse d'esprit et que les romains nommaient imbécillité.

Si l'on veut que l'entreprise soit responsable et assume les conséquences sociétales de ses actions, il est temps d'établir sa finalité sur d'autres bases que celles du seul profit.

3 Marx, K., *Le manifeste du parti communiste*, Bruxelles, 1848.

Quittons définitivement l'idéologie étriquée de Milton Friedman qui a osé prétendre que la responsabilité sociale de l'entreprise est de maximiser le profit pour l'actionnaire...

Cette vision à courte vue a profondément marqué la pensée néo-libérale. Il faut en sortir !

C'est une incongruité intellectuelle, morale et politique !

Définir la finalité de l'entreprise consiste à situer sa fonction dans la perspective plus large du Bien commun, sans laquelle sa légitimité politique et morale n'existe pas. Cela revient en définitive à reconnaître que l'entreprise n'est pas sa propre fin et qu'elle est au service d'un intérêt général qui la dépasse. Nous sommes ici dans le domaine de la recherche du sens.

On a vu que l'action de l'entreprise est essentiellement dynamique et créatrice. Par ses innovations incessantes dans le domaine économique et technique, elle joue un rôle prométhéen et assume une des formes du progrès. Il importe de recentrer l'entreprise sur cette fonction là plutôt que de la réduire à n'être qu'une machine à profits.

Cela permettra de lui rendre explicitement sa dimension éthique et citoyenne. S'interroger sur la finalité de l'entreprise et du modèle de développement qu'elle anime, c'est poser la question du progrès matériel, de ses orientations et de ses ambivalences

Sans finalité, la créativité économique et technique est ambiguë et peut être dangereuse.

La tentation de la démesure, de l'hubris, est constamment présente. Prométhée, ce créateur, en est saisi. C'est un titan mais il est damné : les dieux le punissent et l'enchaînent à un rocher où l'aigle, tous les matins, vient lui ronger le foie.

Dans les mythes grecs, les créateurs du progrès matériel sont des héros et des dieux, mais ils sont aussi maudits: Ulysse ne peut pas rentrer chez lui, Jason perd ses enfants tués par Médée, Hercule est brûlé dans la tunique de Nessus, Icare s'écrase et Vulcain est boiteux et trompé.

Pourquoi sont-ils maudits ?

Par delà les siècles, cette question rejoint nos interrogations actuelles.

Donner une finalité à l'entreprise consiste notamment à réfléchir et à répondre aux questions suivantes :

Progrès économique et technique
pour quoi ?
pour qui ?
comment ?

Les réponses à ces questions ne peuvent être qu'éthiques et politiques. Finaliser le progrès économique consiste donc à insérer ce progrès spécifique et partiel dans l'ensemble plus large du progrès humain.

Il faut cesser de prétendre qu'il y a une convergence quasi-automatique entre la créativité économique actuelle et le développement global de l'humanité.

Il faut cesser d'affirmer que c'est exclusivement l'intérêt personnel qui doit guider nos comportements économiques et que pour répondre aux défis globaux, il suffit de faire confiance à l'ingéniosité technique des hommes et aux indications du marché.

L'entreprise ne sera responsable que si elle inscrit le progrès économique dans une vue d'ensemble d'un développement humain et durable.

Ethique et Leadership

D'entrée de jeu, rappelons que l'éthique ne se réduit pas à l'intégrité. La vraie question éthique de notre temps se situe à un autre niveau. Elle est de savoir *quel monde nous voulons construire ensemble avec les formidables ressources et les capacités immenses dont nous disposons.*

Situé dans un temps irréversible, les hommes sont des êtres historiques et leurs actes construisent le monde. Ils sont responsables de l'avenir et de la société qu'ils sont en train de créer.

Cette responsabilité est d'autant plus grande pour les dirigeants que leur créativité et leur pouvoir sont plus importants. Comme on l'a vu, c'est le cas de l'entreprise et du système économique qu'elle anime.

Les effets « non voulus » de l'action économique devraient nous interpeller davantage. Comme le disait Paul Valéry, *l'homme sait souvent ce qu'il fait, mais il sait rarement ce que fait ce qu'il fait.*

Refuser d'intégrer l'éthique dans l'orientation et le fonctionnement de l'entreprise et du marché sous prétexte que l'économie a sa logique propre, revient à s'enfermer dans une approche instrumentale (pensée unique) et à priver l'entreprise et le marché de leur légitimité sociétale. S'ils sont trop piégés dans une logique de moyens, certains dirigeants, honnêtes comme individus, ne risquent-ils pas d'illustrer la description réaliste de Péguy : *le monde est pleins d'honnêtes gens, on les reconnaît à ce qu'ils font les mauvais coups avec plus de maladresse*⁴.

L'éthique commence au premier cri de souffrance humaine, au moment où l'on se trouve en face du visage d'autrui. Elle nous empêche d'être indifférent à la souffrance de l'autre, *a fortiori* si c'est nous qui l'avons causée.⁵

Pour les dirigeants et les cadres, le prochain le plus proche est évidemment le personnel de l'entreprise auquel s'ajoutent les parties prenantes (*stakeholders*) comme les fournisseurs, les clients, la région, etc....

Au-delà du prochain proche, ne faut-il pas élargir la responsabilité des acteurs économiques aux dimensions du système lui-même et s'interroger sur les aspects négatifs et les conséquences de sa globalisation et de ses dérives ? Si les valeurs centrales sont celles de la dignité de l'homme et de la survie de la planète, les dirigeants et les cadres ne doivent-ils pas se sentir plus responsables du système qu'ils animent et de ses conséquences pour ceux qu'il aliène, licencie, démode et pour ceux dont il détruit les structures traditionnelles.

Si l'éthique commence au premier cri de souffrance humaine, ne faut-il pas écouter la clameur de ceux que notre modèle de développement, notre logique instrumentale, notre pensée unique font souffrir d'une manière ou d'une autre ? Les écouter directement quand c'est possible ou leurs porte-parole qui commencent à se multiplier.

4 Péguy, Ch., *Clio*, Paris, Gallimard, 1917.

5 Voir Fourez, C., *La construction des sciences. Introduction à la philosophie et à l'éthique des sciences*, De Boeck, 1988.

Peut-être qu'une des premières étapes d'une démarche éthique véritable serait de sortir d'un état d'indifférence pour ce qui ne relève pas directement de l'efficacité instrumentale et d'écouter les cris de ceux que notre système économique fait souffrir.

L'indifférence rend sourd et aveugle. Elle est un refus de l'humain.

Le management ne suffit plus. Si l'on veut remettre l'éthique au cœur de l'action économique, nous avons besoin de leaders et pas seulement de managers ou de gestionnaires.

Comme nous l'avons vu, un des rôles du dirigeant est de développer l'esprit d'entreprise et la créativité de son organisation. Un autre rôle est de conduire celle-ci comme une réalité humaine, de motiver son personnel et d'engager le changement culturel pour un développement plus éthique et plus durable.

Pour ce faire n'avons-nous pas besoin, aujourd'hui, d'un nouveau type de dirigeants?

Alors que Frederik Taylor recommandait de *remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses*, c'est presque le contraire qu'il faudrait faire. Il s'agit aujourd'hui de rééquilibrer l'économie, d'une part, avec l'éthique et le politique, de l'autre.

Si l'on définit le *management* de manière étroite, on peut dire qu'il s'agit surtout de l'administration des choses : objectifs, budgets, analyses stratégiques, plans, méthodes, procédures... *Le leadership* est l'art de conduire la réalité humaine : c'est la motivation, la communication, la participation, la capacité de convaincre les gens des valeurs que l'on veut mettre en œuvre. Il repose sur l'autorité morale et c'est par lui que l'éthique passe dans l'entreprise. Le leader est celui qui donne sens à l'action.

Statesmanship et Bien commun

Les dirigeants d'entreprise ne doivent-ils pas participer davantage à la recherche et à la définition du Bien commun de notre époque et tenter de le construire dans leur sphère d'activité même si la gouvernance mondiale est encore balbutiante ? Ne doivent-ils pas jouer un rôle plus responsable dans l'émergence d'une nouvelle culture de concertation et de débat qui se substituerait au simple « lobbying » actuel ?

A leur rôle d'*entrepreneur* et de *leader* ne doivent-ils pas ajouter celui de *citoyen engagé* dans la construction d'une nouvelle gouvernance et adopter, au sens anglais du terme, le rôle de *statesman* ?

La contribution spécifique que l'entreprise peut apporter aujourd'hui au bien commun mondial commence à s'esquisser dans les réflexions et les travaux qui remettent en question notre modèle de développement.

Les Nations Unies proposent le concept de **développement durable**.

Ce nouveau modèle propose un vrai projet d'avenir visant à remettre l'action économique dans la perspective d'un bien commun mondial. Sa définition est bien connue. C'est celle du Rapport Brundtland⁶ : *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*.

Face aux défis du 21^e siècle, il est nécessaire que les dirigeants d'entreprise s'engagent dans les débats sociétaux et ne laissent plus la pensée unique contaminer la planète. Pour devenir globalement responsables, ils doivent contribuer à corriger le découplage excessif de l'économie du politique et de l'éthique.

Si l'entreprise veut retrouver sa dimension citoyenne, elle doit développer en elle une culture politique au plein sens du terme, elle doit insérer son action dans la vie de la cité et participer aux débats sur le Bien commun et les orientations de notre avenir. Au-delà du simple lobbying, les dirigeants et les cadres d'entreprise devraient entrer dans un dialogue permanent avec la société civile et les pouvoirs publics pour contribuer à la recherche d'un bien commun élargi aux dimensions du monde ainsi qu'à l'émergence d'une gouvernance globale. Ceci n'est qu'une suite normale de l'élargissement des finalités et de l'adoption d'une éthique de l'avenir.

Les dirigeants les plus éclairés ont compris qu'une évolution culturelle en matière politique passait par l'acceptation d'un débat ouvert avec ceux qui remettent en cause notre modèle de développement. L'accord, souvent cité, entre Lafarge et le World Wildlife Fund pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, est exemplaire à cet égard.

6 ONU, *Notre avenir à tous*, Les éditions du fleuve, Montréal, 1989.

Le retour d'une culture politique dans l'entreprise est nécessité par le fait que celle-ci n'est pas une île, que nous sommes en démocratie et que l'évolution de notre modèle de développement doit reposer sur l'adhésion des citoyens. Une concertation élargie peut y contribuer puissamment.

Cela n'enlève rien à la nécessité de réguler les jeux économiques mondiaux.

Des règles globales sont nécessaires et urgentes pour corriger les dysfonctionnements majeurs et favoriser l'émergence d'un modèle de développement plus durable et plus juste.

Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la loi qui affranchit et c'est la liberté qui opprime. (Lacordaire)

*
* *

Selon les considérations qui précèdent, l'entreprise du 21ème siècle qui se voudra responsable, devra trouver un nouvel équilibre entre les trois dimensions majeures de son action :

- la création économique et technique,
- un leadership porteur des valeurs d'humanisation,
- une participation citoyenne au bien commun.

S'engager dans cette voie, c'est réaliser un changement de **la culture même de l'entreprise**.

En effet, définir sa finalité en termes de progrès plutôt que du seul profit, remettre l'éthique au cœur des décisions stratégiques et des comportements, s'ouvrir aux débats sur le Bien commun planétaire et tenter d'y contribuer dans sa sphère, tout cela offre une vision renouvelée de l'entreprise.

L'avantage d'une vision claire est de permettre à ceux qui la partagent d'être tirés par l'avenir plutôt que poussés par le passé. Une telle vision permettra aux dirigeants et aux cadres de faire advenir un modèle de développement plus durable et de rendre à leur pouvoir économique et technique une légitimité dont il a besoin aujourd'hui pour s'exercer de manière utile.

FRANCISCO GRANELL TRIAS

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Director General Honorario de la Comisión Europea



FRANCISCO GRANELL TRIAS

Académico de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Catedrático de la Universidad de Barcelona

Director General Honorario de la Comisión Europea

LA UNIÓN EUROPEA Y SUS RESPONSABILIDADES PLANETARIAS

1. LOS PRINCIPIOS Y VALORES DE LA UE

En un mundo perturbado por un gran número de conflictos y por la crisis económica internacional, la UE se muestra como un actor sensible a las necesidades de la mundialización con rostro humano y al multilateralismo así como a la provisión de bienes públicos mundiales.

De conformidad con el Tratado de Lisboa -que recoge lo dicho en anteriores Tratados europeos- la acción de la Unión sobre la escena internacional reposa sobre los principios que han presidido su creación, su desarrollo y su ampliación, y que la UE trata de promover en el resto del mundo: la democracia, el Estado de Derecho, la universalidad e indivisibilidad de los derechos del hombre y de las libertades fundamentales, el respeto a la dignidad humana, los principios de igualdad y de solidaridad y el respeto al derecho internacional conforme a los principios de la Carta de las Naciones Unidas.

En este contexto, la UE se esfuerza por desarrollar políticas y relaciones y construir asociaciones con países terceros y organizaciones internacionales, regionales o mundiales, que compartan estos valores favoreciendo soluciones multilaterales a los problemas comunes con el fin de:

- a) salvaguardar los valores, los intereses fundamentales, la seguridad, la independencia y la integridad de la Unión;
- b) consolidar y apoyar la democracia, el Estado de derecho, los derechos humanos y los principios del Derecho Internacional;
- c) preservar la paz, prevenir los conflictos y fortalecer la seguridad internacional, de conformidad con los principios de la Carta de las Naciones Unidas;
- d) apoyar el desarrollo sostenible económico, social y medioambiental de los países en desarrollo con el objetivo fundamental de erradicar la pobreza;
- e) fomentar la integración de todos los países en la economía mundial, inclusive mediante la abolición progresiva de las barreras al comercio internacional en el cuadro de la OMC;
- f) garantizar el buen funcionamiento de las reglas monetarias y financieras internacionales de acuerdo con el FMI, la OCDE, el BPI, el G-20 y el resto de las instituciones que tratan de dar estabilidad al sistema financiero mundial y corregir los desequilibrios que se producen;
- g) contribuir a la elaboración de medidas internacionales para preservar y mejorar la calidad del medio ambiente y la gestión sostenible de los recursos naturales mundiales, con objeto de garantizar un desarrollo sostenible;
- h) ayudar a las poblaciones, países y regiones enfrentados a catástrofes causadas por la naturaleza o de origen humano; y
- i) promover un sistema internacional basado en una cooperación multilateral sólida y en una buena gobernanza mundial.

La Unión reafirma continuamente su intención de cumplir con estos objetivos no sólo en la elaboración y puesta en práctica de los distintos ámbitos de su acción exterior, sino también en los aspectos externos de otras políticas de la UE, garantizando la coherencia entre los distintos ámbitos de sus políticas de acción exterior y entre éstos y las políticas internas.

La crisis actual ha, además, devuelto a los gobiernos de los estados miembros la legitimidad para intervenir en la esfera económica y social después de años en que ciertos sectores, en connivencia con ciertos gobiernos, han hecho todo lo posible para desregular y eliminar el papel de los estados en la esfera económica fiándolo todo al juego del mercado.

2. LA UE Y EL ORDEN MUNDIAL ACTUAL

El orden mundial actual no ha sido creado de una sola la vez. Es el producto de situaciones de poder y de decisiones políticas y económicas que se han ido produciendo

a lo largo del tiempo con respecto a las que los países de la UE, el resto de países del Norte, las organizaciones económicas internacionales y las empresas transnacionales instaladas en los países desarrollados han jugado un papel crucial aunque, hoy día, determinados países emergentes que participan en el G-20 están también convirtiéndose en socios importantes para el establecimiento de nuevas normas internacionales.

Al final de la Segunda Guerra Mundial, dos tercios de los miembros actuales de la Organización de las Naciones Unidas no existían en tanto que Estados soberanos y sus poblaciones vivían aún bajo el dominio colonial. El planeta no contaba más que con dos mil quinientos millones de habitantes contra casi siete mil millones en la actualidad. Las barreras comerciales eran numerosas y los movimientos de capital se controlaban rigurosamente. La mayor parte de las sociedades no estaban implantadas más que en un solo país y sólo producían para el mercado interior. Debido a su costo prohibitivo, las llamadas telefónicas transoceánicas no estaban al alcance de los particulares y las propias empresas sólo las utilizaban en circunstancias excepcionales. El primer ordenador acababa de ver la luz con sus dieciocho mil tubos electrónicos y su medio millón de puntos de soldadura y ocupaba una habitación entera que tenía que ser recableada manualmente para cada tarea. Incluso los autores de ciencia ficción ignoraban el significado del ciberespacio.

Hoy las cosas han cambiado y la estrategia de la UE se está desarrollando en un período en el que los grupos económicos y financieros multinacionales o incluso la economía mundial de mercado atraviesan por una grave crisis con caídas de la actividad económica, trastornos monetarios e inestabilidad, quiebras fraudulentas, adquisiciones dudosas, y múltiples prácticas socialmente irresponsables en relación a la ética: trampas en las cuentas, remuneraciones demasiado elevadas de los administradores, falta de respeto a los valores esenciales, desregulación y separación entre las actividades financieras y las económicas.

3. LOS DESAFÍOS GLOBALES

En un informe ya clásico, la ONU nos invitaba a reflexionar sobre las desigualdades existentes en nuestro mundo, con un texto bastante sorprendente sobre nuestra “aldea global” según una metáfora de uso frecuente para describir la interdependencia planetaria¹: «Supongamos que este pueblo cuenta mil habitantes, repartidos en las mismas proporciones que la población mundial. ¿Cómo se muestra este pueblo? ¿Cuáles son sus desafíos? ¿Hay preocupaciones comunes?. Unos 150 habitantes de él

¹ Nations Unies: Nous les peuples: le rôle des Nations Unies au XXIème siècle, New York, 2000.

viven en el barrio opulento y 780 en los barrios pobres. Otro grupo de alrededor de 70 personas viven en un barrio en transición. La alfabetización de adultos ha mejorado. Pese a ello, unos 220 pobladores, de los que dos tercios son mujeres, son analfabetos. De las 390 personas de menos de veinte años, tres cuartas partes viven en barrios pobres y muchos buscan en vano un puesto de trabajo. La esperanza de vida de las personas de zonas acomodadas se acerca a los setenta y ocho años; es de sesenta y cuatro años en las zonas en desarrollo y llega apenas a los cincuenta y dos años en los barrios más pobres. En todos los casos, ha habido una mejora en relación a generaciones anteriores; pero ¿cómo es posible que los pobres estén tan atrasados? La razón es que en sus barrios, hay más enfermedades infecciosas y desnutrición, que no hay acceso al agua potable, saneamiento, tratamientos de salud, vivienda adecuada, a la educación y al empleo.

No hay ninguna forma garantizada de mantener la paz en este pueblo. Algunos distritos son relativamente seguros, mientras que otros son asolados por la violencia organizada. En los últimos años el pueblo ha sufrido más y más desastres naturales relacionados con las condiciones meteorológicas, como tormentas impredecibles y violentas así como las inundaciones repentinas en algunas zonas de sequía, mientras que la temperatura promedio es sensiblemente más elevada. El vínculo entre estas dos tendencias está cada vez más correlacionado y el calentamiento se relaciona con el tipo y la cantidad de combustible utilizado por los hogares y las empresas.

¿Quién de nosotros no se pregunta cuánto tiempo un pueblo en este estado puede sobrevivir sin tomar medidas que permitan a sus habitantes vivir libres del hambre y la violencia, de beber agua potable, respirar aire limpio, sabiendo que sus hijos van a tener igualdad de oportunidades en la vida?

Esa es la cuestión a la cual nos enfrentamos en nuestro mundo de más de seis mil millones de personas: la sociedad mundial ha cambiado enormemente desde la creación de las Naciones Unidas por la Carta de San Francisco”.

El mundo ha experimentado otros cambios estos últimos años. Con la globalización, las economías abiertas exigen una fuerte coordinación internacional². Las exportaciones y las importaciones han crecido más rápidamente que el producto interior mundial bruto. Las inversiones internacionales han crecido aún más rápidamente, y las ventas de las empresas multinacionales superan el volumen de las exportaciones mundiales³. Las operaciones de divisas se han multiplicado y el sistema de tipos de

2 World Bank : Assessing globalization, Bank Briefing Papers, Washington, 2003

3 J.Coppel et M.Durand: Trends in market openness, OCDE Economic Department Working Papers, num 221 (1999)

cambio fijos de Bretton Woods se derrumbó⁴. Se puede cruzar el Atlántico en menos de cuatro horas y, gracias a Internet y al teléfono, se pueden hacer negocios sin tener que desplazarse. La globalización, que une como nunca antes los actores y las actividades económicas del mundo entero, produce beneficios manifiestos en términos de crecimiento económico sostenible: nivel de vida más elevado, innovación mejorada y más rápida difusión de las tecnologías y técnicas de gestión. El problema es, sin embargo, que muchos de los beneficios de todos estos progresos se concentran en un pequeño número de países dentro de los cuales, además, están desigualmente distribuidos.

Por otra parte, desde hace varios años, se ha instaurado un desequilibrio entre, por un lado, el bienestar al que se podría aspirar de la aplicación de las reglamentaciones facilitando la expansión de los mercados mundiales, y, por otro, la poca atención prestada a objetivos sociales tan importantes como la regulación del trabajo, el medio ambiente, los derechos humanos o lucha contra la pobreza, la exclusión y el subdesarrollo⁵.

Los movimientos sociales que protestan cuando hay reuniones sobre la globalización (Seattle, Génova, Praga, Barcelona, Porto Alegre,...) están preocupados porque la globalización puede significar tanto una exposición a riesgos desconocidos como llevarnos a la inestabilidad económica, a la ruina social y al subdesarrollo. La oposición pura y dura a la globalización neo-liberal ha vivido en las sucesivas ediciones del Foro Social de Porto Alegre, desde enero de 2001, el comienzo de un proceso en el que la sociedad civil ha entrado en una fase de proposiciones con alternativas.⁶

Esto significa que la globalización debe ser más que la simple expansión del mercado. En otras palabras: no podemos considerar el campo económico como independiente del tejido social y político y aceptar que éste esté sujeto a la sola lógica del mercado.

La crisis energética ha desencadenado un diálogo internacional que ha tenido un efecto revelador sobre los países desarrollados, sin tal crisis no sería explicable la adopción de ciertos elementos de la cooperación internacional actual. La UE, muy dependiente energéticamente del exterior, ha tratado de vivir este diálogo a todos los niveles y adaptar a él la orientación de las políticas de sus estados miembros.

4 M. Aglietta et S. Moatti: *Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Paris, Economica, 2000

5 J.E. Stiglitz: *La grande désillusion: aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas*, Paris, Fayard, 2002

6 S. George: *Le Rapport Lugano*, Paris, Fayard, 2000

El terrorismo internacional ha planteado, también, cambios y retos importantes en la sociedad mundial en los que la UE está también involucrada

La Unión Europea no puede permanecer al margen de todas estas cuestiones. Los países europeos tienen un papel preponderante en las grandes agencias internacionales y la UE como tal tiene una vocación no disimulada de ser un auténtico «actor global» dispuesto a asumir las responsabilidades que esto supone.

4. BIENES PÚBLICOS GLOBALES Y OBJETIVOS DEL MILENIO

En este contexto, la Unión Europea se ha adscrito claramente a la idea de que la cooperación internacional puede prevenir las crisis globales (crisis financieras, guerras o situaciones de emergencia humanitaria, calentamiento global, epidemias y aparición de nuevas enfermedades, ineficiencias del mercado o de diferencias más peligrosas entre ricos y pobres) financiando más «bienes públicos a escala mundial» partiendo del convencimiento de que estos bienes públicos son proporcionados hasta la fecha en cantidad insuficiente.

Según estudios realizados por el PNUD⁷, los «males públicos mundiales» son el resultado de cuestiones que trascienden las fronteras nacionales (tales como enfermedades transmisibles, una gran inestabilidad financiera, contaminación, delincuencia, tráfico de drogas o acumulación sistemática de todos estos problemas).

Para garantizar la adecuada producción de bienes públicos globales, es preciso adoptar un nuevo enfoque a la política exterior y a la cooperación al desarrollo: la cooperación internacional debe ser una parte integrante de la política nacional, excluyendo las tendencias hacia el aislacionismo y el proteccionismo, y proporcionando bienes públicos mundiales tales como:

- Un sistema internacional capaz de garantizar la paz y la seguridad, la acción contra el terrorismo y unas relaciones políticas mundiales armoniosas.
- Un sistema financiero global capaz de garantizar la estabilidad macroeconómica y prevenir los tráficoes ilegales.
- Un sistema abierto y leal de comercio y de relaciones internacionales.
- Mecanismos globales a favor de un desarrollo sostenible.
- Un sistema de lucha global contra las enfermedades transmisibles.

⁷ PNUD: Providing Public Goods: Managing Globalisation, New York, 2002.; Kaul Inge, Grunberg Isabelle, Stern Marc (Eds) "Global Public Goods: International Cooperation in the 21st. Century" Published for the United Nations Development Programme, Oxford University Press (New York, USA) 1999.

En este contexto, se alcanzarían objetivos internacionales mediante medidas adoptadas a nivel internacional, nacional o regional. Los gobiernos pagarían compensaciones por las consecuencias sufridas por otros países, o por la comunidad internacional. Esto sería un "intercambio de bienes públicos globales". Los países podrían ser así alentados a adoptar medidas que produjeran externalidades positivas (como la investigación básica, la protección del medio ambiente, etc.).

Según estudios del PNUD, la sociedad global de hoy se enfrenta a una creciente necesidad de cooperación internacional, y debemos distinguir entre la "ayuda" y el "apoyo a un sistema de suministro de bienes públicos mundiales", lo que, en definitiva, implica repensar la naturaleza de la asistencia internacional en el contexto actual de interdependencia y globalización.

Hoy en día, y a esto se apunta también la Unión Europea, ya no es suficiente dirigir la ayuda internacional a los países beneficiarios específicos o sectores específicos, debemos primero pensar en la necesidad de cubrir la necesidad de bienes públicos mundiales.

En septiembre de 2000, la Asamblea General de Naciones Unidas concluyó un acuerdo histórico con la aprobación de la Declaración del Milenio en la que los gobiernos asumieron el compromiso común de trabajar para liberar al mundo de la miseria. Los ocho Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM) que los 189 estados miembros de la ONU se comprometieron a alcanzar para el año 2015 son⁸:

- Erradicar la pobreza extrema y el hambre, es decir, reducir a la mitad el porcentaje de personas cuyos ingresos sean inferiores a un dólar por día y reducir a la mitad la proporción de personas que padecen hambre;
- Garantizar los beneficios de la educación primaria: todos los niños y niñas deben poder terminar un ciclo completo de enseñanza primaria;
- Promover la igualdad de género y la autonomía de las mujeres: el objetivo es eliminar las disparidades de género en educación primaria y secundaria para 2005, y en todos los niveles de la educación para el año 2015 a lo más tardar;
- Reducir en dos terceras partes la mortalidad de niños menores de cinco años;
- Mejorar la salud materna reduciendo en tres cuartas partes la tasa de mortalidad materna;
- Lucha contra el SIDA, el paludismo y otras enfermedades, evitando su difusión y empezando a invertir la tendencia actual;

8 Declaración del Milenio, doc. A/55/2, septiembre 2000.

- Garantizar la sostenibilidad del medio ambiente con el objetivo de: a) integrar los principios del desarrollo sostenible en las políticas nacionales e invertir la pérdida de recursos del medio ambiente, b) reducir a la mitad la proporción de la población que no tiene acceso sostenible al agua potable y c) mejorar significativamente la vida de los habitantes de al menos cien millones de distritos marginales para 2020;
- Fomentar una asociación mundial para el desarrollo en una serie de áreas:
 - a) continuar con la implementación de un sistema comercial y financiero abierto fundado sobre reglas previsibles y no discriminatorias. Esto implica un compromiso con el impulso al buen gobierno y la lucha contra la pobreza y tanto a nivel nacional como internacional,
 - b) atender las necesidades especiales de los Países menos avanzados. La consecución de este objetivo requiere la admisión de sus exportaciones en franquicia y sin contingentes, la aplicación de un programa de condonación de deuda para los países muy endeudados y la concesión de asistencia oficial al desarrollo más generosa para los países que demuestren su compromiso en la lucha contra la pobreza,
 - c) satisfacer las necesidades especiales de los Países sin litoral y los Pequeños estados insulares en desarrollo,
 - d) responder de manera general a los problemas de la deuda de los países en desarrollo a través de medidas a nivel nacional e internacional a fin de hacer la deuda sostenible a largo plazo
 - e) en cooperación con los países en desarrollo, crear empleos decentes y productivos para los jóvenes,
 - f) en cooperación con las empresas farmacéuticas, proporcionar acceso a los medicamentos esenciales en países en desarrollo,
 - g) en cooperación con el sector privado, velar por la aplicación en todo el mundo de nuevas tecnologías, especialmente tecnologías de la información y la comunicación.

Estos objetivos, como se ha dicho, fueron adoptados por consenso por 189 países, entre los cuales figuraban todos los Estados miembros de la UE. La UE está llamada, pues, a luchar para su realización, y debe trabajar para conseguirlo en coherencia con los textos del Acervo comunitario europeo aunque el logro de los ODM dependerá en gran medida de las políticas aplicadas por los propios países en desarrollo, además del incremento de los recursos asignados a la cooperación al desarrollo, la mejora de la eficacia de la ayuda y el desarrollo de un sistema comercial y financiero abierto y favorable a los intereses de estos países cosa que no depende solamente de lo que haga la UE y sus estados miembros sino de lo que haga toda la comunidad internacional.

Lo que sí puede hacer la UE como prime donante de ayuda internacional es dar ejemplo a los otros donantes potenciales. En la Conferencia Internacional sobre Financiación para el Desarrollo celebrada en Monterrey (México) en marzo de 2002, los países desarrollados y países en desarrollo decidieron comenzar a asignar los recursos y proporcionar asistencia de conformidad con los compromisos de Monterrey allí firmados. La UE había mostrado su buena predisposición al respecto a través del compromiso de Barcelona de marzo de 2002⁹ en que se definía la contribución que la Unión Europea se comprometía a proporcionar cara al consenso de Monterrey, incluyendo tanto la Comunidad como sus Estados miembros: aumentando considerablemente la asistencia oficial para el desarrollo, fortaleciendo la coordinación de políticas y armonización de procedimientos, una mayor desvinculación de la ayuda, aumentar la ayuda para el comercio, fomentar el logro de los bienes públicos globales, y continuar examinando las posibilidades de fuentes innovadoras de financiación, promoviendo algunas reformas de los sistemas financieros internacionales.

La UE ha seguido en esta línea de compromiso con los países en desarrollo al redefinir sus instrumentos de cooperación al desarrollo a partir de 2007 y al suscribir la Declaración de París de 2005 y el Plan de Acción de Accra de 2008 para mejorar la eficacia de la ayuda al desarrollo en base a cinco principios: protagonismo de los ayudados, armonización, alineación, gestión de resultados y responsabilidad mutua.

5. INSTRUMENTOS DE ACTUACIÓN DE LA UE

Los cuatro principales instrumentos de que dispone la UE para llevar a cabo la acción exterior a nivel internacional, promoviendo los valores en que se funda y luchando a favor de los «bienes públicos globales» y los Objetivos de Desarrollo del Milenio son:

- a) la Política Exterior y de Seguridad Común incluyendo la Política de Seguridad y la Política de Defensa Común
- b) la política comercial común
- c) la cooperación al desarrollo, y
- d) la ayuda humanitaria

Estas cuatro dimensiones deben reforzarse mutuamente entre sí, pero la UE debe también implicarse en las relaciones internacionales por medio de la dimensión exterior de otras políticas comunitarias, en particular en los ámbitos de la Agricultura,

9 Compromiso adoptado en el Consejo Europeo celebrado en Barcelona el 14 marzo 2002.

la Pesca, el Medio Ambiente, la Investigación y Tecnología o la Sociedad de la información.

Además, la existencia de relaciones bilaterales entre la UE y los países industrializados y la consolidación de las instituciones multilaterales son factores importantes en el fortalecimiento del papel y el lugar de la UE en el mundo y contribuye de manera significativa al equilibrio y al desarrollo de la sociedad global.

Guiada por los principios establecidos en los acuerdos, planes de acción y otras declaraciones conjuntas adoptadas, la Comunidad lleva a cabo una política de cooperación muy amplia

A) En su relación con los países industrializados:

- (1) La Unión Europea está tratando de crear un entorno propicio para el progreso y el desarrollo de las relaciones entre la Comunidad y estos países desarrollados. La política de cooperación con ellos contribuye a crear las condiciones para el fortalecimiento de la presencia europea en estos países para incrementar los intercambios, fundamentalmente sobre los planos económico, comercial, académico y cultural.
- (2) Además, en cooperación con el resto de países desarrollados, la UE trata de crear un clima político que garantice la paz, la seguridad y la estabilidad, el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales.
- (3) La UE vela por establecer reglas globales para luchar contra los «males mundiales» y alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio, cooperando con los países desarrollados, los países en desarrollo y las organizaciones internacionales.

B) En lo concerniente a sus relaciones con los países en desarrollo, la UE lleva a cabo una política de cooperación para el desarrollo que sigue la Declaración del Consejo y la Comisión de 10 de noviembre de 2000. Además, la UE y sus Estados miembros han celebrado acuerdos de asociación y cooperación para contribuir de manera significativa al desarrollo de los países pobres y al bienestar de sus poblaciones. Estos acuerdos de asociación y cooperación se basan en valores comunes, el respeto universal y la promoción de los derechos humanos y las libertades fundamentales, así como el respeto a los principios democráticos y al imperio de la ley.

Las medidas financiadas por la UE respecto a los países en desarrollo pueden orientarse hacia:

- La lucha contra las enfermedades debidas a la pobreza (VIH / SIDA, tuberculosis y malaria);
- Apoyo a las políticas y acciones en materia de salud sexual y reproductiva;
- Medidas para promover la plena integración de la dimensión ambiental en el proceso de desarrollo;
- Promover la conservación y gestión sostenible de las selvas tropicales y otros bosques;
- Acciones de cooperación que contribuyan al objetivo general del desarrollo y la consolidación del Estado, la Democracia, el Estado de derecho, el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales;
- Promoción de la igualdad de género ;
- Cooperación descentralizada;
- Cofinanciación con las organizaciones no gubernamentales de desarrollo (ONG) en los campos de interés para los países en desarrollo;
- Ayuda alimentaria y acciones específicas de apoyo a la seguridad alimentaria;
- Acciones de rehabilitación y reconstrucción en los países en desarrollo;
- Asistencia a las poblaciones desarraigadas en los países en desarrollo;
- Ayudas para las políticas y programas demográficos en los países en desarrollo.

6. LA UE Y LOS BIENES PÚBLICOS GLOBALES

Por su peso internacional la UE está llamada a ejercer una influencia internacional notable si es capaz, a través de la nueva base que le otorga el haber creado el Alto Representante de la Unión para Asuntos Exteriores y Política de Seguridad, el Servicio de Acción Exterior Común y un avanzado sistema de consultas, de unificar las posturas de los estados miembros para abordar de manera concertada los grandes temas internacionales lo cual no siempre está resultando fácil. Veamos, a continuación los bienes públicos globales a alcanzar -desde el objetivo paz y seguridad hasta el de cooperación al desarrollo pasando por las cuestiones comerciales o las financieras, de que forma esta situándose la UE como actor global capaz de hacer avanzar el sistema mundial.

A) Paz y Seguridad

La Estrategia Europea de Seguridad (EES), adoptada por el Consejo Europeo en diciembre de 2003 exige un enfoque integrado para la prevención de conflictos y gestión de crisis. Ninguna de las amenazas actuales a la paz y seguridad es puramente

militar y debe responderse a cada una de ellas con los instrumentos civiles o militares apropiados.

La Unión, la Comisión y los Estados miembros están firmemente comprometidos con el multilateralismo, y el Consejo Europeo ha dado prioridad a los esfuerzos para fortalecer aún más la cooperación entre la UE y las Naciones Unidas en estos campos. Además, las relaciones entre la UE y las Naciones Unidas se han intensificado en los últimos años. Ahora se refieren a temas como la gestión de crisis, la reconstrucción y rehabilitación después de la crisis, la prevención de conflictos y la gobernanza, y se han estructurado a través de asociaciones estratégicas en diferentes campos.

B) El sistema de comercio mundial

El comercio es una poderosa herramienta para promover el crecimiento económico necesario para los países desarrollados y en desarrollo y es necesario para alcanzar los objetivos de desarrollo y reducción de la pobreza en los países en desarrollo. Mejorar el acceso de los países pobres a los mercados de los países ricos es un elemento clave para la reducción de la pobreza y la desigualdad. La cuestión principal es cómo sacar provecho de los cuantiosos beneficios de la liberalización del comercio, asegurando que tales beneficios lleguen también a los países más vulnerables y marginados. Para mejorar el comercio y el crecimiento en los países en desarrollo, la política comercial de la UE cuenta con tres niveles principales de instrumentos: los unilaterales, los bilaterales y el multilateral. La acción de la UE se guía por el principio del multilateralismo y el regionalismo complementario que se refuerzan mutuamente si se aplican de forma adecuada. La UE, que ha abierto sus mercados a los países en desarrollo de forma unilateral, especialmente para los países menos adelantados (PMA) (iniciativa del SGP para los PMA: "Todo menos las armas"). Concesiones de tipo bilateral y regional están incluidas en el Acuerdo de Cotonú (países ACP de África, Caribe y Pacífico) y en muchos acuerdos comerciales bilaterales. Las negociaciones sobre Acuerdos de Partenariado Económico (APE), que se llevan a cabo en el marco del Acuerdo de Cotonú, se centran en la sustitución del régimen de comercio preferencial por un régimen comercial compatible con la OMC.

La UE se ha comprometido a trabajar para garantizar que los resultados de las negociaciones comerciales de la Ronda de Doha sean favorables y sostenibles. Esto incluye reducir el nivel de las medidas que podrían dar lugar a distorsiones del mercado, como las subvenciones al sector agrícola a través de la aplicación de la reforma de la política agrícola común. También exige la eliminación de las crestas arancelarias y la progresividad arancelaria.

Dado el potencial del comercio de servicios, la UE está estableciendo estructuras reglamentarias, transparencia jurídica e institucional y previsibilidad en los niveles regulatorios nacional y regional, ya que esto es esencial para crear un entorno estable y atractivo tanto de las empresas locales como de las internacionales.

La UE debe llegar a posiciones comunes para llevar las negociaciones y para reactivar la Ronda de Doha de la OMC.

C) Las migraciones internacionales

En la perspectiva del desarrollo global, la migración es un fenómeno importante. Es un fenómeno positivo para el interesado (cumplimiento de las aspiraciones personales); positivo para la UE que puede cubrir sus déficits en el mercado del empleo incrementando la población activa y, consecuentemente, el número de contribuyentes; positivo para los países en desarrollo, que reciben un aporte de divisas extranjeras muy superiores a los montantes de ayuda pública, ven reforzado su saber hacer y sus capacidades profesionales y ven reducir la presión del desempleo.

La migración también puede ser, sin embargo, problemática. Para la persona cuando él o ella es víctima de trata o explotación delictiva relacionada con su estatus ilegal; para la sociedad europea como consecuencia de la falta de apertura de vías legales apropiadas para la inmigración, y los fracasos de las políticas de integración; para los países en desarrollo por la fuga de cerebros y la pérdida de competencias.

El proceso de elaboración de una política migratoria de la UE se ha iniciado. En este contexto, la comunidad de desarrollo ha pedido explorar los vínculos y las sinergias entre migración y crecimiento, y considerar la manera en que la migración pueda ser integrada en los programas de desarrollo, sin excluir las preocupaciones de la UE respecto a la inmigración ilegal.

D) El medio ambiente

El medio ambiente es uno de los tres pilares del desarrollo sostenible y, como tal, forma parte de los bienes públicos globales por lo que no puede ser simplemente considerado como una cuestión transversal. El medio ambiente es muy importante para todos los estados y por ello la UE se ha constituido en avanzada respecto a esta preocupación.

El Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente considera que el deterioro de la calidad del medio ambiente en la Tierra aumenta la vulnerabilidad de su población¹⁰ a los peligros naturales, como ciclones, inundaciones y sequías, así como los riesgos de seguridad alimentaria, enfermedades y medios de vida sostenibles. Casi un tercio de los recursos pesqueros de todo el mundo se están agotando, están sobreexplotados y deben ser recuperados como consecuencia de la sobrepesca, que se nutre, precisamente, de subvenciones públicas.

En 1997, los países industrializados adoptaron el Protocolo de Kyoto, que los obliga a reducir las emisiones de gases de efecto invernadero en aproximadamente un 5% a nivel mundial entre 2008 y 2012, por debajo de los niveles de 1990. El protocolo también incluye mecanismos flexibles para permitir a los países compensar parte de sus emisiones a través del Mecanismo de Desarrollo Limpio, pudiendo compensar las emisiones mediante la plantación de árboles o el apoyo de energías alternativas ecológicamente racionales (verde) en los países en desarrollo.

El desarrollo sostenible exige soluciones globales y la Unión Europea trata de garantizar que el desarrollo sostenible se convierta en un objetivo de la cooperación al desarrollo tanto bilateral como el realizado a través de organizaciones y organismos especializados. En particular, la UE trata de influir en las cuestiones de gobernanza medioambiental internacional para asegurar la sinergia entre las políticas comerciales y las medioambientales.

Para lograr esto, la UE y otros firmantes de la Declaración de Río¹¹ aprobaron las estrategias contenidas en el plan de acción para el desarrollo sostenible de la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Sostenible, más conocida como Agenda 21.

Estos problemas a menudo no se consideran una prioridad inmediata. Sin embargo, es ampliamente aceptado que las soluciones a estos problemas globales del medio ambiente (sobre todo el cambio climático, protección de la biodiversidad, la desertificación, los movimientos transfronterizos de residuos y productos químicos tóxicos, etc) son globales y no pueden ser diseñados ni llevados a cabo sin la participación de todos los países.

En este terreno la UE ha conseguido llegar a un consenso entre sus estados miembros pero el peso negociador de Estados Unidos en alianza con China han echado por tierra los planteamientos europeos de compromiso en la Conferencia de Copenhaga

10 Programme des NU sur l'Environnement: Rapport sur l'Etat de l'Environnement , Nairobi

11 Declaración de Río de la Conferencia de las NU sobre Desarrollo y Medio Ambiente, NU.,1992

que de diciembre de 2009 con vistas a la redacción de Kioto II. Esto muestra que hay áreas en las que Europa ya no puede pretender ser actor global por sí sola y debe tratar de impulsar alianzas con otras superpotencias para poder hacer avanzar sus criterios.

E) La regulación financiera mundial

Fuera de las fronteras europeas, la participación comunitaria en la determinación de las estrategias de las instituciones financieras de Bretton Woods está muy por debajo de su potencial. La UE representa más del 30% del capital del FMI y del Banco Mundial, mientras que esta proporción es del 17% para los Estados Unidos. Sin embargo, éstos pueden bloquear un cambio del FMI, mientras que la UE no es capaz de hacerlo, a pesar de que sus miembros ocupan la mitad de los asientos de su consejo de administración. Una voz más fuerte y unida de la UE tendría un impacto positivo en materia monetaria, financiera y de desarrollo, incluida la prevención y gestión de las crisis financieras.

Todos los Estados miembros de la UE han asumido compromisos internacionales que deben ser el punto de partida para lograr un marco normativo común para la UE y los Estados miembros, cuya aplicación debe comportar una coordinación activa con respecto a:

- (1) El fortalecimiento de la voz de la UE en las instituciones financieras internacionales como un proceso gradual que puede evolucionar hacia una mayor coordinación a nivel de la UE y hacia una representación única al menos de la zona Euro en las instituciones internacionales como el G-20.
- (2) El fortalecimiento de la coordinación debería llevar a que la UE hable con una sola voz en todos los bancos regionales de desarrollo y organismos y agencias del sistema de las Naciones Unidas en que debería ocupar un solo asiento. Con ello la UE podría contribuir como tal a la financiación del capital de estas instituciones pudiendo imponer su voz en cuanto ésta sea homogénea.

Durante la crisis de 2008-2010, la idea de una reglamentación mundial ha tomado cuerpo en torno a las reuniones del G-20, pero las reglas ortodoxas sobre el equilibrio presupuestario a fin de atenuar los efectos de la crisis financiera, económica y social y la caída de los ingresos fiscales así como los programas de sostenimiento y también las políticas a seguir para hacer frente a los desórdenes monetarios y financieros, la reforma y el reforzamiento de las instituciones financieras internacionales, los montantes de ayuda a conceder y las medidas de control a aplicar, han puesto

de manifiesto una gran diversidad entre los intereses de los estados, lo cual pone en peligro la gobernanza mundial, la gobernanza económica europea y en particular la de la zona euro como se ha puesto de relieve en las divergencias que han retardado la adopción de una solución para ayudar a uno de los países de la zona Euro: Grecia.

F) Cooperación para el Desarrollo

La UE y sus estados miembros son la principal fuente de fondos para la cooperación al desarrollo tanto en el marco del Comité de Ayuda al Desarrollo de la OCDE como a nivel internacional. La UE ofrece también importantes ayudas al Tercer Mundo a través de los organismos, fondos y programas de las Naciones Unidas como PNUD, PMA, OMS, PNUMA, la Comisión de Derechos Humanos de la ONU y la OIT

Los objetivos perseguidos por la cooperación al desarrollo europea, en colaboración con los organismos internacionales y muchas ONG, son:

- (1) El logro de los objetivos de la lucha contra la pobreza, el desarrollo económico y el desarrollo social y sostenible y la integración progresiva de los países en desarrollo en la economía mundial.
- (2) Los Objetivos de Desarrollo del Milenio, aprobados por la Asamblea General de la ONU en 2000 como la erradicación de la pobreza extrema y el hambre, y los objetivos y principios de desarrollo sostenible acordados en las conferencias Naciones Unidas.
- (3) El diálogo sobre los principios democráticos y el Estado de Derecho y buen gobierno como parte integrante de un largo plazo.
- (4) Políticas económicas sanas y sostenibles como prerrequisito para el desarrollo.
- (5) El aumento de eficacia de la ayuda (Declaración de París y el Plan de Acción de Accra) como un objetivo clave en la aplicación de la formulación de políticas de la UE: complementariedad para mejorar y simplificar la ayuda, simplificación, armonización y coordinación de los procedimientos sin comprometer las opciones de política en la UE, y también en las relaciones con los donantes y otros actores del desarrollo con el fin de garantizar la coherencia y pertinencia de la ayuda, al tiempo que la reducción de los costes soportados por los países ayudados.
- (6) La asunción de las estrategias de desarrollo por los propios países ayudados como clave para el éxito de las ayudas. En esta perspectiva debe impulsarse la incorporación lo más amplia posible de todos los sectores de la sociedad. Las estrategias de cooperación y los procedimientos de intervención de los

donantes deben alinearse con los de los países ayudados en un espíritu de entendimiento, eficacia y transparencia.

- (7) La coherencia entre las distintas áreas de la acción exterior de la Comunidad debe estar garantizada y las políticas exteriores de la UE deben ser coherentes con las políticas internas.

Además, la política de la Comunidad contribuye al objetivo general de desarrollar y consolidar la democracia y el imperio de la ley, así como el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales, la buena gobernanza y la lucha contra la corrupción lo cual no se corresponde a lo que están defendiendo otros países poco democráticos que hacen cooperación al desarrollo sin exigir condicionalidades democráticas.

CONCLUSIÓN: LAS PERSPECTIVAS DE LA UE COMO ACTOR GLOBAL.

En preparación para las conferencias importantes de las UN y otros organismos internacionales que se organizan sobre temas determinados, la UE y sus Estados miembros han venido negociando, en el seno del Consejo un documento de posición común que sirve para que la Presidencia y la Comisión puedan presentar y defender los intereses de de la UE durante los debates que tienen lugar a lo largo de cada conferencia.

El peligro es que cuando los Estados miembros no alcanzan a ponerse de acuerdo en los foros internacionales, el principio de la libertad de voto de cada Estado prevalece y la UE pierde la ocasión de avanzar hacia una sola estrategia unificada, ambiciosa y global capaz de imponer la fuerza de la UE como actor global para favorecer su contribución a la aparición de un mundo multipolar y más justo.

Si la UE no llega a asegurar la coherencia entre la acción bilateral de los Estados miembros y la de la UE como tal ,a pesar de las obligaciones de coordinación y complementariedad que Europa se ha autoimpuesto por el Tratado de Maastricht y el Tratado de Lisboa, Europa dejará de ser identificada como un interlocutor único y, como tal, continuará existiendo un considerable déficit de influencia en relación al ejercido por los Estados Unidos, China, los otros BRIC, y el resto de actores emergentes en nuestro mundo multipolar de hoy.

El futuro de Europa no puede circunscribirse a ser una zona de libre comercio, sino que debe llegar más lejos y construir a escala continental una verdadera potencia

política, estructurada, unificada, integrada y dotada de instituciones fuertes y que tengan la ambición de contribuir a organizar la globalización asumiendo sus responsabilidades planetarias con la mirada puesta en la provisión de bienes públicos mundiales y la consecución de los Objetivos del Milenio, con la obligación para los Estados miembros de trabajar coordinadamente para definir posiciones comunes en casos de crisis internacionales.

El problema es que algunos cambios consagrados en el Tratado de Lisboa en relación al Tratado Constitucional son indicativos de una actitud europea vacilante que no es necesariamente propicia a grandes demostraciones de voluntad política común de los «Veintisiete» cara a que en el mundo la UE sea considerado un actor global y no una colección de estados cada uno de los cuales va a la suya según sus propios intereses.

A pesar del impacto distinto de la crisis financiera mundial sobre la economía y la gobernanza de la UE y de sus Estados miembros, la “UE de los Veintisiete” debe continuar luchando para unificar posicionamientos y convertirse en un verdadero actor unificado y global contando con las posibilidades de acción y coordinación derivados de los instrumentos de que hasta ahora han dispuesto la Comisión Europea, el Consejo y el Parlamento, así como el Eurogrupo y los mecanismos de concertación para políticas exteriores creados por el Tratado de Lisboa entrado en vigor el 1 de diciembre de 2009, sobre todo la figura del Alto Representante para la Política de la Unión para Asuntos Exteriores y Política de Seguridad y el Servicio Europeo de Acción Exterior.

Pero, además de esta respuesta coordinada al nivel de los “Veintisiete”, la ambición de la UE de convertirse en un actor global hace preciso asegurar los recursos financieros par que las prioridades que se han establecido en al Tratado de Lisboa puedan alcanzarse y ello solamente será posible si se aumenta la talla del presupuesto europeo mucho mas allá del 1,05% de la RNB previsto en el marco financiero plurianual 2007-2013.

El hecho, además, de que algunos estados contribuyentes netos al Presupuesto de la UE quieran reducir el volumen del presupuesto europeo en vez de aumentarlo, pese a las necesidades acrecentadas a que la UE debe hacer frente en su realidad interna y su proyección externa, supone un serio obstáculo a que la UE llegue a convertirse en un verdadero actor global y a que los estados miembros se ajusten a estrategias globales en vez de actuar de acuerdo con sus prioridades e intereses nacionales.

M. BARON PHILIPPE DE SCHOUTHEETE
DE TERVARENT

Académico de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts

Miembro de las Clases de Letras y de Ciencias Morales y Políticas



—M. BARON PHILIPPE DE SCHOUTHEETE— DE TERVARENT

Académico de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts
Miembro de las Clases de Letras y de Ciencias Morales y Políticas

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITÉS NOUVELLES. RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE.

Je voudrais profiter du temps qui m'est imparti pour vous parler de la politique européenne en matière de changement climatique et d'énergie, du rôle et de la responsabilité de l'Union dans ces domaines. Ce n'est qu'un des aspects de la problématique du développement durable mais un aspect qui me semble fondamental.

Il y a à peu près vingt ans que le changement climatique est devenu un objet de débat dans la vie diplomatique internationale. Et au cours de ces deux décennies l'Union européenne a joué un rôle important dans ce débat. C'était le cas déjà en 1992 lors de l'adoption de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. C'était encore le cas pour le protocole de Kyoto qui a été signé le 29 avril 2008 par la Communauté européenne (l'Union n'ayant pas à l'époque de personnalité juridique internationale explicite). Sur cette base l'Union a mis en place un système européen d'échange de quotas d'émission (Emission Trading Scheme) fondé sur le plafonnement des émissions de CO₂ et la possibilité d'échanger des « permis de polluer » (cap and trade). Ce système est discutable et discuté, il ne s'est pas révélé très efficace, mais c'est, au niveau mondial, l'effort le plus cohérent entrepris dans ce domaine.

Dès mars 2007 le Conseil européen avait défini l'objectif 20-20-20 :

- 20% de réduction des gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990
- 20% de réduction de la consommation d'énergie dans le même délai
- 20 % d'énergie renouvelable dans la consommation totale.

C'est sur cette base que la Commission a pu proposer et faire adopter un paquet de mesures concernant le climat et l'énergie qui constitue peut être la contribution la plus importante de la première Commission Barroso à la construction européenne. En préparation de la conférence sur le climat de Copenhague, l'Union s'est efforcé de définir une approche commune qui soit à la fois

- Ambitieuse, puisqu'elle s'engageait non seulement à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre en 2020, mais proposait d'aller à 30% dans le cadre d'un accord général.
- Solidaire puisqu'elle proposait de cofinancer, avec d'autres, 100 milliards d'euros d'investissement annuels dans les pays en développement pour permettre à ceux-ci de participer à l'effort planétaire de lutte pour le climat.

Ces propositions ont été approuvées par les Etats membres, bien sûr avec des réserves et des réserves mentales comme on en rencontre toujours dans la diplomatie internationale. Mais il est juste de dire qu'à la fin de l'année dernière, à la veille de la conférence de Copenhague, l'Union européenne s'était mis d'accord sur un ensemble de propositions qui pouvaient être présentés comme une position commune. Ce point mérite d'être souligné, Car on s'est suffisamment plaint, dans d'autres cas, des divisions de l'Europe ; il serait injuste de ne pas reconnaître que pour une fois il en a été autrement.

Et l'Europe avait un deuxième atout à faire valoir. Elle était la seule région économique développée pouvant se targuer d'une réduction sensible de l'émission de gaz à effet de serre depuis 1990. De 1990 à 2007 les émissions de gaz à effet de serre des 27 pays de l'Union ont diminué de presque 10%. Toutes les autres régions économiques, à commencer par les Etats-Unis et le Japon, les ont laissé augmenter. Il est vrai que ce résultat satisfaisant résulte plus de la modernisation des économies vétustes d'Europe Orientale que d'une discipline de fer à l'Ouest du continent. Il est vrai aussi que la récession économique contribue mécaniquement à une pollution moindre. Mais il n'en reste pas moins que nous présentions à la conférence de Copenhague comme un des bons élèves de la classe.

Chacun sait que cette conférence n'a pas donné le résultat attendu. Tâchons de nuancer le jugement.

- La conférence s'est mise d'accord sur un objectif : limiter à 2% le réchauffement climatique

- Elle a mis au point un système d'information réciproque qui couvre aussi les Etats-Unis et la Chine, qui sont les deux plus grands émetteurs de gaz.
- Elle établit un principe qui n'existait pas, à savoir l'obligation pour les pays développés de financer les efforts des économies en développement, notamment en matière de déforestation
- Enfin elle prolonge un de ces exercices de négociation interminables, dont les instances de l'ONU ont la spécialité, mais qui aboutissent parfois.

Tout cela est insuffisant, gravement insuffisant à l'égard du défi planétaire et de l'urgence de solutions. Mais ce n'est pas insignifiant. Et en politique on a presque toujours tort de considérer que ce qui est insuffisant, est par là même insignifiant. Les choses bougent, trop lentement, mais elles bougent.

Mais du point de vue des Européens il y a me semble t'il deux leçons à méditer :

- Alors même que nous nous étions assez bien préparés, alors même que nous pouvions faire valoir de meilleurs résultats que d'autres, nous avons été assez largement exclu du marchandage final qui s'est déroulé entre Chinois et Américains. Depuis cinquante ans nous savions, ou du moins nous étions nombreux à dire, que les pays européens lorsqu'ils sont divisés, pèsent d'un poids négligeable dans les affaires du monde. Il a bien fallu constater à Copenhague que même lorsqu'ils sont plus ou moins d'accord, il n'est pas évident que leur poids soit décisif. Je ne suis pas sûr que nous avons tous bien compris la portée de cette leçon.
- Une deuxième considération frappante est la profondeur de la méfiance, de la rancœur, des reproches historiques qui séparent le monde occidental développé des autres économies, qu'elles soient émergentes, voire émergées, ou miséreuses. Un pays comme la Belgique sait combien une société politique peut être durablement empoisonnée par les reproches historiques d'une communauté qui s'est sentie lésée dans un passé parfois lointain. L'Espagne connaît ce problème également. Il faudra beaucoup de temps, et beaucoup de tact pour que disparaisse le sentiment de frustration et d'injustice que la domination coloniale, technique et militaire de l'Occident a fait naître un peu partout.

C'est dans cette perspective que l'on peut examiner, comme vous me l'avez demandé, le rôle de l'Union européenne.

Je voudrais faire deux suggestions institutionnelles et une réflexion plus politique.

- **Sur le plan institutionnel** la première réflexion concerne l'absence d'un organe spécialisé des Nations Unies. Il est assez paradoxal qu'il existe des institutions spécialisées de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, l'éducation et la culture, le travail, la santé, les réfugiés, et bien d'autres, mais qu'il n'en existe pas pour le climat. Chacun sait que les organisations mondiales ne sont pas un modèle d'efficacité, mais une des leçons pratiques de la conférence de Copenhague est que l'absence d'une organisation spécialisée dilue la responsabilité, accroît la confusion et les risques d'échec. Or l'Europe est bien placée pour prendre l'initiative dans ce domaine. De tous les acteurs importants nous sommes celui qui est le plus traditionnellement engagé en faveur de la diplomatie multilatérale, beaucoup plus que les Etats-Unis ou la Chine. « Rien n'est possible sans les hommes » disait Jean Monnet, « rien n'est durable sans les institutions ». Une initiative rencontrerait sans doute le soutien de nombreux pays, petits et moyens, qui ne peuvent pas être satisfaits du déroulement de la conférence de Copenhague.
- Il faudrait en deuxième lieu que les Européens mettent un peu d'ordre dans leur propre représentation. Même si nous défendions à peu près la même position sur le fond, la présence à Copenhague de multiples délégations, toutes pléthoriques, sans claire répartition des rôles, est une des causes de notre faible influence. Je crois savoir que la délégation belge comptait plus de 100 personnes, représentant tous les niveaux de pouvoir et toutes les administrations concernées. Il faut admettre que ce n'est pas sérieux. Il doit avoir moyen de faire mieux.

Sur le plan politique l'essentiel est de bien prendre conscience de nos limites. L'Union européenne représente de 11 à 12% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Quand bien même nous réduirions nos émissions de 50 % en 20 ans, ce qui supposerait un effort surhumain de notre part, il suffirait d'un peu de laissez aller dans d'autres régions pour annuler tout l'impact de cet effort. Il faut bien voir aussi que non seulement l'Europe n'est plus en mesure d'imposer son point de vue, comme elle pouvait le faire il y a un siècle, mais qu'elle supporte le poids d'un passé, qui pèse lourd aux yeux de certains partenaires importants. Ce sont deux raisons d'être modestes. Mais par contre l'Europe est l'exemple même de la possibilité de surmonter des héritages conflictuels pour tenter d'atteindre ensemble un bien collectif. D'autre part nous sommes aussi, et de très loin, la principale source d'aide au développement. Ce sont deux raisons d'être actifs.

Dans ces conditions il me semble que notre premier devoir est de continuer, comme nous l'avons fait jusqu'à présent de prêcher par l'exemple. Pour surmonter la méfiance généralisée, il n'y a pas d'autre solution. Nous avons pris des engagements à l'égard de nous mêmes : c'est l'objectif 20-20-20 que je mentionnais il y a un instant. Nous avons pris des engagements à l'égard des économies en développement: celui de participer au financement de leurs efforts pour contrôler leur pollution. Il est important que ces engagements soient tenus, malgré la crise. Notre crédibilité en dépend entièrement. La facture est lourde, mais si nous ne la payons pas, nos petits enfants en recevront une qui sera plus lourde encore.

Je voudrais conclure par une réflexion sur la politique européenne de l'énergie. Toute politique en matière de climat se fonde sur une diminution de la consommation, ou sur une meilleure utilisation, de l'énergie. Quand on sait qu'il y a un milliard et demi de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité, on voit bien que la différence ne peut pas venir d'eux, mais de nous. Or la construction européenne est née autour de l'énergie : qu'il s'agisse du charbon avec la CECA, ou du nucléaire avec Euratom. Et pourtant l'Europe aujourd'hui n'a pas de politique commune de l'énergie, ni pour le marché intérieur, (les quelques directives adoptées au cours des dernières années sur l'électricité et le gaz ne sont pas mises en œuvre, notamment par la Belgique) ni pour les relations extérieures (nous affichons nos divergences sur le gaz russe et les pipelines). Les deux dépendent d'ailleurs l'un de l'autre.

Jacques Delors a présenté il y a quelques semaines au Parlement européen une proposition de communauté européenne de l'énergie, ouverte à tous les Etats membres ou à certains d'entre eux seulement. Cette proposition a eu un certain retentissement. Elle a été reprise par le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek. La formulation est ambitieuse. Mais je crois qu'une telle communauté permettrait à l'Union européenne de jouer un rôle international qu'aujourd'hui elle peine à assumer. C'est le rôle des sages de formuler des propositions ambitieuses, surtout lorsqu'elles sont nécessaires.

DÍDAC RAMÍREZ SARRIÓ

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Rector de la Universidad de Barcelona



DÍDAC RAMÍREZ SARRIÓ

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras
Rector de la Universidad de Barcelona

LA UNIVERSIDAD ANTE EL DESAFÍO DE LA SOSTENIBILIDAD

1. INTRODUCCIÓN

Estamos en una coyuntura donde el discurso de la “crisis” está generalizado: crisis económica, social, de valores... Sin embargo, no todo el discurso político y social es en negativo, sino que la agenda mundial también habla de retos de futuro. Entre estos retos, uno de los más notorios e importantes por su alcance son los desafíos del milenio o planetarios: el desarrollo sostenible, la igualdad de género, la equidad social, el fin de la pobreza, entre otros.

En la inauguración de este curso 2009-2010 en Esplugues planteaba la hipótesis de que:

Las crisis educativas – del sistema educativo – forman parte de la dinámica de las sociedades. Cada época atraviesa su crisis o crisis, más o menos singulares, más o menos profundas, más o menos vividas. Nuestra época, la era de la complejidad, no romper la pauta. Se distingue por el hecho de que la crisis educativa actual se caracteriza por la *desorientación*.

Para salir de la misma se requiere, en primer lugar y por encima de todo, tener un conocimiento de las componentes de la crisis para afinar en su diagnóstico y recobrar la orientación necesaria para poder facilitar un consenso amplio en las medidas a tomar y actuar convenientemente. La *crisis de valores* imperante

es una de estas componentes, una componente clave, y la escuela tiene un papel determinante en la salida de la crisis: educativa y de valores.

La crisis educativa y de valores de la que hablaba también afecta y está presente en cómo nos enfrentamos a los desafíos que nos marca el futuro. La sostenibilidad, la solidaridad, la equidad, la igualdad, el bienestar..., se tienen que afrontar desde un discurso potente y coherente que no quede a expensas de matizaciones y críticas desde posiciones economicistas y egoístas que desvirtúen o paralicen los buenos propósitos de los anteriores desafíos.

El sociólogo y filósofo Edgar Morin, en un artículo aparecido en el periódico El País¹, hace mención a otros desafíos o problemas vitales a los que tenemos que dar respuesta en este milenio tales como el peligro nuclear y armas de destrucción masiva, la degradación de la biosfera, el hambre o los conflictos étnico-político-religiosos. Desafíos que Morin propone enfocar desde la idea de *metamorfosis*, mucho más rica que la de *revolución* porque contiene la radicalidad transformadora de ésta, pero vinculada a la *conservación*. Es a esta última a lo que en términos generales responde el concepto de sostenibilidad.

La diversidad de temas que se asocian con la sostenibilidad, las contradictorias y mutuas relaciones que implica este concepto o la dificultad de las soluciones necesarias son otros elementos que tildan de complejo el desafío implícito en el objetivo de alcanzar la conservación. Un desafío que se está asumiendo por diferentes sectores de la sociedad, y quizás impulsado por la preocupación general por el medio ambiente, comienza a plantearse como un desafío global de ineludible respuesta universal.

En España, sin ir más lejos, no es difícil encontrar iniciativas locales que potencian o regeneran, en el lenguaje de E. Morin, la economía plural, social y solidaria en los ámbitos económico, social, político, cognitivo, educativo, étnico, etc., y que fomentan en última instancia las energías verdes. Iniciativas como el proyecto de ley de Economía Sostenible, la implantación del compromiso de la Conferencia de Medio Ambiente y Desarrollo de Río de Janeiro de 1992 de la Agenda 21 con planes de acción para utilizar los recursos de manera más sostenible y eficiente a nivel municipal (por ejemplo, en la provincia de Girona alcanza al 87% de las poblaciones), la realización de auditorías de consumo energético y de agua que impulsan sistemas de bajo consumo o el reciclaje, son iniciativas que abarcan todos los niveles y muestran la importancia y asunción del desafío de la sostenibilidad.

¹ Edición impresa del 17 de abril de 2010, Sección Opinión, página 35.

Otros ejemplos recientes que ponen de relieve y muestran la urgencia y la actualidad de la sostenibilidad son, por un lado, la visualización de la acción insostenible de la contaminación por acción humana como el último derrame de petróleo de una plataforma petrolífera en el Golfo de México y que ha hecho saltar todas las alarmas y esfuerzos para evitar efectos irreversibles en la biodiversidad del delta del río Misisipi y la calidad de su medio ambiente. Por otro lado, un segundo ejemplo de iniciativas que reflejan la preocupación social por la necesidad de actuaciones sostenibles es el reto 2030 (www.reto2030.eu), iniciativa de participación ciudadana de alcance europeo denominada Agenda Ciudadana de Ciencia e Innovación que bajo el impulso de la presidencia española de la Unión Europea se ha puesto en marcha, y en la cual se pueden votar 14 retos para el 2030 que diferentes personalidades han presentado:

- 1- Innovar en una alimentación saludable
- 2- Almacenar la electricidad de forma más eficiente
- 3- Vencer las barreras lingüísticas gracias a la tecnología
- 4- Tecnologías para ayudar a las personas mayores
- 5- Innovar en los sistemas de protección social públicos
- 6- Tratamientos médicos personalizados gracias a la genética
- 7- Ciudades más cómodas, accesibles y ecológicas
- 8- Reducir el consumo de materias primas
- 9- Una agricultura menos agresiva con el medio ambiente
- 10- Entender cómo funciona el cerebro para mejorar nuestras vidas
- 11- Aprovechar las TIC e Internet en beneficio de la educación
- 12- Órganos artificiales para reemplazar órganos dañados
- 13- Unificar todas las teorías de la física
- 14- Robots que faciliten nuestras vidas

Iniciativas o retos que además de intentar mejorar nuestra sociedad y entorno, están orientados hacia la sostenibilidad de los mismos.

La necesidad de elección entre el uso y la disponibilidad futura de un recurso, entre la utilidad y los efectos secundarios (externalidades en economía) de un bien o servicio, está en la base de las respuestas o políticas que recogen el desafío de la sostenibilidad. Es difícil encontrar un equilibrio en esta elección que perdure a las variaciones que imponen el espacio y el tiempo, lo que añade complejidad a este desafío. Una complejidad inherente a la nuestra era de la gran transformación de las tecnologías digitales y de telecomunicación, de las opciones de cálculo y procesamiento de datos; de la sofisticación que nos rodea.

La presente intervención tiene dos fines principales. En primer lugar abordar la sostenibilidad desde el punto de vista conceptual, principalmente en la vertiente económica, para lo cual recurriremos a la historia relacionada con dicha noción. En segundo lugar mostrar que la Universidad, en el ejercicio de las funciones que le son propias, tiene grandes aportaciones a realizar ante el desafío implícito en la sostenibilidad.

2. SOSTENIBILIDAD Y DESARROLLO SOSTENIBLE

La sostenibilidad, o la solidaridad con las generaciones futuras en la disponibilidad de cantidad y de calidad de recursos y soluciones, no es un tema sencillo, en primer lugar porque emerge como un oxímoron cada vez que se asocia con otra palabra para denotar un enfoque, una teoría o un eslogan. Por ejemplo, el desarrollo sostenible implica, por un lado, el uso de recursos para crecer o continuar un ritmo y, por otro lado, la limitación de su consumo para no deteriorar las capacidades reproductivas y de renovación de los mismos en el futuro.

Otros ejemplos son economía, consumo, vivienda, transporte, red, etc. sostenible, sostenibilidad ecológica, donde los primeros hacen referencia al impacto negativo en la disponibilidad de recursos o en el medioambiente que tiene el actual modelo de vida, la tecnología e innovaciones o interferir en los ecosistemas frente a la necesidad de mantener la utilidad de los mismos.

Es un discurso de opuestos: dinámica del crecimiento frente a responsabilidad de mantener las posibilidades u oportunidades para las generaciones futuras. La convivencia de dinámicas contradictorias, ambas necesarias para la calidad y estilos de vida actuales.

Centrándonos en la expresión *desarrollo sostenible* como paradigma más extendido de las exigencias o consecuencias de la sostenibilidad, la misma aparece por primera vez de forma oficial en 1987 en el Informe Brundtland (Comisión Mundial del Medio Ambiente y Desarrollo). Esta expresión se entiende como la relación entre medio ambiente y desarrollo que satisface las necesidades presentes sin poner en peligro la capacidad de las generaciones futuras para satisfacer sus propias necesidades. A partir de esta idea de elección entre ecología y economía, necesitando de ambos, se han ido ampliando o matizando diferentes añadidos y criterios.

Así, cuando se habla de desarrollo sostenible hay que tener en cuenta actuaciones económicamente viables, respetuosas con el medio ambiente y socialmente equitati-

vas. La economía ambiental, la economía ecológica y la economía social se integran en este triángulo de la sostenibilidad desde el enfoque económico.

Con todo, este equilibrio entre ecología y economía no quiere decir que se tenga que regresar a calidades de vida y salud de siglos atrás o ser dependientes de la tasa natural de generación de recursos, sino que la tecnología y las formas de organización mejoren en eficiencia y no deterioren la calidad del entorno. No es la vuelta a la economía de la naturaleza o de los fisiócratas, sino una crítica a una economía liberal presidida por criterios egoístas y economicistas, que deben limitar el paso a actuaciones irreversibles, a indicadores de mejora basados en la productividad, a limitaciones de un crecimiento descontrolado, etc.

Pero una visión completa de las implicaciones o connotaciones de la sostenibilidad requiere considerar su evolución histórica, principalmente en el ámbito económico donde este concepto ha tomado fuerza. Historia que abarca: (1) el progreso de las teorías económicas, (2) el uso del término desarrollo sostenible y (3) la preocupación medioambiental.

2.1 Teoría Económica

Los economistas desde buen inicio consideraron los recursos naturales como una variable determinante de sus teorías. Los fisiócratas en el siglo XVIII defendían la tierra como factor limitativo de la producción. Esta escuela francesa, que dio origen a la economía de la naturaleza (Naredo, 2001), tenía una visión organicista del mundo físico y, por tanto, apostaba por un crecimiento basado en la generación de riquezas a partir de la capacidad reproductiva de los factores: un grano genera una espiga que supone un incremento del grano. Este crecimiento de la riqueza se suponía sin menoscabo de la “Madre-tierra” e incorporaba el ahorro para dar satisfacción a un mayor consumo continuado, superando la idea primitiva de trabajar sólo hasta cubrir las necesidades básicas. Esta visión organicista fundamenta una serie de criterios que priman la conservación en el uso económico de los recursos naturales y de métodos directos secundarios al objetivo de preservación. Imperó hasta el siglo XIX con unas técnicas de producción extensivas y una dependencia energética del movimiento de los recursos naturales hasta la llegada de la Revolución Industrial.

En el siglo XIX la escuela Neoclásica introdujo los términos técnicos de producción, consumo, riqueza o crecimiento, los cuales perduran en la justificación del sistema económico actual (Naredo, 2003), evolucionando la economía hacia el sistema capitalista. El énfasis en el crecimiento, se sustituyó posteriormente por el progreso y

el estado estacionario de equilibrio de largo plazo, compatible con las limitaciones del incremento del rendimiento de los factores productivos, como la ley de crecimiento de la población de Malthus o de los rendimientos decrecientes. Esta idea de equilibrio va acercando la economía al desarrollo de la revolución científica de la matemática, la física y las ciencias experimentales (siglo XIII al XVIII) con la aceptación de una filosofía atomista – mecanicista de análisis y comprensión de la Naturaleza (Crombie, 1974). Se busca un orden mecánico y racional, que en la ciencia económica se extiende a partir de los neoclásicos, quienes desde finales del siglo XIX separan el razonamiento económico del mundo físico. Este enfoque mecanicista y causal reduce la economía al estudio de las actividades útiles para el hombre (productivas) y de la asignación de los recursos escasos (Naredo, 2001). Se generaliza la matematización de la ciencia económica y la consideración monetaria de todos los factores productivos de manera que todos sean expresables o comparables con el capital.

La reducción de la economía a los objetos útiles (productivos), con valor de cambio (mercantilización) y apropiables deja la anterior importancia de los recursos naturales (satisfacen necesidades básicas, generadores de riqueza y limitativos del crecimiento) en el olvido, ya que los recursos naturales pasan a considerarse la cantidad de recursos extraíbles e intercambiables, con interés en su valor de cambio y sin preocupación económica por su regeneración. Valor de cambio dado por sus capacidades o demanda productiva y su escasez, siempre y cuando se puedan ejercer derechos de propiedad sobre el recurso. Esta idea neoclásica de riqueza económica según el valor de cambio da sentido al criterio de compensación de Kaldor (1939) y Hick (1939) en el que se basan los métodos de valoración y evaluación económica del medioambiente más difundidos como impuestos (quien contamina paga) o el análisis coste – beneficio (si los que ganan obtienen suficiente como para compensar a los que pierden la actuación o uso medioambiental estará justificada económicamente).

A partir de mitad del siglo XX aparecieron opiniones económicas contrarias a la idea dominante de la riqueza económica basada únicamente en el valor de cambio. Así, Georgescu-Roegen (1971) incorpora las ideas biológicas de irreversibilidad y la ley de entropía en el análisis económico recuperando la tesis de Marshall (1890) de que la ciencia económica debería estar más cerca de la biología que de la física. Se van extendiendo criterios que decisión que introducen cuestiones de irreversibilidad, frente a los primeros de Adam Smith y David Ricardo basados en las ventajas comparativas y competitivas, respectivamente, la posibilidad de ganar sin perjudicar a nadie (Pareto) o que las ganancias sean superiores y puedan llegar a compensar las pérdidas (Kaldor-Hicks), parecen criterios como los de Krutilla (1967) de que una actuación

irreversible sólo es asumible cuando existe una alternativa cercana y de condiciones similares (no hay pérdida ni de diversidad ni de posibilidades).

Así, de estas ideas biológicas y de irreversibilidad asociadas a la economía, nacen las escuelas de (i) la economía ambiental de gestión de los recursos naturales a partir de la consideración de los recursos naturales como capital reproductivo y sus residuos (externalidades) intercambiables por otras formas de capital, (ii) la economía institucional, que apuesta por la definición e intercambio de derechos productivos y reglas de juego que permita incentivar la conservación del patrimonio natural, y (iii) la economía ecológica, la cual asume una relación de dependencia del capital y salud humanos del capital y calidad natural (bienestar natural). Teorías que empiezan a tener importancia a partir de los años 80.

La economía ambiental supone la aplicación de la economía convencional a los problemas medioambientales y, por tanto, la preeminencia de una eficiencia de asignación (uso más productivo de los recursos naturales) en los métodos de valoración económica. Las valoraciones económicas y políticas ambientales, según esta escuela, se centran en el análisis del efecto marginal de las externalidades de la actividad económica, sea directamente (contaminación), sea por shock externo (condiciones insalubres entorno) o sea por interdependencia (degradación calidad). Estas externalidades se analizan en ausencia o insuficiencia de mercados eficientes para los bienes ambientales y una mala definición de sus derechos de propiedad, condiciones que, por su parte, la (nueva) economía institucional sí admite. Según esta segunda escuela las relaciones entre los agentes económicos se realizan mediante contratos bien definidos de manera que la eficiencia técnica (recursos mínimos necesarios para un fin o producción) pueda derivar en una eficiencia de asignación en la negociación de dichos contratos. Por último, la economía ecológica intenta una supeditación a objetivos biológicos (sostenibilidad) del análisis económico, de forma que a través de leyes como las de la Termodinámica y de conservación de los ecosistemas queden alteradas las valoraciones económicas. Es decir, una especie de eficiencia económica (recursos más productivos necesarios para la producción o fin deseados), donde la producción u objetivo deseado es de sesgo biológico en vez de económico como el mínimo impacto medioambiental en la asignación de los recursos necesarios. Esta última escuela económica es casi incompatible con el equilibrio económico que sofisticaba la valoración económica, siendo necesaria la introducción de criterios de conservación y de responsabilidad

Por tanto, el tratamiento económico de los recursos naturales, o la sostenibilidad en el ámbito económico, ha evolucionado desde su reducción al valor monetario de cambio de las capacidades productivas apropiables de los recursos y marginación del

resto de aspectos ecológicos hacia una valoración amplia del estado y efectos sobre el medioambiente que obliga a una interdisciplinariedad para poder comprender e incorporar todos estos aspectos y efectos, tanto de carácter productivo como improductivo e inapropiable.

2.2 Desarrollo sostenible

Miren Artaraz en un artículo de 2002 sintetiza brevemente el origen de la difusión de la expresión “desarrollo sostenible”, desde su aparición oficial en el Informe Brundtland de la Comisión Mundial del Medio Ambiente y Desarrollo de 1987. Esta expresión, en el contexto de su origen, hace referencia a la incompatibilidad entre crecimiento económico y equilibrio ecológico, o lo que es lo mismo la necesidad de elección entre economía y ecología, siendo ambos necesarios.

En el sistema económico neoclásico o en el neoliberal la incompatibilidad entre crecimiento económico y equilibrio ecológico es evidente. Existen grandes problemas de degradación ambiental: contaminación del aire, del suelo y del agua, agotamiento de los recursos naturales renovables y no renovables, pérdida de diversidad biológica y deforestación, entre otros. La relación entre el medio ambiente y la economía se definió de forma explícita en 1992 en el Quinto Programa de Acción Comunitario en materia de Medio Ambiente, cuando consideró que el crecimiento económico es insostenible “si no se tienen en cuenta las consideraciones medio ambientales, no sólo como un factor restrictivo, sino como un incentivo para aumentar la eficacia y la competitividad, sobre todo en el mercado mundial”.

En los posteriores informes y programas comunitarios aparecen nuevos términos como el de rendimiento ecológico, que plantea como política de producción utilizar menos recursos naturales para obtener el mismo nivel de productividad económica o valor añadido. Términos a los que hay que añadir otros más reivindicativos y de foros alternativos como los de decrecimiento económico, cambio climático, economía verde...

Actualmente no existe consenso acerca del significado de desarrollo sostenible (existen más de cien definiciones), ya que tampoco lo hay acerca de qué es lo que debe sostenerse. Como comentaba al inicio se pueden encontrar muchos ejemplos al que asociarse el adjetivo de “sostenible”. Se puede decir que está de moda o vende ser “sostenible”: negocios, transporte, organizaciones, procesos, entorno...

Así, una pequeña referencia del sentido en que se usa o se difundió la expresión “desarrollo sostenible” en economía es:

- Sostener los niveles de consumo (Redclift, 1987)
- Lograr la sostenibilidad de todos los recursos: capital humano, capital físico, recursos ambientales, recursos agotables (Bojo et al., 1990)
- Perseguir la integridad de los procesos, ciclos y ritmos de la naturaleza (Shiva, 1989);
- Sostener los niveles de producción (Naredo, 1990). Según este autor, una actividad sostenible es aquella que o bien utiliza productos renovables o bien, al menos, financia la puesta en marcha de un proyecto que asegure tanto la producción renovable de un bien substitutivo del consumido, como la absorción de residuos generados sin daño para los ecosistemas. La mayoría de las políticas están diseñadas orientadas a cambios en la producción.
- Sostener los recursos naturales (Carpenter, 1991)

Muchas de las interpretaciones de desarrollo sostenible coinciden en que, para llegar a ello, las políticas y acciones para lograr crecimiento económico deberán respetar el medio ambiente y además ser socialmente equitativas para alcanzar el crecimiento económico. Es decir, las tres dimensiones de la sostenibilidad: la económica, la social y la medioambiental. Dimensiones que se integran en indicadores como el Índice de Desarrollo Humano, que mide el progreso de un país a partir de la esperanza de vida, el nivel educacional y el ingreso per cápita. Índice propuesto en 1990 dentro del primer informe sobre desarrollo humano del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, en su primer Informe sobre Desarrollo Humano. Posteriormente se han elaborado más indicadores de desarrollo sostenible, que en un informe de 2001 de la Comisión de Desarrollo Sostenible de las Naciones Unidas aparecen clasificados el nivel en el que pretenden hacer las estimaciones: sociales (equidad, salud, educación, alojamiento, crimen y población), económicos (estructura económica, sistema institucional), medioambientales (atmósfera, planeta, agua salada, agua dulce y biodiversidad) e institucionales (sistema y capacidad).

Por tanto, la historia del “desarrollo sostenible” es una trayectoria creciente de lo que debe ser o se aplica el calificativo de sostenible.

2.3 Preocupación medioambiental

Aunque la preocupación por el medio ambiente siempre ha estado presente en las conciencias humanas, no ha destacado a nivel público y político hasta las grandes reuniones y foros internacionales de alrededor de 1990.

1988: Toronto, Canadá: se celebró la conferencia de Toronto sobre cambios en la atmósfera, fue la primera reunión donde científicos y políticos discutieron sobre las medidas a tomar para combatir el cambio climático, los países industrializados se comprometieron a reducir las emisiones de CO₂ un 20% lo que se conoció como “objetivo Toronto” esta reunión fue muy importante para la creación del panel intergubernamental sobre el cambio climático (IPCC).

1990: Sundsvall, Suecia: Se hace público el primer informe de evaluación de IPCC. Se ve la necesidad de reducir las emisiones de CO₂ en un 60-80% sobre los niveles de 1990, para conseguir estabilizar la concentración de gases de efecto invernadero en la atmósfera. Las evidencias provocan la negociación del convenio Marco sobre cambio climático de la ONU.

1990: Ginebra, Suiza: Segunda conferencia mundial sobre el clima. El informe del IPCC se convierte en el impulso necesario a nivel político para hacer frente de manera global y sin dilatación al grave problema del cambio climático a través de la UNFCCC.

1992: Río de Janeiro, Brasil: entra en vigor la UNFCCC abriéndose el periodo de la adhesión de todos los países.

1994: la asociación de pequeños países insulares intenta introducir un protocolo pidiendo a los países industrializados que reduzcan las emisiones un 20% sobre los niveles de 1990 para el año 2005.

1998: Kioto, Japón: las negociaciones en torno al protocolo incluyen con la adopción de un compromiso legalmente vinculante de reducción para todos los países industrializados, acordaron reducir un 5,2%.

El protocolo de Kioto incluía la posibilidad de un comercio de emisiones entre países industrializados, bajo este compromiso Japón debía reducir un 6%, EEUU un 7% y la UE un 8%, otros países tenían el compromiso de estabilizar sus emisiones. Este protocolo fue firmado por 160 países.

2001: Marrakech, Marruecos: En Marrakech se celebra la COP7 donde finalmente se llega un texto legal donde se recogen los compromisos de cada uno de los países y se estructuran muchos de los mecanismos del protocolo de Kioto.

2006: Al Gore lanza el documental “An Inconvenient Truth” (Una verdad Incómoda), acerca del calentamiento global. Documental que ganó dos premios Óscar y otros reconocimientos en 2007, y que sirvió para el inicio de una apretada agenda de difusión y divulgación acerca del tema del calentamiento global.

2006: Infome Stern (2006) que cuantifica el cambio climático en un 0’5% del PIB mundial durante los próximos años.

La historia de la preocupación pública y política medioambiental se aprecia que es un recorrido de las declaraciones y protocolos de objetivos a cuantificaciones de reducciones de gases contaminantes. Es una historia que pasa de los conceptos teóricos a impactos numéricos: de cantidad, de calidad, de contaminación, de coste... La sostenibilidad supone una mayor preocupación y conciencia de los efectos en el medioambiente; efectos que cuando son irreversibles o suponen varias generaciones para recuperarse el ecosistema, deben analizarse teniendo en cuenta criterios sostenibles.

3. UNIVERSIDAD Y SOSTENIBILIDAD

La sostenibilidad, comentaba al inicio, supone cierta complejidad; complejidad que caracteriza nuestra era actual y sobre la que afirmaba que la universidad tiene aportaciones a realizar. Aportaciones que abarcan el debate, la propuesta e innovaciones de soluciones, los propios valores universitarios y nuestras funciones básicas de docencia, investigación y la tercera misión de transferencia y responsabilidad social.

Bastan unos ejemplos actuales para evidenciar la relevancia de las aportaciones universitarias en el desafío de la sostenibilidad:

- En el debate de este desafío la universidad colabora y es un agente activo con expertos en todas las dimensiones del mismo. Así, un ejemplo visible es la reunión que hace unas semanas se celebró en el Edificio Histórico de la Universitat de Barcelona, la Segunda Conferencia Internacional sobre Decrecimiento Económico para la Sostenibilidad Ecológica y la Equidad Social. Conferencia que atrajo más de 600 investigadores durante los cuatro días que va durar. Gracias a esta conferencia, además de la visualización de la creciente corriente de la economía sostenible que abarca las escuelas de la Economía Ecológica, parte de la Economía Ambiental y las derivadas de la Economía Social, tuvieron lugar intensos debates que dieron voz a un sector de la sociedad que las crisis económicas y la globalización no han escuchado. La necesidad de conservar el medio ambiente y progresar en la equidad social son aspectos que luchan

contra una optimización de la productividad de cualquier proceso e imponen restricciones a la aplicación de criterios puramente económicos.

- Por otro lado, el crecimiento de la innovación a través de la construcción de parques científicos y tecnológicos, de creación de planes, programas, Consejerías y Ministerios sobre este ámbito, o de iniciativas en todas las ciencias, incluidas las humanidades, muestra la generación de nuevas soluciones más respetuosas con el entorno. El sistema de innovación está relacionado con el mundo universitario en cuanto que los parques científicos quedan ligados a una universidad o sus investigadores, la estructura administrativa de la innovación muchas veces queda en el ámbito donde se sitúan las universidades, es decir, el Ministerio o Consejería de Innovación trabaja en una de sus líneas con la universidad, y los planes y programas de innovación tienen un claro enfoque hacia la actividad universitaria. Y la visualización de la innovación en las humanidades se potencia principalmente desde la universidad. En el caso de la Universitat de Barcelona, que represento como rector y profesor, a través de ambiciosos proyectos de parque tecnocultural, nuevas actividades y oferta cultural, el fomento de la interdisciplinariedad, etc.
- La propuesta de soluciones y propuestas al desafío de la sostenibilidad engloban todas las disciplinas científicas y donde la interdisciplinariedad juega un papel cada vez más decisivo. La sostenibilidad muchas veces se responde desde esta interdisciplinariedad como pude comprobar en un reciente viaje a Mozambique visitando el Centro de Investigación en Salud de Mahinça (CISM) o la naciente fundación ISGlobal Barcelona, que en sus objetivos de lucha contra las enfermedades infecciosas y romper el binomio infernal pobreza-enfermedad. Males que hay que combatir para un desarrollo o una economía sostenible. Desde la medicina solamente no es posible implantar una solución sostenible en la lucha contra las enfermedades, se deben añadir otras ciencias como la geografía, la economía... , para que la solución sea completa y ataque las dos causas de insostenibilidad que aparecen ligadas: enfermedad y pobreza.
- Los valores universitarios de libertad, democracia, justicia, igualdad y solidaridad están en la base de la sostenibilidad. Sostenibilidad que queda plenamente reconocida en el caso de la Universitat de Barcelona a través de la comisión estatutaria delegada del Claustro en temas de sostenibilidad, que tiene la misión de potenciar políticas que respeten los criterios de sostenibilidad ecológica y de defensa del medio ambiente en todas las actividades universitarias. Este tipo de comisión, en formatos y nombre similares, es posible encontrarla en un gran grupo de universidades españolas.

- La sostenibilidad en la docencia se observa en dos de sus vertientes. Desde su impartición con métodos e infraestructuras saludables, seguras y eficientes en el consumo, lo cual se consigue a través de oficinas o servicios técnicos que velan por la Seguridad, la Salud y el Medio Ambiente (OSSMA). Y desde la otra visión de la formación que es la de los estudiantes, los cuales actualmente muestran una importante preferencia por las carreras biomédicas, que como medicina, biología o ciencias ambientales tienen una demanda más alta que las plazas ofertadas.
- En investigación con centros y grupos preocupados por el clima, la biodiversidad, la sostenibilidad del espacio público y del territorio, la sostenibilidad cultural, la gestión ambiental, entre otros, no se puede negar la implicación de la universidad en la sostenibilidad. De hecho, hace unos días leía la noticia, que sirva como un ejemplo más de los muchos que nos pueden venir a la memoria, que dos equipos del Barcelona Knowledge Campus, uno de la Universitat de Barcelona (UB) y otro de la Universitat Politècnica de Catalunya (UPC), han desarrollado un nuevo sistema de refrigeración más ecológico, eficiente y económico. Estos avances científicos que mejoran la calidad del entorno, de nuestra salud, de lo que dejaremos a las generaciones futuras tienen una base en la investigación universitaria que luego se traslada de diferentes formas a la sociedad y el mundo empresarial, como la divulgación oral y escrita, patentes, spin-off, programas de transferencia, convenios con empresas, etc.
- La investigación está relacionada con la valorización de sus resultados que entre dentro de lo que denomina la tercera misión de la universidad. La transferencia y aplicación de conocimientos ha sido una función que ha ido creciendo en la universidad. Así, por ejemplo, en la Universitat de Barcelona hace 27 años se constituyó la Fundación Bosch i Gimpera para dar estructura a la relación universidad-empresa-sociedad, y ha mostrado un volumen creciente de actividad que llega a cifras de ocho dígitos en euros.
- La tercera misión universitaria también abarca relaciones sociales que entran de plena en la contribución a la sostenibilidad a través de la responsabilidad social que debe ejercer la universidad pública. La solidaridad con los desfavorecidos, la tolerancia de la diversidad, el fomento del debate y del espíritu crítico, la igualdad de género, la integración social sin importar el origen ni el nivel de renta, la facilidad de la movilidad internacional o el respeto por el medio ambiente son actuaciones que se llevan a cabo o se impulsan desde diversos servicios universitarios y desde el dinamismo de la comunidad universitaria.

En definitiva, la universidad es un agente activo en actuaciones y soluciones en pro de la sostenibilidad, sobre todo la universidad pública como uno de sus servicios

que contribuyen al bienestar y futuro social. El compromiso de responsabilidad con el entorno, la realización de memorias que tienen en cuenta metodologías GRI (Global Reporting Initiative), la generación, acceso, aplicación y difusión del conocimiento, la integración en el territorio o la conservación del patrimonio físico y cultural combinando tradición y modernidad son ejemplos de la gran e importante actividad de la universidad delante de las exigencias de la sostenibilidad.

4. A MODO DE CONCLUSIÓN

La sostenibilidad, o lo que es lo mismo la preocupación por el futuro que dejaremos, es un desafío que abarca gran número de dinámicas actuales. El caso actual del derrame de petróleo por una explosión en una plataforma petrolífera muestra el riesgo para mantener la biodiversidad actual por la extracción y uso de los recursos naturales que exige el ritmo económico.

Este desafío, con sus contradicciones y exigencias, me plantea tres breves reflexiones sobre el modelo económico dominante:

1. La necesidad de un cambio de la idea de «egoísta» en la optimización de la producción y del crecimiento como máximo indicador de éxito por un modelo más social y más responsable, porque no es siempre sinónimo «más» a «mejor». Tenemos que plantearnos límites a nuestras demandas y la satisfacción de necesidades.
2. La crisis económica actual nos plantea la necesidad de generalizar el valor de la sostenibilidad, de ser respetuosos con el estado (en cantidad y en calidad) del entorno que dejaremos a las generaciones futuras, y no buscar soluciones rápidas que deriven en modelos económicos desequilibrados. Debemos ser solidarios y racionales para no dejar que la especulación y el miopismo del consumo agoten los recursos e inestabilicen los sistemas económico y financiero.
3. La equidad social y el respeto del medio ambiente son valores más importantes que el crecimiento económico, o, como ya sabemos desde los orígenes de la economía, el dinero sólo es un medio para conseguir un fin, y o un fin en sí mismo. El fin es la utilidad, la felicidad, el bienestar..., que no siempre tienen que ver con el crecimiento.

Per tanto, hoy en día cuando hablamos de sostenibilidad, no nos referimos solamente a temas ecológicos de mantenimiento de los ciclos reproductivos, sino se tiene

en mente las tres dimensiones del desarrollo sostenible: la económica, la medioambiental y la social. En definitiva, la sostenibilidad alcanza las esferas de lo natural, lo económico y lo social, donde la universidad está plenamente integrada, con sus actividades, su responsabilidad y su espíritu crítico que vela por un debate y discusión de pensamientos y de ideas que asegure la diversidad, y en última instancia sostenga nuestro bienestar y el del futuro.

Sostenibilidad, que en relación con la universidad podemos resumir, en las respuestas que propone desde:

- La investigación y el desarrollo participando como motor de un modelo económico equilibrado y sostenible
- Sus valores y servicios sociales que eliminan riesgos de conflicto y actos irreversibles en el sistema
- La responsabilidad social de contribuir a la mejora del entorno y participar de la búsqueda de soluciones a los problemas actuales
- El conocimiento a través de su generación (investigación), gestión (acceso infraestructuras), transmisión (formación) y aplicación (transferencia e innovación). Cuatro fases que la universidad lleva décadas ejerciendo y por las que ha consolidado dinámicas, estructuras y actividades de referencia

En conclusión, la sostenibilidad es la necesidad de ser responsable con las generaciones futuras y dejarles unos recursos en cantidades y calidades que no deterioren los procesos naturales de reproducción, la calidad de vida ni la reversibilidad de las actuaciones humanas. Un desafío al que hay que dar respuesta durante el presente milenio para condenar al planeta y a las generaciones futuras a cambios en la relación con el entorno que desde la aparición de la vida humana sostienen nuestra integración en el medio ambiente.

5. REFERENCIAS

- ARTARAZ, M. 2002. "Teoría de las tres dimensiones de desarrollo sostenible". *Ecosistemas* 2002/2.
- BLEWITT, J. 2008. *Understanding Sustainable Development*. London: Earthscan.
- BOJO, J., MALER, K. AND UNEMO, L., EDS. 1990. *Environment and Development: An Economic Approach*, Dordrecht, Kluwer.

- CARPENTER, S.R. 1991. "Inventing Sustainable Technologies". Ed: J. Pitt y E. Lugo, *The Technology of Discovery and the Discovery of Technology*. Proceedings of the Sixth International Conference of the Society for Philosophy and Technology. Blacksburg.
- COMISIÓN MUNDIAL DE MEDIO AMBIENTE Y DESARROLLO. 1987. *Our Common Future*. Oxford University Press. Oxford.
- CROMBIE, A. C. 1974. *Historia de la Ciencia: De San Agustín a Galileo, siglos V-XIII*. Madrid: Alianza Universidad.
- GEORGESCU-ROEGEN, N.1996 (1971). *La ley de entropía y el proceso económico*. Madrid: Fundación Argentaria.
- HICKS, J. R. 1939. "The foundations of welfare economics". *Economic Journal*, vol. 49, pp. 696-712.
- KALDOR, N. 1939. "Welfare propositions in economics and interpersonal comparisons of utility." *Economic Journal*, vol. 49, pp. 549-52.
- KRUTILLA, J. 1967. "Conservation reconsidered". *American Economic Review*, vol. 57, pp. 777-86.
- MARSHALL, A. 1890. *Principles of Economics*. London: Macmillan.
- MARTÍNEZ, J .1999. *Introducción a la economía ecológica*. Barcelona: Rubes.
- MURGA, M.A. Y M. NOVO. 2008. "El desarrollo sostenible como eje fundamentante de la educación ambiental". *Sostenible? Revista de la Càtedra UNESCO de Sostenibilitat UPC*, 10/2008 , pp.29.41.
- NAREDO, J.M. 1990. "Los límites del crecimiento. Sobre la crisis de la planificación y la moda de la estrategia", *Alfoz*, n. 74, monográfico *Madrid, una crisis de crecimiento*.
- NAREDO J. M. 2001. "Economía y sostenibilidad: la economía ecológica en perspectiva". *Revista de la Universidad Bolivariana*, vol 1(1), pp. 1-27.

- NAREDO, J. M. 2003 (1987). *La economía en evolución. Historia y perspectivas de las categorías básicas de la ciencia económica*. Madrid: Siglo XXI. 3ª ed.
- PIGOU, A. C. 1920. *The Economics of Welfare*. London: Macmillan.
- RAMÍREZ, D. 2002. “Sobre la crisis actual del conocimiento científico”. Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras. Barcelona [discurso de ingreso].
- REDCLIFT, M. 1987. *Sustainable Development: Exploring the Contradictions*, London, Methuen.
- SHIVA, V. 1989. *Staying Alive: Women, Ecology, and Development*, London, Zed Books.
- STERN, N. 2006. “Stern Review on the economics of climate change”. www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm
- UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). 2009. *Report of the individual review of the annual submission of Spain*. FCCC/ARR/2009/ESP

MARCEL CROCHET

Académico de la l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts
(Miembro de las Clases de Tecnología y Sociedad). Rector Honorario de la
Universidad Católica de Louvain



MARCEL CROCHET

Académico de la l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts
(Miembro de las Clases de Tecnología y Sociedad). Rector Honorario de la
Universidad Católica de Louvain

FORMATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Les défis de l'université sont nombreux : l'enseignement, la recherche, son éthique, les liens avec l'entreprise, la présence de l'université dans la société, le financement problématique de l'enseignement supérieur... J'ai choisi deux thèmes qui me sont chers et qui ont un lien avec le développement durable, les responsabilités nouvelles et les générations futures : celui de la formation que nous devrions offrir à nos étudiants et celui de la démocratisation de l'enseignement supérieur.

La première question que je désire aborder est la suivante : « Comment préparer les étudiants à trouver leur place au sein de la société de la connaissance et à affronter les défis d'un monde globalisé ? » Il est généralement admis que le monde évolue plus vite que l'université. Un livre consacré à l'histoire de l'Université de Louvain reproduit l'illustration d'un cours due à la plume d'un étudiant écossais de 1463. On y voit un certain maître Gisbert exposer le traité de physique d'Aristote. Il est assis dans une cathèdre, ses textes de base posés sur un rayon le long du mur, et ses notes, devant lui, sur un lutrin. Les étudiants sont assis à même le sol, sur de la paille qu'ils sont priés de renouveler régulièrement. La mine des étudiants ne semble pas particulièrement attentive et réjouie. La situation serait-elle fort différente si l'on photographiait aujourd'hui certains grands auditoires durant un cours ex cathedra ?

Ce questionnement n'est pas neuf. En 1967 déjà, un de nos grands économistes, Jacques Drèze, écrivait avec Jean Debelle, directeur du service d'études, un livre intitulé "Conceptions de l'université" qui reste entièrement d'actualité et qui, fait in-

téressant, leur avait été commandé par la Fondation Industrie Université¹. L'espoir de celle-ci était de mieux définir, je cite, « le rôle de l'université dans la formation des futurs cadres de la nation. » Dans ce livre, les auteurs comparaient diverses visions de l'université parmi lesquelles je voudrais évoquer celles de Newman et de Whitehead. Newman, dans un écrit datant de 1852, décrivait un rêve impossible. Pour lui, l'objet principal de l'université était l'enseignement. « Si je devais choisir, disait-il, entre une prétendue université, sans régime d'internat ni système de "tutors", qui décernerait ses diplômes à toute personne passant avec succès un examen sur des sujets très variés, et une université sans professeurs ni examens, qui se contenterait de faire cohabiter des jeunes gens pendant 3 ou 4 ans avant leur départ dans la vie, je préférerais sans hésitation l'université qui ne ferait rien à celle qui exigerait de ses étudiants la connaissance de toutes les sciences existantes. » Tout était fondé sur un système de "tutors" chargé de former l'étudiant au travail, à la réflexion, à l'élaboration de ses opinions. Nous ne sommes plus au 19^{ème} siècle et, fort heureusement, le public de l'enseignement universitaire s'est élargi, mais l'idée est intéressante. Il s'agit bien d'un rêve, mais si on ne peut rêver à l'université, où pourrait-on rêver ?

Quant à Whitehead, il publiait en 1929 un livre intitulé "Aims of education". Il n'y avait pour lui aucun obstacle à la présence de la recherche à l'université, acclamant déjà son caractère interdisciplinaire, parce qu'il voyait l'université comme un foyer de progrès. En matière d'enseignement, il mettait l'accent sur « l'acquisition imaginative des connaissances » et le besoin de « préparer l'étudiant à une vie d'auto-éducation permanente, au lieu de vouloir les doter d'un savoir définitif à utilisation permanente. »

Ces visions de la formation universitaire ont été écrites il y a 80 ans et plus mais sont-elles fort différentes de ce que nous devrions attendre de nos étudiants, alors que le champ scientifique a pris des proportions considérables ? En 1995, la Table ronde européenne des industriels publiait, sous la plume de Philippe de Woot un rapport intitulé "Education for Europeans. Towards the learning society". Il soulignait que le monde de l'éducation ne tient pas assez compte du changement majeur qui affecte l'entreprise et l'emploi. Evaluation de la qualité, mobilité des professeurs et des étudiants, connaissance des langues, réseaux d'universités, éducation tout au long de la vie, flexibilité des cursus, liens avec l'entreprise, telles étaient les priorités du rapport en matière d'enseignement supérieur. Je retiens tout particulièrement cette phrase : « Education is about learning, not being taught. » Ces priorités correspondent aux objectifs des universités qui désirent placer l'étudiant au centre de sa formation, créer un

1 Jacques Drèze et Jean Debelle, *Conceptions de l'université*, Institut Administration – Université, Fondation Industrie – Université, Bruxelles 1967

apprentissage actif et lui “apprendre à apprendre”. Il s’agit de susciter un rapport actif au savoir qui requiert de profonds changements de mentalité, tant chez les enseignants que chez les enseignés, et l’exercice de nouvelles compétences pédagogiques.

Le processus de Bologne n’aurait pu mieux aider l’université européenne dans la mutation nécessaire de l’enseignement supérieur. J’y vois personnellement trois axes qui permettraient d’améliorer la formation de ses étudiants. Le premier est l’adoption généralisée des crédits ECTS. C’est l’élément central du nouveau système sur le plan pédagogique : il est enfin reconnu que la meilleure mesure d’un enseignement n’est pas le temps de parole du professeur mais bien le temps de travail de l’étudiant. C’est une invitation à l’implication personnelle, au travail en groupe, à l’apprentissage actif qui suscite la passion d’apprendre. Dans un tel système, l’obtention d’un diplôme résulte de l’accumulation de compétences sanctionnées par des crédits. Il permet l’orientation progressive ; il encourage la formation tout au long de la vie, la reconnaissance des acquis, la mobilité et les passerelles entre les divers systèmes d’études. Le deuxième axe est l’adoption d’une articulation entre deux diplômes. Le premier cycle permet de délivrer un diplôme complet qui confère un certain niveau d’employabilité. Moyennant certaines conditions, l’étudiant dont les choix ont mûri devrait pouvoir changer d’orientation entre les deux cycles ou encore revenir plus tard à l’université pour une seconde maîtrise. Le troisième axe est la mise en place d’une culture de la qualité dans l’ensemble des institutions associée à des procédures d’évaluation cohérentes pour toute l’Europe.

Un réel défi pour l’université est de s’engager dans ces nouvelles voies. Les associations d’étudiants, souvent conservatrices, ont posé des exigences pour faire en sorte que le système “Bologne” diffère peu du précédent tandis que certaines administrations universitaires résistent au changement et ne permettent pas encore toute la capacité de transformation que sous-tend le processus. Alors que Diana Laurillard², spécialiste reconnue de la pédagogie universitaire, écrit « Au terme de 800 ans de tradition universitaire qui les légitimise, n’est-il pas temps de mettre au rebut l’enseignement ex-cathedra ? », il m’a été confirmé récemment que beaucoup d’étudiants préfèrent ces cours ex-cathedra à une formation plus active parce que, pour eux, c’est plus facile. Il est vrai aussi que les moyens financiers dont bénéficient nos universités ne leur permettent pas toujours de réaliser leurs rêves pédagogiques. Il s’agit là d’un autre défi que je n’aborderai pas ici.

2 Diana Laurillard, *Rethinking University Teaching*, Routledge, 1993

Les progrès en pédagogie universitaire sont heureusement tangibles, grâce en particulier à l'utilisation des technologies de l'information. Je connais personnellement plusieurs professeurs qui se sont résolument engagés dans de nouvelles voies. Je pense que la mutation de la formation universitaire est un défi majeur mais je voudrais cependant citer la dernière phrase du livre de Drèze et Debelle : « Comment passe-t-on de l'idée à la réalisation, quand nos mécanismes automatiques de sanction des erreurs font défaut ? Ceux qui se préoccupent de l'avenir de l'université devront sans doute aussi réfléchir à cet aspect des choses. » Peut-être serait-il opportun, dans l'établissement des classements internationaux, d'ajouter une évaluation de la "bonne formation" donnée aux étudiants, mais elle n'est pas encore disponible.

Le second défi que je désire évoquer concerne la démocratisation de l'accès à l'université. En 1964, les sociologues Bourdieu et Passeron soulignaient déjà l'influence de l'origine sociale sur la carrière scolaire des étudiants et la reproduction des classes dirigeantes. Il y a huit ans, j'avais demandé à un groupe de travail d'évaluer la situation dans nos universités. Un article publié en décembre 2008 m'a permis de vérifier que, bien malheureusement, les conclusions de l'époque restent d'actualité.

La question posée est la suivante : l'enseignement supérieur connaît-il une démocratisation ? Pour pouvoir y répondre, il faut définir ce que l'on entend par démocratisation. Les spécialistes distinguent la démocratisation quantitative de la démocratisation qualitative. La première concerne l'accroissement du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur. Elle est évidente : de 1987 à 2007, le nombre total d'étudiants en Communauté française de Belgique a augmenté de 32%. La démocratisation qualitative, quant à elle, a trait à la représentativité de groupes sociaux au sein du public étudiant.

Commençons par une observation positive qui concerne la féminisation. En 1987, les femmes représentaient 43% des effectifs étudiants et, en 2007, 53%, ce qui constitue une évolution forte et rapide, avec cependant des variations notables en fonction des disciplines : les jeunes filles s'inscrivent plus volontiers en psychologie et en médecine qu'en sciences dures. Chez les ingénieurs, le pourcentage d'étudiantes ne dépasse guère 15% depuis de nombreuses années. En fait, c'est essentiellement l'accroissement du nombre de femmes à l'université qui a accéléré la démocratisation quantitative.

La démocratisation qualitative pose un problème majeur en ce qui concerne la représentativité des groupes socio-économiques tant il est clair que l'enseignement

supérieur, et tout particulièrement l'université, accueille majoritairement des jeunes de groupes sociaux favorisés. En quoi consiste une démocratisation réussie ? Le pourcentage d'appartenance des étudiants à un groupe socio-économique donné devrait être le même que le pourcentage d'appartenance de l'ensemble des citoyens au même groupe socio-économique, ce groupe étant défini par exemple par les revenus de la famille ou encore par le niveau d'instruction des parents. Une difficulté réelle est de disposer de données suffisantes pour un diagnostic précis. Par discrétion, les institutions universitaires hésitent en effet à s'enquérir du niveau socio-économique de leurs étudiants. Il n'empêche que les données disponibles convergent et que des conclusions valables peuvent en être tirées.

Je me limiterai ici aux données relatives au niveau d'instruction des parents. Elles ont été obtenues sur base d'enquêtes étalées sur de nombreuses années à l'Université catholique de Louvain. Elles concernent l'université et non l'enseignement supérieur des hautes écoles hors université. En 1999, la population belge masculine âgée de 39 à 59 ans comptait 10 % d'universitaires. Parmi les pères d'étudiants de première génération, on en comptait 42 %. En 1999, cette même population comptait 20% d'hommes qui n'avaient pas dépassé le niveau d'enseignement primaire, pour 3 % seulement parmi les pères d'étudiants. Le problème s'aggrave encore lorsqu'on examine les taux de réussite en première année où l'on constate que la formation des parents, et tout particulièrement de la mère, a un impact majeur. Les statistiques montrent en effet que 60% des étudiants dont la mère est universitaire réussissent leur première année sans redoublement tandis que ce chiffre est de 19% lorsque le diplôme de la mère ne dépasse pas le niveau primaire.

Les causes de telles inégalités sont multiples. Il faut citer d'abord le fait que, parmi les jeunes qui ne s'inscrivent pas à l'université, nombreux sont ceux qui n'ont pas obtenu le certificat d'enseignement secondaire. Pourquoi ? On peut avancer un déficit de conditions sociales et culturelles favorables au travail intellectuel, le manque d'information, d'expérience ou de conseil face aux problèmes à l'école ou encore l'absence d'horizons autres que la situation sociale de départ. Le non-choix de l'enseignement supérieur, plus marqué dans les milieux modestes, pourrait être aussi le fruit de facteurs tels qu'une trajectoire scolaire dans des options peu propices à la poursuite d'études supérieures et le coût des dépenses extra-scolaires liées à la poursuite des études. Il faut citer aussi les représentations qu'ont les jeunes et leur famille de la vie étudiante, des possibilités d'accès, des chances de réussite, des perspectives d'avenir et des débouchés possibles ou encore, le mirage de la réussite matérielle en dehors de tout cadre de formation.

Comme le dit le titre d'un livre récent d'Aziz Senni, « l'ascenseur social est en panne ». La situation est grave. Comment sera-t-il possible de réussir un développement durable sans qu'une partie importante de la population ne puisse acquérir la formation nécessaire à l'exercice de responsabilités au sein de la société ? Cette question concerne tout particulièrement la population immigrée. Je pense que l'université, les académies et les pouvoirs politiques devront très rapidement imaginer ensemble des solutions pour résoudre le défi majeur que constitue l'égalité des chances face à l'éducation.

RICARDO DÍEZ HOCHLEITNER

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Presidente de Honor del Club de Roma



— RICARDO DÍEZ HOCHLEITNER —

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras
Presidente de Honor del Club de Roma

DESAFÍO PLANETARIO, DESARROLLO SOSTENIBLE Y NUEVAS RESPONSABILIDADES HUMANISMO Y ECONOMÍA

Excmo. Sr. Presidente de la Real Academia de Ciencias, Letras y Bellas Artes de
Bélgica,
Excmo. Sr. Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de
España,
Excmos. Sres. Académicos,
Distinguidas Señoras y Señores,

Ante todo mis más respetuosos y cordiales saludos a todos Vds., en esta ciudad
corazón de la Unión Europea que ha de servir para contribuir a construir un mundo
mejor. Y mi gratitud muy sincera a los organizadores de este significativo encuentro
por dar la oportunidad a este viejo trotamundos para poder dirigirme a todos Vds.

Pretendo hablarles algo sobre Humanismo y Economía empezando por afirmar
que el papel de la cultura en nuestro tiempo es un asunto clave en los comienzos del
nuevo siglo. No se trata solamente de acceder -desde el nivel de sabiduría alcanzada
hasta ahora por la Humanidad- a un amplio conocimiento junto a proclamar valores
fundamentales y de alcance universal de la cultura en nuestro tiempo, sino también
y sobre todo de llevarlos a la práctica de forma coherente y continuada al servicio
del bienestar, la paz y el progreso de todos. A tal fin, se requiere fundamentalmente
una sólida visión global, interdisciplinaria y a largo plazo que logre inspirar las
múltiples acciones locales de todos los ciudadanos en el marco global de nuestro
planeta.

Desde esa visión global de la cultura, literaria y científica, así como de un humanismo en el marco de una posible futura civilización de lo universal, urge contribuir al diálogo hasta lograr una activa convergencia global de las muchísimas identidades culturales que conviven en el mundo. Para ello, es desde luego esencial respetar plenamente la dignidad humana y los valores éticos de convivencia y de paz, siempre convergentes entre todos los hombres de buena voluntad, a cuyo fin lo que importa es el reencuentro y el diálogo universal de culturas y creencias que aporten razones sólidas para la esperanza.

Una mirada retrospectiva sobre la historia de la Humanidad muestra los indudables inmensos logros materiales y culturales conseguidos a lo largo de una muy difícil trayectoria a través de muchos siglos. Sin embargo, también muestra cuantas veces ha sido gravemente quebrado ese quehacer por culpa de la ignorancia, del egoísmo y de los más bajos instintos, en un mundo cargado de intereses en conflicto.

Y ahora, más concretamente, estamos ante un futuro que anuncia de forma perceptible el final de una era y el amanecer de una nueva cultura de perfiles aún inciertos. Efectivamente no estamos tan sólo ante una difícil encrucijada debido a la muy grave crisis financiera aún activa, sino ante una nueva coyuntura política, económica, social y cultural de gran alcance. También y muy probablemente, estamos ante la más ambiciosa y difícil transición hacia una sociedad interdependiente, orientada hacia una inexorable globalización en todos los órdenes. En consecuencia y gracias al cada vez más fácil acceso a la información, base del conocimiento, comienza a existir afortunadamente una creciente conciencia por parte de los ciudadanos sobre esta nueva realidad. Sin embargo, al mismo tiempo se observa también la búsqueda renovada de la propia identidad así como una mayor resistencia a tantos cambios.

Parece ser que antes nos bastaba con saber que cultura es, al decir del diccionario, el “conjunto de conocimientos que posee una persona como consecuencia de ejercitar sus facultades intelectuales”, o bien “un modo de vida, conocimientos y desarrollo artístico, científico y económico de un pueblo o de una época”, como garantía del verdadero Humanismo.

En cambio, hoy en día es imprescindible comprender que población, medio ambiente, economía, desarrollo sostenible, trabajo, industrialización, tecnología, política y valores, son, entre otras muchas más, variables inseparables de la cultura así como de la ecuación que está en el centro de las incertidumbres sobre el futuro de los hombres. Ello es así tanto más que la complejidad de sus mutuas interacciones obliga a tratar estos elementos en su conjunto. El reconocimiento de la globalización o mun-

dialización de los más diversos fenómenos, así como el sentido de responsabilidad ante el futuro se han generalizado y son clave en la búsqueda de un nuevo humanismo que logre engendrar una “real utopía” que alimente una autoridad moral para poder hablar en nombre de lo más noble del espíritu de los hombres.

Por lo que se refiere a la cultura, su globalización actual ocurre de forma preponderante en materia de ciencia y de tecnología. También es cierto que se va abriendo paso una civilización de lo universal, sobre todo desde los usos y costumbres occidentales. Sin embargo, este proceso globalizador de la cultura está aún dramáticamente falto de la necesaria visión y práctica integradora de las ciencias con las humanidades, así como de la economía dentro de un enfoque más universal.

La cultura propiamente humanista, que se relaciona sobre todo con la filosofía y el estilo de vida, con las creencias, con las bellas artes, con la literatura o las lenguas, no es primordialmente finalista y no está, por lo tanto, prioritariamente al servicio del desarrollo económico.

Las humanidades son, más bien, el indispensable caldo de cultivo de la investigación científica y de la creatividad en general. Estas últimas son, a su vez, la fuerza innovadora que da origen a una tecnología, puesta luego al servicio del bien o del mal por los hombres. La necesidad ahora imperativa es tratar de lograr que la tecnología contribuya a un bienestar humano y social generalizado y sostenible para las próximas generaciones mediante el cultivo de valores éticos. La cooperación activa de los científicos e intelectuales a esta tarea no se puede hacer esperar, tanto más que un humanista sin conocimientos científicos y tecnológicos básicos es, en cierto modo, un analfabeto, de la misma manera que un economista, un ingeniero o un científico sin la debida cultura humanista puede llegar a ser una persona incluso peligrosa en sus actuaciones profesionales.

En el siglo XVIII, Diderot junto a un grupo de sus amistades y asociados, pretendieron poner por escrito, en una serie de volúmenes, nada menos que todo el conocimiento humano. Hoy en día, en cambio, hasta los más eruditos saben que tienen que auto limitarse a algún ámbito concreto del saber, si bien desde una visión lo más amplia y global posible. Eso condiciona la manera de pensar sobre lo concreto y local desde los entrelazamientos e interdependencia en el marco de lo global. Ese conocimiento especializado influye, desde luego, en nuestra manera de ver el mundo y de ahí también que frecuentemente hablemos de lo global y de la globalización, aunque honestamente no alcancemos a dominarlo y comprenderlo como es debido y quisiéramos lograr hacerlo.

El pluralismo cultural constituye, por lo tanto y en todo caso, una cultura en sí mismo y seguramente es la mejor expresión de la realidad política, social y económica de la mayor parte de los estados modernos.

Sin embargo, la tolerancia es esencial en ese pluralismo porque permite comprender y ponerse en el lugar de los demás. Ante esa realidad, la educación debe jugar, cada vez más, un papel determinante en favor de la tolerancia y de la paz gracias a la socialización y la formación cultural de cada individuo. Actualmente, la educación tiene que contribuir a alumbrar, desde el corazón de cada persona, una sociedad mundial, además de promover la convivencia desde la cohesión social en cada país, así como el desarrollo económico y social. Esta difícil tarea tiene que ser asumida cuanto antes desde la perspectiva de una educación para el siglo XXI, para las futuras generaciones.

En el cumplimiento de tan perentoria misión, la Universidad debería recuperar, por su parte, su vocación universal con una cada vez más amplia percepción e investigación de los problemas de alcance planetario. Ello exige, a su vez, un mayor ejercicio de la interdisciplinariedad junto con una profundización en las respectivas raíces culturales. En todo caso, la escuela tiene que empezar por contribuir, por su parte, a promover las bases de una cultura abierta a todos desde la comprensión y la cooperación. De ahí que la formación para la tolerancia y para la solidaridad sea prioritaria en la educación para este tercer milenio ya iniciado, coadyuvando a la globalización de lo mejor de las diversas identidades culturales en beneficio de una común base cultural para todos los pueblos deseosos de paz.

Ante tan primordial tarea, los educadores todos debieran ser conscientes de la lamentable violencia que existe en el seno de prácticamente toda cultura y deben plantearse cómo combatirla con criterios para la paz. Sin embargo, los enfoques educativos más generalizados parten aún de enseñanzas sobre conflictos de los que la gente sale victoriosa o vencida. La violencia y el derramamiento de sangre se asocian, por lo tanto, demasiado a menudo con cuadros heroicos que celebran la gloria del conflicto dominado, a su vez, con violencia y sangre. Desde los círculos infernales de Dante hasta las pinturas de los templos hinduistas de Bali, nuestra mente sigue repleta de imágenes de violencia. Ante tanta violencia necesitamos invocar a las musas para inspirar a nuestros poetas y pintores para que inventen e ilustren esperanzas y utopías que vayan más allá de la paz bucólica para iluminarnos con la viabilidad de una paz global, mundial. Por ejemplo, en la lengua Masai, se emplea la misma palabra para *paz* que para *belleza*. El enlace de estos dos términos provee un mensaje subliminal muy importante, a saber: **Sin paz no hay belleza.**

Por todo ello también habrá que tratar de aclarar a qué paz nos referimos. Hablar de la paz está muy bien, desde luego, pero ¿qué entiende cada uno por ello? ¿Nos referimos a la paz de los muertos y a la paz del silencio, de la sumisión, de las dictaduras, es decir a una paz pasiva? Lo cierto es que la paz es tan indivisible como la libertad: O bien todos se benefician de una paz atenta a esa diversidad de factores o no se logra la paz. Y eso hay que decirlo también frente a la xenofobia, la marginación y, muy particularmente, frente al odioso terrorismo que ya se extiende por doquier.

En resumen: Cuando hablamos de paz o de violencia y de guerras, nos estamos refiriendo a la paz frente a los terroristas, a los bandoleros, a los secuestradores, a los narcotraficantes, a los proxenetas, y a muchos otros trágicos actores de la muerte, todos ellos parte de la misma ralea junto con los racistas, xenófobos o integristas y fundamentalistas intolerantes.

Ante la ausencia de un conflicto mundial, también pudiera parecer que el mundo está en paz. ¡No!: El mundo está cargado de conflictos. La paz verdadera tiene que caracterizarse por ser activa, resultado del diálogo en convivencia, de la lucha eficaz contra la pobreza basada en la cooperación desde la solidaridad y la tolerancia, o sea y sobre todo desde el respeto hacia los demás, cualquiera que sea su ideología o creencia (religiosa o agnóstica), gracias a una conciencia profunda sobre la inviolabilidad de la dignidad humana individual y colectiva. ¿Es a todo eso a lo que nos referimos? En tal caso y para servir esa paz en el seno de cada país hay que asegurar la libertad y consiguiente democracia, que comience con elecciones plenamente libres. A partir de ahí necesitamos democracias realmente participativas por parte de todos los ciudadanos e incluso también anticipatorias, es decir, que expliciten su respectiva visión y metas de futuro en vez de limitarse casi siempre a programas a corto plazo, concretamente al correspondiente periodo legislativo. Pero, además, una democracia, que merezca actualmente tal nombre, requiere asegurar un desarrollo sostenible, de hombres viviendo en armonía con la naturaleza, es decir: Un desarrollo sostenible, viable, de progreso y bienestar, que además debe ser social y humano.

Desde la observación mundial de los grandes problemas y desafíos, resulta que el contravalor que está cada vez más en auge -causa de tanta violencia y falta de paz- es el egoísmo. Por cierto que el egoísmo va siempre de la mano de la ignorancia supina, aunque sean gentes con muchos títulos, del mismo modo que, por contraposición, el conocimiento contribuye siempre a la solidaridad si se aprovecha a la hora de resolver los problemas.

Por eso es que queremos una educación que forme, desde luego, sobre nuestros orígenes, devenir, realidad presente y futura posibles, además de una educación que

permita alcanzar una cultura integral, tanto literaria como científica y tecnológica, incluidas las nuevas tecnologías, a fin de superar el actual analfabetismo funcional de muchos supuestos hombres cultos. Eso es lo que debería constituir el papel de la cultura en el entramado del mundo de hoy y del mañana: Acceder no sólo al conocimiento sino también, y a ser posible, alcanzar la sabiduría y superar el egoísmo. Si no fuéramos tan ignorantes en nuestras actuaciones egoístas, nos daríamos cuenta que la cooperación y la solidaridad (el amor para con el prójimo) la tenemos que ejercer aunque sea por interés propio, es decir por “egoísmo ilustrado”. Salud, nutrición, agua potable, trabajo, energías renovables, etc. son necesidades básicas y, para todo ello, se requiere igualdad de oportunidades en materia de educación. Por eso conviene eduquemos no sólo para la solidaridad sino simple y claramente para la paz “entre los prójimos” y en el seno de la familia, en el seno de cada sociedad, con mutuo respeto para lograr la convivencia. De ahí también que la educación para la paz tenga que partir, sobre todo, de una formación básica y permanente en valores éticos y morales, inspirados por una historia re escrita en torno a los pacificadores, es decir de quienes merecen ser vistos como los verdaderos héroes de la historia universal.

Esa paz entre pueblos, culturas, ideologías y creencias necesita, desde luego, del poder de la palabra, de la literatura, de las obras cumbres de la humanidad. Sin embargo, hay que poner mucha atención a las palabras que elegimos y usamos, cualquiera que sea el idioma. Cada palabra se distingue y cobra fuerza por su forma, si bien lo más importante es su contenido, empezando por su etimología, la cual nos adentra su significado, en su alma.

Y a propósito de las lenguas, desde el Renacimiento ha habido proyectos dignos de admiración para crear idiomas internacionales. El esperanto fue un destello brillante durante algún tiempo. No necesitamos elegir un idioma global único, aunque ahora utilicemos el inglés a modo de “esperanto instrumental mundial”. A mi modo de ver, el único lenguaje universal aceptable por excelencia son las Bellas Artes, en general, y la música, en particular, la cual nos habla a todos con sus mensajes, los cuales llegan directamente al cerebro y, sobre todo, al corazón.

Lo que sí precisamos es aprender otros idiomas para obtener una mayor sensibilidad y comprensión hacia otras culturas y a sus gentes y, puesto que todas las escuelas deben llegar a ser islas de paz, sus planes de enseñanza deberían incluir al menos un segundo idioma y formar para la convivencia desde el respeto hacia las demás culturas del mundo.

A la vista de todo lo ya dicho, creo que las instituciones y empresas en el siglo XXI serán, sobre todo, lo que quieran sus propios directivos lleguen a ser y reflejarán

en buena medida la respectiva visión, voluntad, capacidad y valores de esos hombres y mujeres puestos en los puestos a su cargo. Por consiguiente y desde su parte alícuota, las empresas tienen que ser solidarias con el devenir futuro de los hombres en su dimensión local o global.

Por si ello fuera poco, las empresas de futuro no sólo tenderán cada vez más a expandirse en el seno de su país de origen hasta alcanzar la necesaria «masa crítica» del mercado, sino que también tenderán a internacionalizarse. Se trata de convertirse en empresas transnacionales en función de ámbitos culturales afines, mercados complementarios o alianzas entre competidores y suministradores, tanto más ante el fenómeno de la creciente globalización en curso y las nuevas tecnologías de la información las cuales facilitan las finanzas, la información compartida, el comercio y aún la gestión industrial, todo lo cual ofrece un potencial extraordinario de desarrollo pero también requiere, por lo mismo, una gestión mucho más exigente que nunca ante la gran complejidad y las incertidumbres frecuentes que rodean las perspectivas de futuro.

Una empresa sostenible, cara al futuro, tiene que aprender a convivir en armonía con “el paisaje y el paisanaje” de su entorno, es decir de los stakeholders, además de los shareholders.

La evolución de la economía de libre mercado nos ha enseñado durante las recientes décadas que el éxito de una empresa ya no se puede medir tan sólo por sus resultados comerciales, pese a ser ello muy importante. La grave crisis financiera de nuestros días, con sus consecuencias tales como el déficit público y el creciente gran desempleo, obligan a un replanteamiento de la formación junto con un urgente reciclaje de los directivos empresariales así como de los respectivos miembros de los Consejos de Administración de las empresas, de tal modo que se pueda establecer el deseable Gobierno Corporativo a fin de que esas empresas se conviertan no sólo en motores de la economía y núcleos vitales de una prosperidad material, social y de convivencia democrática, sino también portadoras de la justicia y protección social, además de la humanización del trabajo, la solidaridad, la cooperación, el progreso tecnológico, el saber humano y la libertad en democracia. Todo ello se requiere tanto más ante el actual proceso irreversible de globalización, lamentablemente centrado aún sobre todo en redes de las grandes empresas multinacionales, mientras que la verdadera globalización de un mañana ya próximo deberá ser altamente beneficiosa para lograr una Humanidad realmente solidaria desde numerosos valores y metas comunes, con creciente respeto a las diferencias étnicas y a las respectivas raíces culturales.

De lo que se trata en esencia es precisamente que todos los empresarios deben transformarse en verdaderos líderes empresariales con un sentido social, innovador, cultural, tecnológico y ecológico, impregnados de valores éticos, de tal modo que logren garantizar el futuro y la rentabilidad de sus respectivas empresas a largo plazo, tanto más en el marco de la difícil coyuntura actual. Todo ello exige ciertamente visión, realismo, decisión y valores profundamente arraigados. En todo caso, bien puede decirse que cuando falta visión, es decir perspectiva global y a largo plazo desde la concreta realidad local, cualquier empresa humana está condenada a fenecer. Del mismo modo que, frente a las vanas ilusiones voluntaristas es imprescindible apoyarse en los datos y hechos concretos con realismo, también es preciso tener el valor de actuar con decisión, arriesgar lo necesario y perseverar frente a las vacilaciones tentadoras: Siempre con coherencia entre los valores proclamados y los realmente ejercidos, sobre todo en estos tiempos de dudosa perseverancia. Así se garantizará también la imprescindible cooperación (*partnership*) entre trabajadores, directivos, empresarios y consejeros de cada entidad empresarial.

Esa compleja y a menudo inmensa tarea es la propia de todo directivo y ejecutivo empresarial. Al fin de cuentas, la dirección empresarial es la tarea de servir al desarrollo humano desde la concreta iniciativa, preferentemente privada, de una empresa y gracias a la creación continuada de riqueza con equidad, libertad, madurez profesional, noble corazón y capacidad de sacrificio. Ello implica, a su vez, que tales directivos sean capaces de eficacia organizativa dentro de un marco siempre democrático, con amplios sistemas internos de comunicación, junto con una política continuada de apoyo decidido y práctico en favor de la innovación y de la creatividad en libertad. A su vez, condicionante de todo ello es, sin embargo, un enfoque intercultural e interdisciplinario desde las humanidades, la ciencia y la tecnología en la formación continuada para la promoción de todos los profesionales competentes y plenamente dedicados a la empresa, como ya lo he comentado antes .

Tales son a mí entender, a muy grandes rasgos, algunos de los más importantes objetivos a los que debemos aspirar como razones profundas para una sólida esperanza de futuro en la medida en que los altos directivos empresariales así como los miembros de los consejos de administración tengan plena conciencia de su deber y grandes posibilidades de ejercer con éxito la responsabilidad social en la empresa (RSE). Por lo tanto, en éstos tiempos difíciles es imprescindible lograr entre todos la transición hacia una Economía impregnada de Humanismo como máxima garantía para encaminarnos a un futuro de óptimo desarrollo económico y social, realmente sostenible. Ello servirá además para la fundamental formación y estímulo de los potenciales jóvenes emprendedores, los cuales han de tomar en sus manos el relevo de cara a un

mundo que tiene en ellos una de las más importantes razones para la indeclinable gran esperanza de un nuevo y brillante amanecer.

En ese sentido, las fundaciones privadas, expresión paradigmática de lo mejor del sentido de responsabilidad y de colaboración de las empresas con la sociedad son, cada vez más, instrumentos al servicio de la gobernabilidad en los más diversos campos. De ahí también puede surgir muy pronto el deseable *dialogo* para la cooperación entre gobiernos, empresas y la sociedad civil en sus múltiples expresiones institucionales. Ello debe contribuir tanto a la gobernabilidad del mundo como a atajar la pobreza, tarea que debe ser prioritaria en nuestros días, entre los muchos problemas urgentes de alcance global, dadas las preocupantes disparidades económicas en aumento entre países así como en el interior de los países.

Lo cierto es que aún tenemos un largo camino por recorrer para que la actual sociedad de la información llegue a ser la sociedad del conocimiento que con no poca petulancia muchos pretenden ya hemos alcanzado a convertirnos, por no hablar de lo muchísimo que nos falta para acercarnos a. la sociedad de la sabiduría, de la solidaridad y de la cooperación para un desarrollo sostenible, a la que siempre debemos aspirar como meta última.

En suma: La empresa ya no puede considerarse un ente aislado, de espaldas a las vicisitudes que experimenta el conjunto de la sociedad. Por eso mismo tampoco es posible separar lo empresarial de lo educativo, científico, tecnológico, cultural y social. Esas actividades tienen que formar parte de la deseable nueva cultura empresarial, gracias a la cual se logren los legítimos objetivos de producción, comercialización y progreso que contribuya a reforzar la sociedad civil en todas sus facetas. Tal es el deber de conciencia y la oportunidad de ejercer un liderazgo en el gobierno de las empresas sostenibles y altamente rentables para bien de todos.

Las empresas son, deben ser y van a ser, cada vez más, agentes de cambio económico y social global; plataforma del necesario diálogo de las culturas (desde la diversidad de identidades culturales y convicciones), en un clima de tolerancia y solidaridad que destierre al terrorismo y promueva la paz y el desarrollo. Tal es la mejor manera de insertar las empresas de manera positiva en el inexorable proceso de globalización en marcha y convertirse, en consecuencia, en destacadas portadoras de la esperanza que el mundo requiere.

Yo, por de pronto, quiero rendir hoy aquí un muy sincero tributo de admiración, afecto y agradecimiento a aquellos directivos y ejecutivos empresariales destacados por su labor como ciudadanos y empresarios, como creadores de riqueza al servicio de

un desarrollo sostenible cada vez más humano y social, que ha de situar a sus empresas entre las más rentables, socialmente más eficaces y respetadas por los ciudadanos de todo el mundo.

Para terminar recurro finalmente a las inspiradas palabras de Charles Dickens: “Esta es la peor de las épocas, aunque también es la mejor de las épocas; Es el tiempo de la locura, pero también es el tiempo de la lucidez. Es el invierno de la desesperación y, a la vez, es la primavera de la esperanza; No tenemos nada ante nosotros y, sin embargo, lo tenemos todo ante nosotros”.

COLOQUIO

JOAN-FRANCESC PONT CLEMENTE

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras



— JOAN-FRANCESC PONT CLEMENTE —

Académico Numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

*Autoridades en la Mesa,
Señoras y Señores,*

En algunas de las intervenciones de esta sesión académica hispano-belga, la reforma del sistema universitario ha tenido un papel muy relevante, precisamente, porque el buen funcionamiento de la universidad es una de nuestras *responsabilidades* ineludibles. En el trasfondo de las propuestas escuchadas late la frase de José Ortega y Gasset (1883-1955), para quien *no basta que algo sea necesario (...) a lo mejor, aunque necesario, supera prácticamente las necesidades del estudiante, y sería utópico hacer aspavientos sobre su carácter de imprescindible (...). No se debe enseñar, sino lo que se puede de verdad aprender*¹.

La educación de las nuevas generaciones y la educación a lo largo de toda la vida distan de haber alcanzado los niveles de universalidad y de calidad mínimamente aceptables y, además —en las palabras recién pronunciadas del profesor Gil Aluja— *han de conseguir abrir las conciencias a las necesidades actuales*. En la Historia compartida entre Bélgica y España brilla con luz propia la figura de Francisco Ferrer y Guardia (1859-1909) cuya memoria conservan, simbólicamente, dos monumentos idénticos: uno, erigido el 5 de noviembre de 1911, situado hoy en la Avenida Franklin Delano Roosevelt, ante la Universidad Libre de Bruselas, otro, réplica del anterior, inaugurado el 13 de octubre de 1990 por Pasqual Maragall y Freddy Thielemans, en

¹ “Misión de la Universidad”, en *Obras Completas*, Madrid, 1947, Vol. IV, pág. 334.

la montaña de Montjuïc, no lejos de los fosos en los que Ferrer fue fusilado por haber substituido la fe por la confianza en el porvenir, por haber defendido la educación y no la sumisión del pensamiento, por haber propugnado una ética civil basada en la autonomía moral como superación de los caducos estereotipos y prejuicios nacidos de la ignorancia y de la superstición². El sacrificio de Francisco Ferrer hermano Bélgica y España a través, entre otros, de los discípulos de Karl Christian Friedrich Krause (1781-1832), los librepensadores, que en Bruselas habían creado la Universidad Libre y en Madrid, la Institución Libre de Enseñanza; y lo siguen haciendo hoy desde la militancia humanista.

El Barón Philippe de Woot ha atacado con valentía la *amoralidad* del sistema de competencia de mercado y ha tachado los dogmas de la Escuela de Chicago como una *obscuridad*. Ha reivindicado gráficamente y expresamente la necesidad de un retorno a la Ética (*back to Ethics!*). Comparto su idea de impregnar la Economía de sentido ético, pero no sé si hallaríamos referentes en el pasado de un capitalismo ético; más bien creo que la Ética como luz de la Economía –a través del cauce del Derecho– es una opción para el futuro. Hagamos lo posible, pues, para ganar el combate de la Ética en la construcción de un sistema económico respetuoso del ser humano (quizás el lema debería ser *forward on Ethics!*). En esta línea se manifiesta el último libro del premio Nobel de Economía Amartya Sen titulado, quizás ante la sorpresa de algunos, *La idea de la Justicia*³. Un economista laureado se introduce sin complejos en una indagación sobre la justicia y al hacerlo provoca una doble y conveniente ruptura con algunos conceptos generalmente aceptados para proponer que la Economía como ciencia social⁴ se halla impregnada de las referencias axiológicas de cada sociedad y que el Derecho no tiene el monopolio para la definición de la Justicia.

El Barón Philippe de Schoutheete de Tervarent nos ha recordado *la frustración post-colonial* como un elemento perturbador del diálogo entre la Unión Europea y los antiguos territorios sojuzgados por una u otra metrópoli. La investigación sobre los crímenes cometidos en nombre de la civilización no viene más que a añadir dolor e intensidad al desencuentro entre el Norte y el Sur. Amartya Sen, en la estela de Adam Smith, propone atender al *espectador imparcial* que contempla nuestros actos, con una perspectiva distante, es la *mirada del otro* sobre nosotros mismos la única que

2 Hoy nadie sensato duda de que la ejecución de Ferrer fue un crimen de Estado. En cualquier caso, no puede dejar de recordarse la investigación independiente –*la mirada del otro*, desde la distancia, precisamente– realizada en 1910 por William Archer para el *McClure's Magazine* en Londres. Una versión catalana, *Vida, procés i mort de Francesc Ferrer i Guàrdia*, fue publicada en 1935 por la Editorial Atena de Barcelona.

3 Amartya Sen: *The idea of Justice*, Penguin Press, 2009 / *La idea de la Justicia*, Santillana, Madrid, 2010. La obra está, justamente, dedicada a la memoria de John Rawls.

4 Cfr. mi contribución al homenaje póstumo al profesor Barre, “Cuando la Economía era aún una ciencia social”, *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras*, Vol. XXXI, Curso 2008-09, págs. 53-58 *passim*.

puede arrancarnos del provincianismo de nuestra enfermiza autosatisfacción. La mirada del otro no tiene porque ser certera, pero siempre es ilustrativa, y es uno de los remedios contra el nacionalismo, una de las peores manifestaciones de provincianismo y de repliegue hacia lo que consideramos *nuestro* como una forma de huida de lo que, erróneamente, tachamos de *ajeno*. Coincido, plenamente, con nuestro compañero de Academia, Mohamed Laichoubi, cuando hace unos instantes advertía de las *trampas* que acechan en el diálogo entre los pueblos. En efecto, en el cruce de miradas no vemos lo mismo. Si en el seno de la propia Unión Europea, hallamos diferentes y aun contrapuestas visiones de la Historia del Continente que hacen muy difícil compartir un mismo presente, no cuesta imaginarse la práctica imposibilidad de que, por ejemplo, las dos riberas del Mediterráneo se entiendan bajo un esquema conceptual común. No podemos, sin embargo, como científicos y como defensores de la libertad de la ciencia y de la conciencia, renunciar al combate cotidiano por descubrir el significado de la mirada del otro. Sólo si empezamos, poco a poco, a ver lo mismo podremos concebir, proyectar y construir un relato compartido de nuestro porvenir.

A este proceso, el profesor Ramírez, con una metáfora de Edgar Morín⁵, ha sugerido hoy denominarlo *metamorfosis*, un cambio radical compatible con la conservación de lo que merece permanecer. Y Diez Hotchleitner, congruentemente, ha abogado por un *nuevo humanismo*. Ambos compañeros de la Academia apuestan por convencernos, con toda razón, de la importancia de aprender las lecciones de la crisis en la que todavía nos hallamos inmersos si no queremos repetir la historia. En este mismo sentido acaba de pronunciarse en su libro más reciente el profesor Juan Tugores entre cuyas recomendaciones figuran la recuperación del ahorro y de la austeridad como valores, la importancia de una regulación prudente e independiente de los mercados y la reivindicación de la cooperación como un medio, a menudo, más eficiente que la competencia, en un entorno institucional de alta calidad, desgraciadamente muy alejado del que sufrimos⁶.

Tengo para mí que somos esclavos de la *utilidad inmediata*, una sujeción intelectual y afectiva que imposibilita la imaginación al servicio del progreso. El corto plazo es el peor enemigo del futuro de una familia, de una institución o empresa o de un país. Salvo excepciones, nuestra clase política se ha puesto al servicio de una *democracia de baja calidad*, que actúa, sobre todo, como reacción a las noticias difundidas en tiempo real y transmitidas por los teléfonos móviles. Una política de cortísimo plazo sólo motiva la desafección de los ciudadanos y el refugio en cualquier fórmula, legal o ilegal, de *salvación individual*. La profundidad de la crisis en algunos países

5 Cfr. Edgar Morín: "Elogio de la metamorfosis", en *El País*, 17 de enero de 2010.

6 Cfr. Juan Tugores Ques: *Crisis: lecciones aprendidas... o no*, Marcial Pons, Madrid, 2010, págs.. 102-108, *passim*.

Europeos tiene mucho que ver con el alejamiento de lo público y con el desprestigio de la lealtad con las instituciones como uno de los ejes de una sociedad buena.

El tema del encuentro hispano-belga que celebramos llama a la definición de *nuevas responsabilidades*. Permítanme que ensaye la proposición de tres ideas:

- (i) Como escribió Baruch Spinoza (1632-1677), *nec ridere, nec lugere, sed comprehendere*. La comprensión del otro nace del intento por descubrir qué ve cuando nos mira. Sin comprensión nos quedaremos con la risa burlesca del ignorante o del xenófobo o con el llanto asociado al sufrimiento de los inermes. Hay que sacar a las nuevas generaciones del espejismo de que el mundo es como su pequeño barrio o pueblo, mediante la generalización de la movilidad asociada a todos los niveles del sistema educativo.
- (ii) Proponer unos *valores universales*, desde la capacidad de autocrítica, única vía para la credibilidad, susceptibles de generar un *espacio de libertad* exigente en el respeto a la dignidad de cada persona, a la luz de unos principios que sólo pueden ser laicos si aspiran a ser compartidos.
- (iii) Comprender y compartir son los caminos hacia la construcción de la paz basada en el amor entre hombres y mujeres libres. Alguien ha dicho durante el debate que el *ascensor social* está averiado. Resulta urgente su reparación, mediante políticas a largo plazo y mediante la reivindicación del libre examen que hoy reitero, sumándome en esta mesa redonda a las bellas palabras de Mohamed Laichoubi al invocar a Averroes (1126-1198), nuestro cordobés universal.

Comprender, compartir y amar, amigos míos, no es una mala receta, no es un mal compendio de *nuevas responsabilidades*, para avanzar hacia la emancipación –la liberación de la dependencia de uno u otro poder arbitrario– del género humano.

CLAUSURA

MARC RICHELLE

Presidente de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts

MARC RICHELLE

Président de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

CONCLUSION QUELQUES RÉFLEXIONS SUR DES QUESTIONS OUVERTES

On ne clôt pas un débat sur un thème aussi ambitieux, aussi complexe, aussi parsemé de pièges que celui de ce colloque. On ne peut que reformuler quelques-unes de questions, nombreuses, qui demeurent ouvertes et s'interroger sur le sens que nous donnons à certains mots qui, à force de meubler nos discours sur le développement durable, prennent toutes les apparences de l'évidence. Je m'en tiendrai à quelques points, qui ont été au cœur de nos échanges.

Qu'est-ce que le *durable*?

A commencer par la notion de «durabilité», terme magique par son succès de mode, mais qui ne va pas sans ses ambiguïtés. Sans doute traduit-il notre angoisse face à la rapidité des changements auxquels nous assistons depuis quelque deux siècles, et que, jusqu'il y a peu, nous nommions *progrès*. Nous nous sommes avisés de ce que le progrès pouvait porter les germes de sa propre négation: l'épuisement des ressources dont il dépend le menace; il est à l'origine de problèmes nouveaux qui le mettent en péril, telle l'explosion démographique engendrée par l'efficacité de la médecine, etc. Dans sa version la plus frileuse, l'appel au changement durable vise à un retour à quelque état passé, marqué par une stabilité, réelle ou imaginaire. Dans une veine plus proche de l'esprit d'entreprise qui semble caractériser l'espèce humaine, on s'autorise la poursuite du changement, à condition qu'il dure, mais s'il dure c'est qu'il ne changera plus. L'expression «*développement durable*» a remplacé le mot «*progrès*» devenu suspect; elle est paradoxale et contradictoire: tout développement est fait de

changements, et ne peut, au sens strict, être *durable*. Ce que nous voulons voir durer, c'est nous-mêmes, l'espèce humaine (à moins que ce ne soit que notre culture..), et ce que nous entendons quand nous parlons de développement durable, ce n'est pas le renoncement au progrès mais sa maîtrise, qui implique la prévision de ses conséquences éventuellement plus néfastes que ses avantages.

Prévision et précaution

Dans cette logique, il est devenu courant d'invoquer le principe de précaution, dont on comprend bien la portée éthique, mais dont on devine qu'une application absolue conduirait à la stagnation, personne - scientifique ou entrepreneur - ne voulant plus assumer le moindre risque.

Il y a contradiction, incompatibilité, entre la recherche de l'innovation, voie indispensable à nos yeux vers le développement durable, et la timidité face au risque qu'appelle le principe de précaution. Ce que ce dernier vise ou exige, c'est le risque zéro, la prévision parfaite. Mais les responsabilités nouvelles que nous recommandons ne peuvent raisonnablement s'accommoder de cette ambition illusoire, que privilégie l'opinion publique, et dans son sillage, le pouvoir politique. Certes, il est normal que scientifiques comme entrepreneurs cherchent avec toute la rigueur et toute l'honnêteté possibles le meilleur équilibre entre efficacité et risque. Cette démarche s'est assez naturellement inscrite dans la déontologie des ingénieurs - ne serait-ce que par le souci de leur réputation et de leur intérêt. A l'évidence, les progrès les plus unanimement accueillis, les technologies les plus performantes et les plus «bienfaitrices» peuvent se trouver un jour déjoués par des circonstances inédites qui en révèlent soudain la vulnérabilité, qu'il s'agisse d'un imprévu de la nature, tel l'abondance d'une neige poudreuse ou les humeurs d'un volcan, ou de la malice humaine de traders imaginatifs.

Vers un esprit probabiliste

Mais plus généralement, et indépendamment de ces situations imprévues, et de ces risques imprévisibles, le public se fait de la science une conception tout à fait erronée. Il en attend des certitudes, il lui demande La Vérité. Il y est malheureusement encouragé par les médias, et par certains politiciens, qui en appellent aux scientifiques comme à des experts infaillibles. Assez curieusement, l'éducation scolaire ne contribue guère à donner aux citoyens d'aujourd'hui une approche probabiliste au réel. On justifie souvent cette étrange lacune en invoquant la difficulté inhérente à la théorie

des probabilités. Mais la complexité d'une construction mathématiques n'empêche nullement d'en aborder les notions clés, d'une manière éventuellement plus intuitive, et en relation avec des situations qui font partie de la vie quotidienne - telles la diffusion des résultats des sondages, assortis d'une indication de la marge d'erreur dont le public ne saisit pas la signification; la pratique, largement stimulée, des jeux de hasard, sur un mode de plus en plus compulsif; la mesure comparée des dangers auxquels nous nous exposons selon les modes de transports que nous choisissons, et *last but not least* l'évaluation des risques dans les décisions à prendre dans la perspective du développement durable. Les recherches psychologiques notamment sur les probabilités subjectives fournissent des voies d'application fécondes.

L'horizon temporel

Nous terminerons en reprenant une vieille notion analysée par la psychologie du temps, et qui est devenue un lieu commun dans les discours contemporain, banalité qui tire son origine de son importance. L'expression *horizon temporel* se réfère à la dimension temporelle des conduites humaines, à la capacité de notre espèce d'anticiper ses actes sur le long terme plutôt que de les réaliser dans l'immédiat, de subordonner la satisfaction individuelle du moment à la réalisation lointaine d'un projet collectif. Cette capacité nous apparaît volontiers comme caractéristique propre à l'humanité, et dans l'histoire de celle-ci comme une conquête mentale irréversible. Comme il advient souvent, c'est là une vue égocentrique flatteuse. Les espèces animales ne sont nullement dépourvues de capacités d'organisation de leurs conduites de survie dans le long terme: que l'on songe seulement aux migrations saisonnières ou aux provisions accumulées avant hibernation chez certaine espèces. Ces conduites sont évidemment mises en place par des montages génétiques spécifiques.

Notre conviction de civilisés du XXI^{ème} siècle d'être les champions de la projection dans le futur lointain n'est pas moins illusoire. Les civilisations anciennes, dites primitives ou non, ont été nombreuses à se donner à travers leurs mythes une responsabilité dans la perpétuation de l'ordre du monde, des rites précis assurant le retour du soleil. Dans un contexte plus concret, les pratiques agricoles de mise en jachère traduisaient une préoccupation de l'avenir, comme les usages ou les ordonnances légales imposaient une gestion des forêts propre à garantir la production des arbres séculaires destinés à la construction et à la navigation. A un niveau différent, la plupart des grandes religions, relayées en cela par certaines idéologie socio-politiques, ont eu recours à des arguments eschatologiques, dans des au-delà célestes ou terrestres, pour inciter les humains à tenir compte de l'avenir, usant des leviers tantôt

de la peur tantôt de l'espérance. Ces freins à la satisfaction immédiate se sont grippés, laissant place à l'action à court terme, encouragée par une pression médiatique omniprésente, par la méfiance envers les modes de prévoyance individuelle (épargne pension et autres) trompés par la malhonnêteté ou l'inconséquence des agents économiques responsables. Dettes des états et vie familiale à crédit relèvent ne sont que deux facettes de l'abandon de toute préoccupation de la dimension temporelle de la gestion des sociétés. Cette dimension, cependant, se rappelle inéluctablement à notre conscience, dans l'alerte écologique planétaire, dans les impératifs de régulation des affaires économiques, dans l'ajustement des solidarités à l'évolution de la longévité, des moyens de production et de l'emploi, dans la recherche de solutions non-violentes aux flux migratoires, etc. Nos démocraties sont-elles équipées, elles qui fonctionnent sur le court terme des rythmes électoraux, pour relever les défis dont nous nous sommes occupés au cours de ce colloque?

JAIME GIL ALUJA

Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

JAIME GIL ALUJA

Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Permítanme que ponga de manifiesto, una vez más, mi sincero agradecimiento y el de la Real Corporación que tengo el honor de presidir por la importante tarea desarrollada por los Excmos. Sres. Académicos, M^{me} l'Académicienne Baronne Janine Delruelle y M. l'Académicien Baron Philippe de Woot. Gracias a ellos, este encuentro ha sido coronado con el mayor de los éxitos. Nuestro mayor deseo es que esta jornada que ahora finaliza sea el origen de otras muchas para la mayor gloria de la ciencia y para el progreso de nuestras respectivas sociedades.

La Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España cuenta en Bélgica con dos ilustres académicos, la Baronesa Janine Delruelle y el Baron Daniel Cardon de Litchbuer. Su alta calidad científica y técnica, así como sus dotes de liderazgo en los ámbitos en donde han ejercido y ejercen sus respectivas actividades son un ejemplo para todos cuantos dedicamos nuestras vidas al servicio de la cultura y del bienestar de los ciudadanos. Muchas gracias por todo cuanto están haciendo y sobretodo que harán en el futuro.

La Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España ha participado en esta solemne sesión con una amplia representación de académicos numerarios y correspondientes, que se ha visto potenciada por personalidades tales como el Excmo. Sr. Dr. D. Alessandro Bianchi, Ex Ministro de Transportes del Gobierno de Romano Prodi (Italia); el Excmo. Sr. Dr. D. Mohamed Laichoubi, Embajador y Ex Primer Ministro de Argelia y el Excmo. Sr. Dr. D. Eric S. Maskin (EE.UU.), premio Nobel de Economía 2007.

A lo largo de esta jornada hemos podido escuchar importantes aportaciones por parte de los representantes belgas y españoles, cuyos textos completos han sido recogidos en esta obra. Desearíamos, sin embargo, destacar algunos de los aspectos que, por su singularidad, consideramos merecen ser destacados. Así el **Baron Philippe de Woot** pone el acento en la incertidumbre de la aparición de las crisis y propone la búsqueda de un nuevo sistema global complejo, en cuyo eje debe encontrarse una nueva gobernanza. El profesor **Francisco Granell Trias** considera que la U.E. debe luchar contra la depresión y trabajar en pro del desarrollo sostenible a nivel global. Nos habla de los Objetivos de Desarrollo del Milenio aprobados por las Naciones Unidas respecto a la reducción de la pobreza, reducción de la mortalidad infantil, promoción la igualdad de sexos, sostenibilidad del medio ambiente, liberalización comercial mundial, estabilidad financiera, etc. Asimismo, hace un llamamiento a los estados miembros para que actúen en una sola dirección y que el Presupuesto de la U.E. se incremente para que Europa pueda ser un auténtico actor global al nivel requerido por la globalización y la ascensión de nuevos países emergentes. Por su parte el **Baron Philippe de Schoutete** nos recuerda que en los años 90, la entonces Comunidad Europea puso en marcha algunas ideas sobre la preservación del medio ambiente. Se consiguió con ello, la reducción de la polución y de las emisiones de gas. Nos habla luego de los resultados de las Conferencias de Copenhague, de sus relativos éxitos y de sus carencias. Considera que es inaplazable para la Europa una política común en el ámbito de la energía. El profesor **Dídac Ramírez Sarrió** pone el acento en el desarrollo sostenible. Considera que, en este ámbito, la Universidad tiene grandes aportaciones a realizar en el futuro y resume las ya realizadas. Recomendamos la atenta lectura de las tres reflexiones que presenta a la comunidad académica. El académico M. **Marcel Crochet** centra la atención en dos aspectos de la mundialización, la formación y la democratización de la enseñanza superior. Para ello, realiza un breve recorrido histórico sobre ambos aspectos. Un interesante análisis cuantitativo sobre la presencia de los problemas en la Universidad pone de manifiesto el cambio habido como consecuencia del proceso evolutivo universitario. Por último, el presidente de honor del Club de Roma, Don **Ricardo Díez Hochleitner** señala que nos encontramos al final de una importante etapa histórica e inicio de una nueva, desde el punto de vista social, político y económico. Nos hallamos inmersos en la búsqueda renovada de una identidad entre tanta incertidumbre. En definitiva, en la búsqueda de un nuevo humanismo. Aboga por trabajar por una mayor confluencia entre ciencias y humanidades. Termina diciendo que hay todavía un largo camino a recorrer para que la sociedad de la información llegue a ser una sociedad de la sabiduría y de la solidaridad.

Los resultados de este encuentro, han sido, a nuestro entender, altamente satisfactorios. Deseamos hacer patente nuestra gratitud por la cordial acogida que la Real

Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España ha recibido y deseamos hacer pública nuestra invitación a l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux Arts a visitar nuestra sede en Barcelona. Vous serez reçus avec grand plaisir. Nous vous attendons. Merci.

**FOTOGRAFÍAS SOLEMNE SESIÓN
ACADÉMICA DE BRUSELAS**



Excelentísimos Señores Académicos en la sede del Senado de Bélgica



Excelentísimos Señores Académicos, Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau, Dr. D. Jaime Gil Aluja, Dra. Dña. Janine Delruelle-Ghobert y D. Lorenzo Gascón



Excmo. Sr. D. Armand de Decker , Presidente del Senado de Bélgica



Foto de familia de los Excmos. Sres. Académicos de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras junto con el Excmo. Sr. D. Armand De Decker, Presidente del Senado de Bélgica.



*Real Academia
de Ciencias Económicas y Financieras*

PUBLICACIONES DE LA REAL ACADEMIA
DE CIENCIAS ECONÓMICAS Y FINANCIERAS*

*Las publicaciones señaladas con el símbolo  están disponibles en formato PDF en nuestra página web:
<http://racef.es/es/biblioteca/publicaciones>

ANALES

- A-1 *Anales de la Academia de Ciencias Económico-Financieras, tomo I (Cursos de 1943-44; 1944-45; 1945-46; 1946-47), 1952.*
- A-2 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo V (Curso de 1957-58), 1958.*
- A-3 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo VI (Curso 1958-59), 1960.*
- A-4 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo VII (Cursos de 1959-60 y 1960-61), 1966.*
- A-5 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XI (Curso de 1968-69), 1972.*
- A-6 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XIX (Cursos de 1984-85; 1985-86; 1986-87), 1990.*
- A-7 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XX (Cursos de 1987-88; 1988-89; 1989-90), 1993.*
- A-8 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXI (Cursos de 1990-91; 1991-92), 1995.*
- A-9 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXII (Cursos de 1992-93; 1993-94), 1995.*
- A-10 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXIV (Cursos de 1996-97; 1997-98), 2000.* 
- A-11 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXV (Curso de 1998-99), 2004.* 
- A-12 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXVI (Cursos de 1999-2000, 2000-01 y 2001-02), 2004.*
- A-13 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXVII (Cursos de 2002-03 y 2003-2004), 2005.* 
- A-14 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXVIII (Cursos de 2004-05 y 2005-2006), 2007.* 

SESIÓN ACADÉMICA

A-15 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXIX (Curso de 2006-2007), 2008.* 

A-16 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXX (Curso de 2007-2008), 2009.* 

A-17 *Anales de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, tomo XXXI (Curso de 2008-2009), 2009.* 

DISCURSOS DE INGRESO, PONENCIAS Y COMUNICACIONES DE ACADÉMICOS

- 1 *Preocupación actual por una política de familia y relación con la política económica (Discurso de apertura del curso 1945-1946, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbí), 1945.*
- 2 *El arancel universal y enciclopédico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Carlos Arniches Barrera, y contestación por el Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbí), 1947.*
- 3 *Política fiscal y su relación con una organización del Ministerio de Hacienda (Conferencia por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Alberto de Cereceda y de Soto), 1948.*
- 4 *The scourge of population growth (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Gran Bretaña, Ilmo. Sr. Dr. Don Roy Glenday M.C. y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1949.*
- 5 *Ciencias económicas y política económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bélgica, Ilmo. Sr. Don Henry de Lovinfosse, y contestación por el Excmo. Sr. Don Santiago Marimón Aguilera), 1949.*
- 6 *Reflexiones sobre la bolsa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Javier Ribó Rius, y contestación por el Excmo. Sr. Don Baldomero Cerdà Richart), 1949.*
- 7 *Balmes, economista (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite, y contestación por el Excmo. Sr. Don José María Vicens Corominas), 1949.*
- 8 *La entidad aseguradora y la economía y técnica del seguro (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Antonio Lasheras-Sanz, y contestación por el Excmo. Sr. Don Francisco Fornés Rubió), 1949.*
- 9 *La obtención y fijación de costes, factor determinante de los resultados (Conferencia pronunciada el 12 de abril de 1951, por el Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1951.*
- 10 *El destino de la economía europea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don Luis Olariaga y Pujana), 1951.*

- 11 *Hacendística de Corporaciones Locales (Conferencia por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1951.*
- 12 *La productividad en los negocios (Texto de las Conferencias del VI Ciclo pronunciadas durante el Curso 1950-51 por los Académicos Numerarios, Excmos. Sres. Don Jaime Vicens Carrió, Don José Gardó Sanjuan, Don José M.^a Vicens Corominas, Don Juan Casas Taulet y Don Ricardo Piqué Batlle), 1952.*
- 13 *Problemas de política fiscal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Saura Pacheco), 1952.*
- 14 *Las amortizaciones y el fisco (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don Alfredo Prados Suárez), 1953.*
- 15 *La contabilidad y la política económica empresarial (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch, y contestación por el Excmo. Sr. Don Ricardo Torres Sánchez), 1954.*
- 16 *El gravísimo problema de la vivienda (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Bañares Manso, y contestación por el Excmo. Sr. Don Fernando Boter Mauri), 1954.*
- 17 *El balance de situación (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argentina, Ilmo. Sr. Dr. Don Jaime Nicasio Mosquera), 1954.*
- 18 *El control de la banca por el Estado (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Roberto García Cairó), 1955.*
- 19 *El capital, como elemento económico-financiero de la empresa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent, y contestación por el Excmo. Sr. Don José María Vicens Corominas), 1955.*
- 20 *El comercio exterior y sus obstáculos, con especial referencia a los aranceles de aduanas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Málaga, Excmo. Sr. Don Manuel Fuentes Iruozqui, y contestación por el Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbí), 1955.*
- 21 *Lo económico y lo extraeconómico en la vida de los pueblos (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Barcelona, Ilmo. Sr. Dr. Don Román Perpiñá Grau), 1956.*

- 22 *En torno a un neocapitalismo (Discurso de apertura del Curso 1957-1958, el 22 de diciembre de 1957, pronunciada por el Excmo. Sr. D. Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1957.*
- 23 *Nuevas tendencias hacia la unidad económica de Europa (Conferencia por el Excmo. Sr. Don Manuel Fuentes Irurozqui), 1958.*
- 24 *Estadística, lógica y verdad (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Rvdo. Ilmo. Sr. Don Enrique Chacón Xérica), 1959.*
- 25 *Problemas relacionados con la determinación del resultado y el patrimonio (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Holanda, Ilmo. Sr. Don Abraham Goudeket), 1959.*
- 26 *Repercusión de la depreciación monetaria en los seguros mercantiles y sociales, forma de paliarla con la mayor eficacia posible (Conferencia pronunciada el 29 de enero de 1959 por el Ilmo. Sr. Dr. Don Antonio Lasheras-Sanz), 1960.*
- 27 *Modificaciones sustantivas en el Impuesto de Derechos Reales (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José M.^a Sainz de Vicuña y García-Prieto, y contestación por el Excmo. Sr. Don José Fernández Fernández), 1960.*
- 28 *Análisis y pronóstico de la coyuntura (Conferencia pronunciada el 14 de enero de 1960, por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1960.*
- 29 *Lo social y lo económico en la empresa agrícola (Conferencia pronunciada el 21 de enero de 1960, por el Excmo. Sr. Don Ricardo Torres Sánchez), 1960.*
- 30 *Un nuevo balance. Contribución al estudio de la financiación empresarial (Conferencia por el Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1960.*
- 31 *Inflación y moneda (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Cristóbal Massó Escofet, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Rafael Gay de Montellà), 1960.*
- 32 *Libertad frente a intervención (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Germán Bernácer Tormo), 1960.*
- 33 *Hacia una mejor estructura de la empresa española (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Luis Urquijo de la Puente), 1960.*

- 34 *El torbellino económico universal (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Félix Escalas Chameni, y contestación por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1960.35 Contribución de las Ciencias Económicas y Financieras a la solución del problema de la vivienda (Conferencia pronunciada el 19 de enero de 1960 por el Excmo. Sr. Don Federico Blanco Trías), 1961.*
- 36 *Horizontes de la contabilidad social (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don José Ros Jimeno), 1961.*
- 37 *¿Crisis de la Economía, o crisis de la Economía Política? (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Ilmo. Sr. Prof. Ferdinando di Fenizio), 1961.*
- 38 *Los efectos del progreso técnico sobre los precios, la renta y la ocupación (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Ilmo. Sr. Dr. Don Francesco Vito), 1961.*
- 39 *La empresa ante su futura proyección económica y social (Conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1961, por el Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent), 1962.*
- 40 *Política y Economía (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Excmo. Sr. Dr. Don Manuel Fraga Iribarne), 1962.*
- 41 *La empresa privada ante la programación del desarrollo económico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don Agustín Cotorruelo Sendagorta), 1962.*
- 42 *El empresario español ante el despegue de la economía (Discurso de apertura pronunciado el 13 de enero de 1963 del Curso 1962-63, por el Presidente perpetuo de la Corporación, Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1963.*
- 43 *La economía, la ciencia humana (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Prof. André Piettre), 1963.*
- 44 *Teoría y técnica de la contabilidad (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Roberto García Cairó), 1964.*

- 45 *Función social de la inversión inmobiliaria (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1965.*⁴⁶ *La integración económica europea y la posición de España (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Lucas Beltrán Flórez), Tecnos, 1966.*
- 47 *Los precios agrícolas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Carlos Cavero Beyard, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Piqué Batlle), 1966.*
- 48 *Contenido y enseñanzas de un siglo de historia bursátil barcelonesa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Pedro Voltes Bou, y contestación por el Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1966.*
- 49 *La información económica en la Ley de las Sociedades Anónimas. Su falta de originalidad y rigor científico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Enrique Fernández Peña), 1966.*
- 50 *La relación entre la política monetaria nacional y la liquidez internacional (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Grecia, Ilmo. Sr. Dr. Don Dimitrios J. Delivanis), 1967.*
- 51 *Dinámica estructural y desarrollo económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Verdú Santurde, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Roberto García Cairó), 1967.*
- 52 *Bicentenario del inicio de la industrialización de España (Texto de las conferencias pronunciadas en el XXII ciclo extraordinario durante el Curso de 1966-67, por el Excmo. Sr. Don Gregorio López Bravo de Castro, Ministro de Industria, Excmo. Sr. Dr. Don Pedro Voltes Bou, Ilmo. Sr. Don Ramón Vilà de la Riva, Excmo. Sr. Don Narciso de Carreras Guiteras; Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent, e Ilmo. Sr. Don Rodolfo Martín Villa, Director General de Industrias Textiles, Alimentarias y Diversas), 1967.*

- 53 *Los valores humanos del desarrollo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Luis Gómez de Aranda y Serrano), 1968.*
- 54 *La integración económica iberoamericana. Perspectivas y realidades (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don José Miguel Ruiz Morales), 1968.*
- 55 *Ahorro y desarrollo económico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Don Luis Coronel de Palma, Marqués de Tejada), 1968.*
- 56 *Tipos de inflación y política antiinflacionista (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Emilio Figueroa Martínez), 1969.*
- 57 *Lo vivo y lo muerto en la idea marxista (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don José Martínez Val), 1969.*
- 58 *Interrelaciones entre las ciencias económicas, geográficas y sociales (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Barcelona, Ilmo. Sr. Dr. Don Abelardo de Unzueta y Yuste), 1969.*
- 59 *La inversión extranjera y el dumping interior (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Lérida, Ilmo. Sr. Don Juan Domènech Vergés), 1969.*
- 60 *La inaplazable reforma de la empresa (Conferencia pronunciada el 21 de abril de 1969 por el Excmo. Sr. Don Luis Bañares Manso), 1970.*
- 61 *La reforma de la empresa (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Rodríguez Robles), 1970.*
- 62 *Coordinación entre política fiscal y monetaria a la luz de la Ley Alemana de Estabilización y Desarrollo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Alemania, Excmo. Sr. Dr. Don Hermann J. Abs), 1970.*
- 63 *Decisiones económicas y estructuras de organización del sector público (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Ferrer-Bonsoms y Bonsoms), 1970.*

- 64 *El mercado monetario y el mercado financiero internacional, eurodólares y euroemisiones (Trabajo pronunciado en el XXIII Ciclo en el Curso 1968-1969, por el Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1970.*
- 65 *El honor al trabajo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Pedro Rodríguez-Ponga y Ruiz de Salazar), 1971.*
- 66 *El concepto económico de beneficio y su proyección fiscal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Fernando Ximénez Soteras), 1971.*
- 67 *La rentabilidad de la empresa y el hombre (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José Cervera y Bardera, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent), 1972.*
- 68 *El punto de vista económico-estructural de Johan Akerman (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Luis Pérez Pardo, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Verdú Santurde), 1972.*
- 69 *La política económica regional (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Andrés Ribera Rovira, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Berini Giménez), 1973.*
- 70 *Un funcionario de hacienda del siglo XIX: José López–Juana Pinilla (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. Don Juan Francisco Martí de Basterrechea, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1973.*
- 71 *Posibilidades y limitaciones de la empresa pública (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Juan José Perulles Bassas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Pedro Lluch Capdevila), 1973.*
- 72 *Programa mundial del empleo (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.*

- 73 *La autonomía municipal: su base económico-financiera (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Juan Ignacio Bermejo Gironés, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1973.*
- 74 *El entorno socio-económico de la empresa multinacional (Discurso inaugural del Curso 1972-1973, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.*
- 75 *Compartimiento de los Fondos de Inversión Mobiliaria, en la crisis bursátil del año 1970 (Discurso inaugural del Curso 1970-1971 pronunciado el 10 de noviembre de 1970, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.*
- 76 *En torno a la capacidad económica como criterio constitucional de justicia tributaria en los Estados contemporáneos (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Magín Pont Mestres, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Verdú Santurde), 1974.*
- 77 *La administración de bienes en el proceso (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Miguel Fenech Navarro, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Pedro Lluch Capdevila), 1974.*
- 78 *El control crítico de la gestión económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Ilmo. Sr. Dr. Don Emilio Soldevilla García), 1975.*
- 79 *Consideraciones en torno a la inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Manuel de la Torre y de Miguel, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1975.*
- 80 *En torno a un neocapitalismo (Discurso pronunciado en la sesión inaugural del Curso 1957-1958 por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1975.*
- 81 *La crisis del petróleo (1973 a 2073) (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Ramón Trías Fargas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José María Berini Giménez), 1976.*
- 82 *Las políticas económicas exterior y fiscal (Discurso de ingreso del Académico*

- Numerario, Excmo. Sr. Don Emilio Alfonso Hap Dubois, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Juan José Perulles Bassas), 1976.*
- 83 *Contribución del cooperativismo a la promoción social (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Tarragona, Ilmo. Sr. Don Juan Noguera Salort), 1976.*
- 84 *Inflación y evolución tecnológica como condicionantes de un modelo de gestión (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Carlos Cubillo Valverde), 1976.*
- 85 *Liquidez e inflación en el proceso microeconómico de inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1976.*
- 86 *El ahorro y la Seguridad Social versus bienestar general (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Valentín Arroyo Ruipérez), 1976.*
- 87 *Perspectivas de la economía mundial: el comienzo de una nueva era económica (Texto de las ponencias presentadas a las Jornadas de Estudios celebradas los días 12, 13 y 14 de mayo de 1975), 1976.*
- 88 *Consideraciones sobre la capacidad económica y financiera de España (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Juan Miguel Villar Mir), 1977.*
- 89 *Las cajas de ahorros de los países de la C.E.E. y comparación con las españolas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Miguel Allué Escudero), 1977.*
- 90 *Reflexion sur structuration du monde actuel (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Don Jean Joly), 1978.*
- 91 *Sistema fiscal y sistema financiero (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Francisco Javier Ramos Gascón, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Verdú Santurde), 1978.*
- 92 *Sobre el análisis financiero de la inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Alfonso Rodríguez Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Manuel de la Torre y Miguel), 1978.*

- 93 *Mito y realidad de la empresa multinacional (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Mariano Capella San Agustín, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1978.*
- 94 *El ahorro popular y su contribución al desarrollo de la economía española (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José M.^a Codony Val, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1978.*
- 95 *Consideraciones sobre la transferencia de tecnología (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José Cervera Bardera), 1979.*
- 96 *Aspectos económicos y fiscales de la autonomía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Laureano López Rodó, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Andrés Ribera Rovira), 1979.*
- 97 *Hacia la normalización contable internacional (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Noguero Salinas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1980.*
- 98 *El balance social: integración de objetivos sociales en la empresa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Enrique Arderiu Gras, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa), 1980.*
- 99 *La IV^a directriz de la C.E.E. (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Portugal, Ilmo. Sr. Don Fernando Vieira Gonçalves da Silva, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1980.*
- 100 *El crecimiento del sector público como tránsito pacífico de sistema económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Alejandro Pedrós Abelló, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Ramón Trías Fargas), 1981.*
- 101 *Función de la fiscalidad en el actual momento de la economía española (Discurso inaugural del Curso 1981-1982, pronunciado el 6 de octubre de 1981, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Magín Pont Mestres), 1981.*

- 102 *Sistema financiero y Bolsa: la financiación de la empresa a través del Mercado de Valores (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Mariano Rabadán Fornies, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1982.*
- 103 *La empresarialidad en la crisis de la cultura (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1982.*
- 104 *El sentimiento de Unidad Europea, considerando lo económico y lo social. Factores técnicos necesarios para la integración en una Europa unida y armónica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Wenceslao Millán Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1982.*
- 105 *Insolvencia mercantil (Nuevos hechos y nuevas ideas en materia concursal) (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Miguel Casals Colldecarrera, y contestación por el Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa), 1982.*
- 106 *Las sociedades de garantía recíproca, un medio para la financiación de las PME (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Pedro Castellet Mimó, y contestación por el Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent), 1982.*
- 107 *La economía con la intencionalidad científica y la inspiración termodinámica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Dr. Don François Perroux, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1982.*
- 108 *El ámbito representativo del órgano de administración de la S.A. (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Josep M.^a Puig Salellas, y contestación por el Académico, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Polo Díez), 1983.*
- 109 *La planificación en época de crisis en un sistema democrático (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don José Barea Tejeiro, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Manuel de la Torre y de Miguel), 1983.*

- 110 *El hecho contable y el derecho (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Fernández Pirla, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1983.*
- 111 *Poder creador del riesgo frente a los efectos paralizantes de la seguridad (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Rafael Termes y Carreró, y contestación por el Académico, Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez), 1984.*
- 112 *Stabilité monétaire et progrès économique: les leçons des années 70 (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. Don Raymond Barre, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1984.*
- 113 *Le chemin de l'unification de l'Europe dans un contexte mon-europeen, économique et politique plus vaste (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Suiza, Excmo. Sr. Don Adolf E. Deucher, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1985.*
- 114 *Keynes y la teoría económica actual (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Joan Hortalà i Arau, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Ramón Trías Fargas), 1985.*
- 115 *La contribución de J. M. Keynes al orden monetario internacional de Bretton Woods (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Ramón Álvarez Rendueles, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José María Fernández Pirla), 1986.*
- 116 *Dirección de empresas y estrategia: algunas analogías. Sun. Tzu, organismos vivos, y quarks (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Estados Unidos, Ilmo. Sr. Don Harry L. Hansen, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1986.*
- 117 *Aspectos económicos del urbanismo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Girona, Ilmo. Sr. Don Jordi Salgas Rich, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Berini Giménez), 1987.*
- 118 *La contabilidad empresarial y los principios de contabilidad generalmente aceptados (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Valencia, Ilmo. Sr. Dr. Don Manuel Vela Pastor, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1989.*

- 119 *Europa y el medio ambiente (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Holanda, Excmo. Sr. Dr. Don Jonkheer Aarnout A. Loudon, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1989.*
- 120 *La incertidumbre en la economía (paradigmas, tiempo y agujeros negros) (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Ubaldo Nieto de Alba, y contestación por el Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez), 1989.*
- 121 *La metodología neoclásica y el análisis económico del derecho (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Navarra, Ilmo. Sr. Dr. Don Miguel Alfonso Martínez-Echevarría y Ortega, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Manuel de la Torre y de Miguel), 1991.*
- 122 *La ética en la gestión empresarial (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1991.*
- 123 *Europa, la nueva frontera (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Islas Baleares, Excmo. Sr. Don Abel Matutes Juan, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 1991.*
- 124 *Rentabilidad y creación de valor en la empresa (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Asturias, Ilmo. Sr. Dr. Don Álvaro Cuervo García, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfonso Rodríguez Rodríguez), 1991.*
- 125 *La buena doctrina del profesor Lucas Beltrán (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Coronas Alonso, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1991.*
- 126 *La industria de automoción: su evolución e incidencia social y económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Rafael Muñoz Ramírez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1991.*
- 127 *Las reacciones del derecho privado ante la inflación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Juan Pintó Ruiz, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Laureano López Rodó), 1991.*

- 128 *Perfeccionamiento de la democracia (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Salvador Millet y Bel, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Juan Pintó Ruiz), 1992.*
- 129 *La gestión de la innovación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Fons Boronat, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Manuel de la Torre y de Miguel), 1992.*
- 130 *Europa: la nueva frontera de la banca (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bélgica, Excmo. Sr. Dr. Don Daniel Cardon de Lichtbuer, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Rafael Termes Carreró), 1992.*
- 131 *El Virrey Amat: adelantado del libre comercio en América (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Casajuana Gibert, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1992.*
- 132 *La contabilidad como ciencia de información de estructuras circulatorias: contabilidad no económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Andalucía, Ilmo. Sr. Dr. Don José María Requena Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1992.* 
- 133 *Los títulos que emite la empresa y la teoría del precio de las opciones (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Valencia, Ilma. Sra. Dra. Doña Matilde Fernández Blanco, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1992.*
- 134 *Liderazgo y progreso económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1992.*
- 135 *Control jurisdiccional de la actividad financiera (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Enrique Lecumberri Martí, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera), 1993.*
- 136 *Europa y España: la lucha por la integración (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1993.*

- 137 *El impacto de la crisis en la economía balear (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Islas Baleares, Ilmo. Sr. Dr. Don Francisco Jover Balaguer, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Magín Pont Mestres), 1994.*
- 138 *Las inquietudes de Europa. reflexiones, sugerencias y utopías (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José-Ángel Sánchez Asiaín, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1994.*
- 139 *El debate librecambio-protección a finales del siglo XX (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Francisco Granell Trías, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 1995.*
- 140 *De la contabilidad de los propietarios a la contabilidad de los empresarios (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Carlos Mallo Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Goxens Duch), 1995.*
- 141 *Economie, Europe et Espagne (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. Don Valéry Giscard d'Estaing, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1995.*
- 142 *Rentabilidad y estrategia de la empresa en el sector de la distribución comercial (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Andalucía, Ilmo. Sr. Dr. Don Enrique Martín Armario, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 1995.*
- 143 *Globalización de la empresa e integración de los enfoques no organizativos en la dirección (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1995.*
- 144 *Las cajas de ahorro españolas: por un modelo dinámico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Aragón, Ilmo. Sr. Don José Luis Martínez Candial, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.*
- 145 *Situación actual del derecho concursal español (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Jorge Carreras Llansana, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Laureano López Rodó), 1996.*

- 146 *El desapoderamiento del deudor, sus causas y efectos en visión histórica, actual y de futuro (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Luis Usón Duch, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Juan Pintó Ruiz), 1996.*
- 147 *Balance hidráulico e hídrico de Cataluña para intentar optimizar los recursos y conseguir la máxima y más económica descontaminación del medio ambiente (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Daniel Pagès Raventós, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.*
- 148 *El euro (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Carles A. Gasòliba i Böhm, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.*
- 149 *El sistema contable en la empresa española: de la contabilidad fiscal al derecho contable a través de la imagen fiel (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Ramón Poch Torres, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Roberto García Cairó), 1997.*
- 150 *Incentivos fiscales a la inversión en la reforma del impuesto sobre sociedades (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Extremadura, Ilmo. Sr. Don Mario Alonso Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Magín Pont Mestres), 1997.*
- 151 *Notas preliminares al tratamiento de la inversión: límites al principio de sustitución en economía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Bricall Masip, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 1997.*
- 152 *Aportaciones del régimen jurídico-contable al derecho concursal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Ilmo. Sr. Don Fernando Gómez Martín, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Magín Pont Mestres), 1997.*
- 153 *Los Herrero: 150 años de banca a lo largo de cinco generaciones (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Asturias, Ilmo. Sr. Dr. Don Martín González del Valle y Herrero, Barón de Grado, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1998.*

- 154 *Perspectivas de la Unión Monetaria Europea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Alemania, Ilmo. Sr. Dr. Don Juergen B. Donges, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1998.*
- 155 *La incertidumbre fiscal. Reflexiones sobre la legalidad y legitimidad del sistema tributario español (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Claudio Colomer Marqués, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Juan Pintó Ruiz), 1998.*
- 156 *La II República y la quimera de la peseta: La excepción Carner (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan Tapia Nieto, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1998.*
- 157 *Reflexiones sobre la internacionalización y globalización de la empresa: los recursos humanos como factor estratégico y organizativo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Sainz Fuertes, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Fons Boronat), 1998.*
- 158 *Adopción de decisiones en economía y dirección de empresas: problemas y perspectivas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la República de Bielorrusia, Ilmo. Sr. Dr. Don Viktor V. Krasnoproshin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1999.*
- 159 *Las organizaciones empresariales del siglo XXI a la luz de su evolución histórica reciente (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Alfredo Rocafort Nicolau, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1999.*
- 160 *Epistemología de la incertidumbre (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argentina, Ilmo. Sr. Dr. Don Rodolfo H. Pérez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1999.*
- 161 *De Universitate. Sobre la naturaleza, los miembros, el gobierno y la hacienda de la universidad pública en España (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Joan-Francesc Pont Clemente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José Juan Pintó Ruiz), 1999.*
- 162 *Una historia del desempleo en España (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Antonio Argandoña Rámiz, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 1999.*

- 163 *La concepción de la empresa y las relaciones que la definen: necesidades de pertinencia, de eficacia y eficiencia (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 1999.*
- 164 *Génesis de una teoría de la incertidumbre (Acto de imposición de la Gran Cruz de la Orden Civil de Alfonso X el Sabio al Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 2000.*
- 165 *La empresa virtual en el marco de la sociedad de la información (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Mario Aguer Hortal, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan), 2000.*
- 166 *Gestión privada del servicio público (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Ricardo Fornesa Ribó, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas), 2000.*
- 167 *Los libros de cuentas y la jurisdicción privativa mercantil en España. El caso del Consulado de Comercio de Barcelona y su instrucción contable de 1766 (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don Esteban Hernández Esteve, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don José M.^a Fernández Pirla), 2000.*
- 168 *El siglo XX: el siglo de la economía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Emilio Ybarra Churruga, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas), 2001.*
- 169 *Problemas y perspectivas de la evaluación y contabilización del capital intelectual de la empresa (Comunicación del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Mario Aguer Hortal en el Pleno de la Academia), 2001.*
- 170 *La empresa familiar y su mundialización (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Antonio Pont Amenós, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas), 2001.*
- 171 *Creación de empleo de alto valor agregado: el papel de las sociedades de capital-riesgo en la denominada nueva economía (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Suiza, Excmo. Sr. Don José Daniel Gubert, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Roberto García Cairó), 2001.*

- 172 *La nueva economía y el mercado de capitales (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 2001.*
- 173 *Gestión del conocimiento y finanzas: una vinculación necesaria (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para La Rioja, Ilmo. Sr. Dr. Don Arturo Rodríguez Castellanos, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 2002.*
- 174 *El sistema crediticio, las cajas de ahorros y las necesidades de la economía española (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Manuel Pizarro Moreno, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas), 2002.*
- 175 *La financiación de la política de vivienda en España con especial referencia a la promoción de la vivienda de alquiler (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. Don José Antonio Redondo López, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2002.*
- 176 *Sobre la crisis actual del conocimiento científico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Dídac Ramírez Sarrió, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfonso Rodríguez Rodríguez), 2002.*
- 177 *Marruecos y España en el espacio euromediterráneo: desafíos y retos de una asociación siempre pendiente (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Marruecos, Excmo. Sr. Don André Azoulay, y contestación por el Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja), 2003.*
- 178 *Marketing, Protocolo y Calidad Total (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bizkaia, Excmo. Sr. Dr. Don Francisco Javier Maqueda Lafuente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2003.*
- 179 *La Responsabilidad Social Corporativa (R.S.C.) (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para La Coruña, Ilmo. Sr. Dr. Don José M.^a Castellano Ríos, y contestación por el Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja), 2003.*
- 180 *Información corporativa, opciones contables y análisis financiero (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Don José*

- Luis Sánchez Fernández de Valderrama, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2004.*
- 181 *Los tribunales económico-administrativos: el difícil camino hacia la auténtica justicia tributaria (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Josep M.ª Coronas Guinart, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Joan-Francesc Pont Clemente), 2004.*
- 182 *Las corrientes de investigación dominantes en marketing en la última década (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Enrique Martín Armario, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2005.*
- 193 *España y la ampliación europea en una economía global (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Lamo de Espinosa Michels de Champourcin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Fernando Casado Juan), 2005.*
- 184 *China en el área geoeconómica y geopolítica mediterránea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Ilmo. Sr. Prof. Dr. Don Giancarlo Elia Valori, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alexandre Pedrós i Abelló), 2005.*
- 185 *La integración en la UE de los microestados históricos europeos en un contexto de globalización (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el Principado de Andorra, Excmo. Sr. Don Òscar Ribas Reig, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Francesc Granell Trías), 2005.* 
- 186 *El desarrollo sostenible como soporte básico del crecimiento económico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Lugo, Ilmo. Sr. Dr. Don José Manuel Barreiro Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2005.*
- 187 *De la función de producción agregada a la frontera de posibilidades de producción: productividad, tecnología y crecimiento económico en la era de la información (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Manuel Castells Oliván, y contestación por el Excmo. Sr. Don Juan Tapia Nieto), 2006.* 

- 188 *El fin de la pobreza: reto de todo economista del siglo XXI (Discurso de ingreso de la Académica Numeraria, Excmo. Sra. Doña Isabel Estapé Tous, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas), 2006.*
- 189 *Problemática jurídica de las llamadas leyes de acompañamiento presupuestario del Estado (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Melilla, Excmo. Sr. Don Julio Padilla Carballada, y contestación por el Excmo. Sr. Don Enrique Lecumberri Martí), 2007.*
- 190 *Sur les «successions coexistantes» au tournant des millénaires. Quelques réflexions épistémologiques (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Rumania, Ilmo. Sr. Dr. Don Tudorel Postolache, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Josep Casajuana Gibert), 2007.* 
- 191 *Economía y financiación de la educación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Ricardo Díez Hochleitner, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Isidro Fainé Casas), 2007.*
- 192 *Mediterraneo e civiltà della terra (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Excmo. Sr. Dr. Don Alessandro Bianchi, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2007.*
- 193 *L'Union européenne et la mondialisation du droit (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Tunicia, Ilmo. Sr. Dr. Don Abderraouf Mahbouli, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Josep Casajuana Gibert), 2007.*
- 194 *Corte Penal Internacional. Posición del Gobierno de algunos Estados respecto a su jurisdicción (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la República de Chile, Ilmo. Sr. Dr. Don Juan Guzmán Tapia, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Joan-Francesc Pont Clemente), 2008.*
- 195 *Monetary Policy Issues in an emerging economy. The case of Romania (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Rumania, Excmo. Sr. Dr. Don Mugur Isarescu, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfredo Rocafort Nicolau), 2008.* 

- 196 *Los procesos de creación de empresas (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don Francisco Javier Maqueda Lafuente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfredo Rocafort Nicolau), 2008.* 
- 197 *Neuroeconomics: from homo economicus to homo neuroeconomicus (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Polonia, Ilmo. Sr. Dr. Don Janusz Kacprzyk, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Mario Aguer Hortal), 2008.* 
- 198 *Le bicaméralisme dans les démocraties parlementaires (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Bélgica, Excma. Sra. Dra. Janine Delruelle-Ghobert, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2008.* 
- 199 *El ámbito financiero de las políticas públicas de vivienda: la necesaria convergencia en Europa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Antonio Redondo, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Camilo Prado Freire), 2008.* 
- 200 *L'impact des écarts de développement et des fractures sociales sur les relations internationales en le Méditerranée (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argelia, Excmo. Sr. Dr. Don Mohamed Laichoubi, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2009.* 
- 201 *L'industria: passato o futuro della nostra economia? (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Excmo. Sr. Dr. Don Romano Prodi, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 2009.* 
- 202 *Análisis de las políticas públicas (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. Don José Barea Tejeiro, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfonso Rodríguez Rodríguez), 2009.* 
- 203 *Mechanism design: how to implement social goals (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para los Estados Unidos, Excmo. Sr. Dr. Don Eric S. Maskin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Jaime Gil Aluja), 2009.* 
- 204 *El choque de Culturas y Civilizaciones en el Mundo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la Comunidad Autónoma de Aragón, Excmo. Sr. Dr. Don José Daniel Barquero Cabrero, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Don Alfredo Rocafort Nicolau), 2009.* 

- 205 *L'économie politique entre science, ideologie et gouvernance. Réflexions autour de la première grande crise du XXIe siècle (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. D. Thierry De Montbrial, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2010.* 
- 206 *Macroguidance of the financial markets in transition (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Finlandia, Excma. Sra. Dra. Dña. Sirkka Hämmäläinen-Lindfors, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Poch Torres), 2010.* 
- 207 *Quantitative Aggregate Theory (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Noruega, Excmo. Sr. Dr. D. Finn E. Kydland, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2010.* 

OTRAS PUBLICACIONES Y COEDICIONES DE LA ACADEMIA

- M-1 *De Computis et Scripturis (Estudios en Homenaje al Excmo. Sr. Dr. Don Mario Pifarré Riera)*, 2003. 
- M-2 *Sesión Académica de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras en la Académie du Royaume du Maroc (Publicación del Solemne Acto Académico en Rabat el 28 de mayo de 2004)*, 2004 
- M-3 *Una Constitución para Europa, estudios y debates (Publicación del Solemne Acto Académico del 10 de febrero de 2005, sobre el “Tratado por el que se establece una Constitución para Europa”)*, 2005. 
- M-4 *Pensar Europa (Publicación del Solemne Acto Académico celebrado en Santiago de Compostela, el 27 de mayo de 2005)*, 2005.
- M-5 *El futuro de las relaciones euromediterráneas (Publicación de la Solemne Sesión Académica de la R.A.C.E.F. y la Universidad de Túnez el 18 de marzo de 2006)*, 2006. 
- M-6 *Veinte años de España en la integración europea (Publicación con motivo del vigésimo aniversario de la incorporación de España en la Unión Europea)*, 2006. 
- M-7 *La ciencia y la cultura en la Europa mediterránea (I Encuentro Italo-Español de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras y la Accademia Nazionale dei Lincei)*, 2007 
- M-8 *La responsabilidad social de la empresa (RSE). Propuesta para una nueva economía de la empresa responsable y sostenible*, 2007. 
- M-9 *El nuevo contexto económico-financiero en la actividad cultural y científica mediterránea (Sesión Académica internacional en Santiago de Compostela)*, 2008. 
- M-10 *Pluralidad y unidad en el pensamiento social, técnico y económico europeo (Sesión Académica conjunta con la Polish Academy of Sciences)*, 2008. 
- M-11 *Aportación de la ciencia y la cultura mediterránea al progreso humano y social (Sesión Académica celebrada en Barcelona el 27 de noviembre de 2008)*, 2009. 

- M-12 *La crisis: riesgos y oportunidades para el Espacio Atlántico (Sesión Académica en Bilbao), 2009.* 
- M-13 *El futuro del Mediterráneo (Sesión Académica conjunta entre la Montenegrin Academy of Sciences and Arts y la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, celebrada en Montenegro el 18 de mayo de 2009), 2009.* 
- M-14 *Globalisation and Governance (Coloquio Internacional entre la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras y el Franco-Australian Centre for International Research in Management Science (FACIREM), celebrado en Barcelona los días 10-12 de noviembre de 2009), 2009.* 
- M-15 *Economics, Management and Optimization in Sports. After the Impact of the Financial Crisis (Seminario Internacional celebrado en Barcelona los días 1-3 de diciembre de 2009), 2009.* 
- M-16 *Medición y Evaluación de la Responsabilidad Social de la Empresa (RSE) en las Empresas del Ibex 35, 2010.* 
- M-17 *Desafío planetario: desarrollo sostenible y nuevas responsabilidades (Solemne Sesión Académica conjunta entre l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique y la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España, en Bruselas el día 8 de Junio de 2010), 2010.* 

